

صكنا من الاصل

L'ASSASSINAT DE M. CHAINE

La police recherche
les mobiles du meurtre
dans la personnalité
de Jean Bilski

LIRE PAGE 34

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Australie, 1 DM ; Belgique, 10 s. ; Brésil, 100
cr. ; Canada, 3 000 ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 10 s. ; Grèce,
10 dr. ; Iran, 40 rls. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 85 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 5
S. RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-22 Paris
Tél. Paris 10 63052
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Quatre ans après le conflit indo-pakistanaï

Quatre ans et demi après le conflit qui les opposa et précipita l'indépendance du Bangladesh, l'Inde et le Pakistan sont réunis à l'occasion de la conférence des pays non alignés de Colombo. Mme Gandhi et M. Bhutto ont pourtant pris la décision de renouer sur le plan politique des liens qui avaient déjà été rétablis l'année dernière en matière commerciale.

Certes, il ne s'agit pas là d'une franche réconciliation. Les deux pays restent historiquement et psychologiquement ennemis. Mais, à bien des égards, sont deux « ennemis héréditaires » qui ont été considérablement affaiblis par l'intervention armée indienne au Bangladesh. Il demeure entier, et il l'aura bien des années pour l'apaiser.

Le Pakistan comme l'Inde continue d'accroître leurs dépenses militaires, et ils se sont bien gardés de signer un accord de désarmement. Ils n'ont nullement mis fin, d'autre part, à la querelle qui les divise depuis plus d'un quart de siècle à propos du Cachemire dont chacun administre une partie. Pendant les pourparlers d'Islamabad, M. Bhutto est même allé rendre visite aux troupes pakistanaises stationnées dans cette province.

En dépit de ces réserves, la reprise de relations normales demeure une décision importante marquée de réalisme et que l'Inde ne peut que saluer. Elle va se traduire par un rétablissement des relations routières, aériennes et ferroviaires qui favorisera grandement les échanges, non seulement entre l'Inde et le Pakistan mais aussi de Téhéran à Dacca. Actuellement à New-Delhi, le premier ministre indien vient d'ailleurs d'exprimer l'espoir que la coopération entre tous les pays d'Asie du Sud va désormais se développer. La visite officielle que M. Bhutto fera le mois prochain à Kaboul, pour la première fois depuis la chute de la royauté afghane, en 1974, est un pas dans cette direction. Les pays du sous-continent, malgré la tension actuelle entre l'Inde et le Bangladesh à propos du partage des eaux du Gange, tendent à mettre une sourdine à leurs différends sans recourir à l'intervention ou à l'arbitrage des grandes puissances.

Au demeurant, la diplomatie indienne cherche à faire preuve avant la conférence des pays non alignés. Elle ne pourra plus, comme par le passé, s'opposer à l'admission du Pakistan au sein de ce groupe. Les changements dans les rapports de force en Asie du Sud depuis la reconnaissance du Bangladesh par Islamabad et Pékin ont beaucoup encouragé New-Delhi à la modération. La normalisation sino-indienne, il y a un peu plus d'un mois, répondait à ce son. L'échange d'ambassadeurs entre l'Inde et le Pakistan est une nouvelle étape d'une politique qui, en fin de compte, est une affaire assez favorable par Washington et entame les positions soviétiques.

Au moment même où ils améliorent leurs relations avec leur voisin pakistanais, les Indiens se trouvent en difficulté avec leurs anciens protégés bengalis, qui ont lancé une marche vers la frontière pour protester contre l'attitude de New-Delhi dans l'affaire du partage des eaux du Gange. C'est ainsi, paradoxalement, sur la frontière du Bangladesh que l'armée indienne est sur pied de guerre moins de cinq ans après l'avoir franchie pour libérer le pays de la tételle d'oppression pakistanaï avec lesquels le moment est venu de composer.

Les démocrates-chrétiens italiens rejetent la proposition communiste de cabinet d'union nationale

En proposant la constitution d'un cabinet d'union nationale, après les élections législatives du 20 juin, le parti communiste italien a-t-il modifié sa stratégie ? Les commentateurs sont partagés à ce sujet. Certains observateurs insistent sur le fait que la proposition de M. Enrico Berlinguer va dans le même sens que le « compromis historique » : d'autres soulignent, au contraire, la « mise au réfrigérateur » de cette alliance à trois (communistes, catholiques et socialistes) pour lui substituer un accord plus large mais moins ambitieux et, en tout cas, limité dans le temps. Cependant, la démocratie chrétienne a rejeté la proposition communiste.

De notre correspondant

Rome. — C'est évidemment la réaction démocrate-chrétienne qui était la plus attendue. Elle n'a pas tardé. De manière très nette, le parti démocrate-chrétien a rejeté la proposition de cabinet d'union nationale. Le parti démocrate-chrétien a rejeté la proposition de cabinet d'union nationale. Le parti démocrate-chrétien a rejeté la proposition de cabinet d'union nationale.

thème est la cause de tous les maux que le pays connaît. Le parti démocrate-chrétien a rejeté la proposition de cabinet d'union nationale. Le parti démocrate-chrétien a rejeté la proposition de cabinet d'union nationale.

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 2.)

M. GISCARD D'ESTAING va célébrer aux États-Unis le bicentenaire d'une amitié

Le président de la République et Mme Giscard d'Estaing sont attendus à Washington lundi 17 mai à 9 h. 55 (15 h. 55 heures de Paris). Au cours de cette visite officielle, qui durera jusqu'au 22 mai, M. Giscard d'Estaing s'entreliendra à trois reprises avec M. Ford, qui, en ce moment, a pour souci primordial la mise au point de sa difficile campagne électorale. Le président de la République entend donner à son voyage un caractère symbolique en célébrant le bicentenaire de l'amitié franco-américaine.

Le chef de l'Etat fera le voyage aller et retour en Concorde. Il utilisera aussi le superpersonnel franco-britannique pour aller de Washington à Houston. Afin de prévenir toute difficulté juridique, l'appareil, qui appartient à la compagnie Air France, a été réquisitionné pour la circonstance.

De notre correspondant

Washington. — La visite du président Giscard d'Estaing aux États-Unis intervient dans des circonstances particulières. Sans doute faut-il attendre le début du grand dîner donné mardi soir à l'ambassade de France en l'honneur du président Ford pour mieux apprécier la portée et les résultats de ce voyage « sommet » franco-américain.

La bombe glacée qui souvent termine les repas officiels risque en effet de venir du Michigan, où M. Ford livre une bataille décisive pour son avenir politique, et dont l'issue sera connue dans la soirée de mardi. S'il devait de nouveau être battu par Reagan dans l'élection primaire de son propre Etat, sa position s'en trouverait gravement ébranlée, sinon définitivement compromise. Dans ce cas les entretiens de l'entourage de M. Giscard d'Estaing et de M. Ford seraient plutôt académiques. Si au contraire M. Ford l'emporte dans le Michigan, la substance des conversations politiques entre les deux hommes y gagnera ; bien qu'à ce

stade de la campagne le président et M. Kissinger, affaiblis par l'offensive de M. Reagan, parlent avec moins d'autorité. Le dîner d'Etat de mardi s'annonce ainsi comme un moment plein de « suspense » du séjour du président français.

Les stratégies de la Maison Blanche s'efforçant de mettre en évidence l'image « présidentielle » du candidat Gerald Ford, la présence à ses côtés de M. Giscard d'Estaing ne peut que lui être utile.

Même dans l'hypothèse où le président Ford perdrait la bataille du Michigan, le voyage officiel du président de la République française gardera son intérêt.

D'abord en raison des nombreux contacts prévus avec diverses personnalités de la politique et de l'économie, des affaires et des syndicats.

HENRI PIERRE

(Lire la suite page 3.)

La réforme du financement de la construction

L'aide à la pierre
ne sera pas supprimée

Le « schéma général » de la nouvelle politique du logement sera arrêté « avant les vacances ». Une commission central de planification se tiendra à cet effet dans les premiers jours de juillet, a annoncé, vendredi 14 mai, M. Galley, ministre de l'équipement, au congrès des constructeurs-promoteurs, à Deauville. L'aide à la pierre, qu'il était question de supprimer depuis six mois, sera maintenue mais à titre d'« aide à la personne » sera accrue et modifiée, de même que la politique de réhabilitation des logements anciens.

Le vote se lève peu à peu sur les intentions du gouvernement en matière de politique sociale du logement. Les grands axes de cette réforme, moins révolutionnaire que ne le suggèrent les rapports Barre, étaient connus : création d'une aide personnalisée plus efficace que l'actuelle allocation logement, développement de l'accession à la propriété, aide publique à la réhabilitation de l'habitat ancien.

On sait maintenant avec certitude qu'un certain volume d'aide à la pierre subsistera, « moins forte que par le passé », à condition que M. Galley, ce ministre attentif et confirmant à la fois les craintes de ceux qui considéraient comme une menace la construction de logements neufs. Il s'agit de nombreux, des responsables d'organismes de H.L.M. aux promoteurs-construc-teurs eux-mêmes. Le désengagement de l'Etat ne sera donc pas aussi rapide qu'on pouvait le craindre ; il n'en est pas moins décisif.

Les inconnues en la matière restent le rythme et l'importance de ce désengagement. Toutes les hypothèses restent possibles, bien qu'il semble douteux que les pouvoirs publics aient, même à très long terme, jusqu'à se priver totalement de ce moyen d'intervention dans un secteur particulièrement sensible de la conjoncture économique, aux incidences sociales, donc politiques, évidentes.

Quant à l'aide personnelle nouvelle manière, nul ne peut encore dire quelle sera son ampleur, ni quels seront les mécanismes qui en assureront l'efficacité et la pérennité. Le développement de l'accession à la propriété sera poursuivi ; mais l'idée d'une réduction des marges bancaires sur le crédit au logement est tout à fait nouvelle.

M. Galley a confirmé que la réhabilitation de l'habitat ancien serait assortie de la possibilité de l'octroi de la nouvelle aide personnelle aux locataires, sous certaines conditions de mise à jour. Le gouvernement suit en cela les suggestions de M. Barre. On s'achemine ainsi vers quelque chose de plus ambitieux qu'une « réforme » de M. Galley, confirmant qu'il ne s'agit en aucun cas d'appliquer telle quelle la « révolution » qu'avait suggérée la commission Barre. Le contraire eût surpris.

JOSEÉ DOYÈRE

(Lire page 31.)

L'ENVIRONNEMENT A LA MODE BRITANNIQUE

Aucun pays développé n'a pu durablement éluder les problèmes que posent les séquelles de la croissance. La Grande-Bretagne moins que les autres, où l'industrialisation est la plus ancienne et l'urbanisation la plus « avancée » du monde.

Mais si la « destruction » des hommes par l'usine y avait encouragé au siècle dernier l'analyse marxiste, la détérioration du milieu naturel n'y a guère suscité encore de théorie

écologique. Ce qui n'a pas empêché les Britanniques d'inventer, à leur manière réaliste et démocratique, quelques remèdes aux maux dont les pays développés se plaignent.

Un « grand » ministre de l'environnement, une politique cohérente de l'eau, une approche très souple du pari nucléaire, une participation des associations à la gestion de la nature, probables solutions.

I. — L'empirisme contre les pollutions

Londres. — L'Angleterre est encore une île. Les ministres européens de l'environnement s'en sont aperçus une fois de plus en décembre lors de leur réunion annuelle à Bruxelles. Seul contre tous, le représentant de Londres a refusé que l'on mît une uniformité des usines polluantes. Neuf en imposant des normes d'émission pour les gaz, les fumées et les eaux d'égout. Ce n'est qu'à la fin de l'année 1975 que le démarrage d'une Europe de l'anti-pollution a été sérieusement jugé. C'est de Gaulle qui avait raison, trônait-on avec amertume dans les couloirs de la Communauté, ces Britanniques ne sont pas mûrs pour l'Europe. L'attitude anglaise peut en effet paraître sur-

De notre envoyé spécial
MARC AMBROISE-RENDU

prenante. Mais « paraître » seulement.

Manifestement les Britanniques se méfient des grands appareils statistiques ou réglementaires. La politique de l'environnement est certes fondée sur des lois parfois fort anciennes mais de ce côté-ci de la Manche, on préfère avancer à petits pas, au coup par coup, par des arrangements à l'amiable en fonction des industries concernées, du milieu récepteur, des techniques d'épuration connues, des possibilités économiques. La tactique anti-nuisance à laquelle tout le monde adhère c'est celle du « best prac-

ticable means » qui pourrait se traduire par « faire ce qu'on peut avec ce que l'on a ». Dans la jungle des contre réactions écologiques, le vieux pragmatisme britannique se sent parfaitement à l'aise. Pourquoi sacrifierait-il ses habitudes... et son efficacité sur l'autel de l'Europe ?

Sir Brian Flowers, président de la commission royale sur la pollution, justifie ainsi cette attitude : « Nous refusons les normes d'émission parce qu'elles n'ont pas de fondement scientifique. Les fumées d'une cheminée selon qu'elles sont lâchées en pleine campagne ou au centre d'une ville n'ont pas du tout la même nocivité. L'écologie c'est d'abord l'adaptation au milieu. »

(Lire la suite page 37.)

LE BI-CENTENAIRE DES ÉTATS-UNIS

« Le Monde » consacre dans ce numéro un premier supplément de dix pages au bicentenaire des États-Unis.

Le monde
recommandé

avec la collaboration de :
Ulysse Bonaldi, Jeanne Bran,
Alain Clément, Marc Gaudin,
Roger Herrera, André Fontaine,
Jack P. Greene, Jean-Jacques
Lévy, René Lévesque, John Sky
et Edmund Wright.

(Lire pages 13 à 22.)

Dans le prochain « Monde
des Arts et des Spectacles »
(numéro daté 20 mai)
le début d'une enquête :

« Les scènes
de l'Amérique »

ROBERT LAFFONT

A l'occasion du bicentenaire
des États-Unis, une œuvre
monumentale de WILLIAM

MANCHESTER

La splendeur et le rêve

Tome I - L'Amérique
de Roosevelt - 1932-1950

DARWIN ET KIMURA

Le hasard sans la nécessité

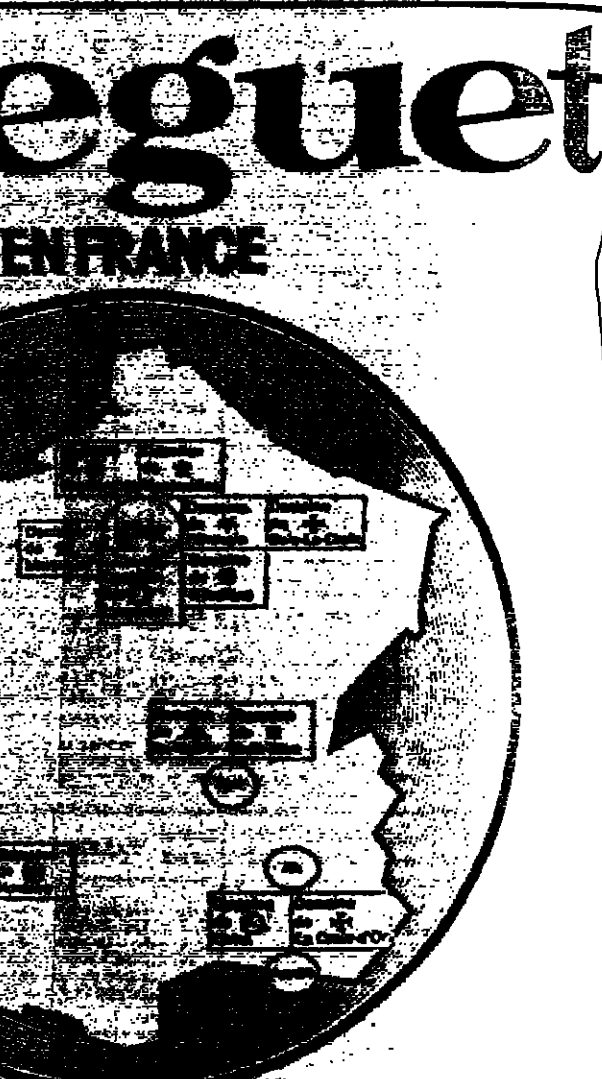
Après un siècle et demi de respect absolu du dogme de la sélection établie par Darwin, M. Motoo Kimura, chef du département de génétique des populations de l'Institut national de génétique de Mishima (Japon), fut l'un des premiers généticiens à avoir montré, vers 1968, à l'aide de considérations mathématiques, que le hasard devait jouer un rôle plus important dans l'évolution que la sélection. C'est sur ce thème qu'il a fait, le vendredi 14 mai, au Collège de France, une conférence dont rend compte le docteur Jacques Ruffié, professeur au Collège de France.

Depuis 1859, date de l'apparition du livre de Darwin, *Origine des espèces*, le monde scientifique a vécu sur le schéma de la sélection naturelle en tant que moteur de l'évolution. L'évolution se résumait en une vaste compétition permanente qui ne laissait survivre — et se reproduire — que les mieux adaptés. La conception darwinienne — très influencée par la pensée de Malthus — n'était que la traduction — dans

les faits biologiques — de l'idéologie politique régnante dans la société libérale du milieu du dix-neuvième siècle. Elle fut longtemps considérée comme un véritable dogme — auquel on ne pouvait toucher sans passer pour un dangereux iconoclaste ou un ignorant.

JACQUES RUFFIÉ

(Lire la suite page 6.)



Le Monde

Le Monde est une revue hebdomadaire de 34 pages, 1,30 F. Elle est publiée par Robert Laffont. Elle est disponible en version papier et en version numérique. Elle est accessible à tous les abonnés.

Le Monde est une revue hebdomadaire de 34 pages, 1,30 F. Elle est publiée par Robert Laffont. Elle est disponible en version papier et en version numérique. Elle est accessible à tous les abonnés.

Israel

De notre correspondant

Depuis le mercredi 12 mai, la cote des actions des compagnies israéliennes de pétrole ne cesse de grimper à la Bourse de Tel-Aviv.

ANDRÉ SCEMAMA.

EUROPE

Suisse

Les signataires demandant le report de mesures qui « ne peuvent être prises qu'après de plus » et son règlement sur la base de résolutions de l'ONU pour l'établissement d'une paix juste et durable dans la région du Moyen-Orient.

Ont signé ce texte, entre autres, MM. Jacques Berque, professeur au Collège de France ; Paul Millett, professeur de clinique médicale à l'Université de Montréal ; et de nombreuses autres personnalités d'études à l'école pratique de hautes études ; Jacques Denis, membre du comité central du parti communiste français, et André Guesnon, membre du comité directeur du parti socialiste français.

LA SYRIE PARAÎT DÉCIDÉE
A DÉVELOPPER
SON ACTION MILITAIRE

(PUBLI-)

LE COLLÈGE

ouvre à partir de

UN CENTRE D'ÉTUDES : DU PATRIMOINE URBAIN

dont la présidence est assumée par le président du Conseil International d'Architecture et l'un des meilleurs spécialistes d'une dizaine de professions.

Le Centre accueille pour une année d'architectes, d'ingénieurs-architectes, d'architecture détenteurs de diplômes prioritaires accordés aux candidats au classement de la restauration des monuments ou classés « patrimoine historique ». Leur mission

Un nombre limité de bourses, offertes par la Commission des Communautés européennes, est à la disposition des candidats qualifiés qui ne disposent pas d'autres moyens pour subvenir aux coûts de l'année académique. Celui-ci s'élève à 105.000 F.B. et couvre les frais des études, du logement, de la pension et de l'assurance en cas d'accident.

Les informations et les formulaires de demande d'admission peuvent être obtenus au Secrétariat du Collège d'Europe, Dyer 7-11 - 3000 Leuven, Belgique.

pour pouvoir réactionnaire à la part initiale de soulager la question du Sahara, c'est dans le but de monter sa crise en exploitant d'une part la mobilisation des masses et leur marchandisation aux sacrifices, et en marchandant d'autre part la reconnaissance de l'indépendance des chéouks du pays avec ses alliés

(1) M. Benrui a été l'un des chefs les plus vénéralisés de l'Union de libération. Celle-ci fut un rôle important, dans les dernières temps du régime de l'Union, et fut largement à convaincre l'Assemblée de rétablir Mohammed V sur le trône et de rétablir l'indépendance de l'Algérie. Fondateur, avec Mehdi Ben Barka, de l'Union nationale des étudiants algériens, il fut aussi signalé par la vigueur de son opposition au régime. Deux fois emprisonné, il mourut des suites de son oppression en 1958.

Par conséquent, aux Etats de détente, a-t-il dit, « nous constatons que les tensions géologiques et les tensions ethnologiques pourraient, les conflits armés sont encore nombreux et peuvent déborder inopinément et soudainement sur d'autres pays. »

« La Suisse même connaît une situation qui ne peut plus être maintenue dans l'état actuel. D'insupportables des ébranlements possibles et l'équilibre des forces en Europe, même s'il n'est pas rompu, est des plus précaires. »

Des assurances de paix ne sauraient remplacer la sécurité. Nous sommes conscients que la menace d'un conflit armé est toujours présente. Notre conception de la politique de sécurité doit, dès lors, en tenir compte.

Madrid (A.F.P., Reuters). — Le ministre de l'Intérieur a annoncé que le prince Sizzo-Enrique avait été expulsé d'Espagne le 13 mai et placé dans un avion en partance pour l'Allemagne. Le ministre du prince Hugues — Charles de Bourbon-Parma se trouvait à la 9 mai dernier, à la tête de milliers de soldats, et avait ordonné d'ouvrir le feu sur des carlistes qui participaient au rassemblement annuel de Montejurque, en Navarre. La fusillade a provoqué la mort de deux personnes, une avait été tuée sur le coup, une autre, qui avait été grièvement blessée, est décédée le 13 mai. Le prince Sizzo-Enrique, secrétaire général du parti carliste, a affirmé le vendredi 14 mai, lors d'une conférence de presse réunie clandestinement à Madrid, que le prince Sizzo-Enrique et son frère avaient été « préparés » pour un

Quelles sont les intentions de la P.C. ? On doit d'abord exclure deux interprétations opposées : celle qui voit dans le discours de M. Berlinguer une rupture avec les principes historiques et celle qui, à l'inverse, conclut à la liquidation.

On ne liquide pas en quelques jours une stratégie aussi élaborée et profondément réfléchie. Quand on continue à y croire : rapprochement des trois camps, tâches essentielles de la social-démocratie — catholique, communiste et socialiste — en vue

De notre correspondant

Alger. — La famille de M. Michel Pellof, condamné par la Cour de sûreté de l'Etat à dix ans de réclusion criminelle pour espionnage économique (*le Monde* date 9-10 mai), a renoncé à se pourvoir en cassation à l'issue du délai de huit jours prévu par la loi. Celle de M. Jean-Claude Chaudard, condamné à trois ans de prison, en a fait autant.

Il semble que les familles et les avocats des deux ingénieurs aient voulu ainsi éviter d'envenimer la situation. Ils espèrent sans doute

Il s'agit de M. Tadeusz Mazowiecki, rédacteur en chef de la revue *Wies*, qui devait se rendre en visite privée en Belgique, et de M. Jacek Wzrostowski, directeur de la revue *Prace* et de *Żnak*. Outre leur opposition à la Constitution nouvelle (qui institutionnalise le rôle dirigeant du parti et l'amitié avec l'U.R.S.S.), ces deux journalistes ont résumé les griefs de la majorité des différentes autorités, dans laquelle les principaux animateurs du mouvement *Żnak* (catholicisme libéral) se désolidarisent des députés catholiques de la nouvelle législature, de la démission des changements constitutionnels et refusent à leur groupe parlementaire le droit de continuer à porter l'étiquette *Żnak*.

Enfin dans l'esprit de prudence des dirigeants de la majorité, ces deux mesures de répression individuelles s'accompagnent d'un geste de clémence. En effet, les articles de M. Stefan Kisielewski qui ont fait leur réapparition dans le *Żnak* du samedi 22 août (*Wzrostechy* hebdomadaire du mouvement *Żnak*), après quelques semaines de silence forcé, M. Kisielewski avait signé la première opposition contre la Constitution, et M. Tadeusz Mazowiecki, dans *Der Spiegel* avait publié, sous la signature de cet éditeur, des analyses et muscologie bien connues dans son pays, un article mettant en doute l'indépendance réelle de la Pologne à l'égard de sa voisine soviétique.

Des articles avaient, en effet, fait état, l'hiver dernier, du désir du gouvernement de Belgrade d'acheter des missiles antichars soviétiques. C'est été le premier achat de matériel militaire américain par la Yougoslavie depuis 1961. Certains des articles avaient laissé entendre que le projet représentait un changement politique, révélateur d'une certaine inquiétude de Belgrade devant une éventuelle menace de Moscou (le Monde des 6, 7 août 1975 et 4 janvier 1976).

signifiait davantage qu'un simple chat d'armes, a déclaré un responsable américain », ajoute le New York Times.

Par conséquent, aux Etats de détente, a-t-il dit, « nous constatons que les tensions géologiques et les tensions ethnologiques pourraient, les conflits armés sont encore nombreux et peuvent déborder inopinément et soudainement sur d'autres pays. »

« La Suisse même connaît une situation qui ne peut plus être maintenue dans l'état actuel. D'insupportables des ébranlements possibles et l'équilibre des forces en Europe, même s'il n'est pas rompu, est des plus précaires. »

Des assurances de paix ne sauraient remplacer la sécurité. Nous sommes conscients que la menace d'un conflit armé est toujours présente. Notre conception de la politique de sécurité doit, dès lors, en tenir compte.

Un nombre limité de bourses, offertes par la Commission des Communautés européennes, est à la disposition des candidats qualifiés qui ne disposent pas d'autres moyens pour subvenir aux coûts de l'année académique. Celui-ci s'élève à 105.000 F.B. et couvre les frais des études, du logement, de la pension et de l'assurance en cas d'accident.

Les informations et les formulaires de demande d'admission peuvent être obtenus au Secrétariat du Collège d'Europe, Dyer 7-11 - 3000 Leuven, Belgique.

Madrid (A.F.P., Reuters). — Le ministre de l'Intérieur a annoncé que le prince Sizzo-Enrique avait été expulsé d'Espagne le 13 mai et placé dans un avion en partance pour l'Allemagne. Le ministre du prince Hugues — Charles de Bourbon-Parma se trouvait à la 9 mai dernier, à la tête de milliers de soldats, et avait ordonné d'ouvrir le feu sur des carlistes qui participaient au rassemblement annuel de Montejurque, en Navarre. La fusillade a provoqué la mort de deux personnes, une avait été tuée sur le coup, une autre, qui avait été grièvement blessée, est décédée le 13 mai. Le prince Sizzo-Enrique, secrétaire général du parti carliste, a affirmé le vendredi 14 mai, lors d'une conférence de presse réunie clandestinement à Madrid, que le prince Sizzo-Enrique et son frère avaient été « préparés » pour un

Quelles sont les intentions de la P.C. ? On doit d'abord exclure deux interprétations opposées : celle qui voit dans le discours de M. Berlinguer une rupture avec les principes historiques et celle qui, à l'inverse, conclut à la liquidation.

On ne liquide pas en quelques jours une stratégie aussi élaborée et profondément réfléchie. Quand on continue à y croire : rapprochement des trois camps, tâches essentielles de la social-démocratie — catholique, communiste et socialiste — en vue

Il s'agit de M. Tadeusz Mazowiecki, rédacteur en chef de la revue *Wies*, qui devait se rendre en visite privée en Belgique, et de M. Jacek Wzrostowski, directeur de la revue *Prace* et de *Żnak*. Outre leur opposition à la Constitution nouvelle (qui institutionnalise le rôle dirigeant du parti et l'amitié avec l'U.R.S.S.), ces deux journalistes ont résumé les griefs de la majorité des différentes autorités, dans laquelle les principaux animateurs du mouvement *Żnak* (catholicisme libéral) se désolidarisent des députés catholiques de la nouvelle législature, de la démission des changements constitutionnels et refusent à leur groupe parlementaire le droit de continuer à porter l'étiquette *Żnak*.

Enfin dans l'esprit de prudence des dirigeants de la majorité, ces deux mesures de répression individuelles s'accompagnent d'un geste de clémence. En effet, les articles de M. Stefan Kisielewski qui ont fait leur réapparition dans le *Żnak* du samedi 22 août (*Wzrostechy* hebdomadaire du mouvement *Żnak*), après quelques semaines de silence forcé, M. Kisielewski avait signé la première opposition contre la Constitution, et M. Tadeusz Mazowiecki, dans *Der Spiegel* avait publié, sous la signature de cet éditeur, des analyses et muscologie bien connues dans son pays, un article mettant en doute l'indépendance réelle de la Pologne à l'égard de sa voisine soviétique.

Des articles avaient, en effet, fait état, l'hiver dernier, du désir du gouvernement de Belgrade d'acheter des missiles antichars soviétiques. C'est été le premier achat de matériel militaire américain par la Yougoslavie depuis 1961. Certains des articles avaient laissé entendre que le projet représentait un changement politique, révélateur d'une certaine inquiétude de Belgrade devant une éventuelle menace de Moscou (le Monde des 6, 7 août 1975 et 4 janvier 1976).

signifiait davantage qu'un simple chat d'armes, a déclaré un responsable américain », ajoute le New York Times.

AMÉRIQUES

DIPLOMATIE

Algérie

Ingénieurs français pour l'espionnage économique à la recherche du pouvoir en cassation

La sécurité de l'Etat algérien est l'objet de commentaires de la presse française. A Saint-Etienne, la presse régionale de construction mécanique condamne, « demande aux ingénieurs algériens de tout moyen d'espionnage de tout moyen d'espionnage », dans un article intitulé « L'espionnage économique », pour décider d'une remise de médaille à ces ingénieurs de la région de Saint-Etienne, qui ont été jugés coupables d'espionnage économique.

Le correspondant

Les possibilités de renseignements en matière de construction mécanique sont nombreuses. Les ingénieurs algériens ont été jugés coupables d'espionnage économique. La presse française a condamné ces ingénieurs. La presse algérienne a réagi. Les ingénieurs algériens ont été jugés coupables d'espionnage économique. La presse française a condamné ces ingénieurs. La presse algérienne a réagi.

Deux journalistes se voient refuser un passeport

Deux journalistes, un français et un algérien, se voient refuser un passeport. Les autorités algériennes ont refusé de leur délivrer un passeport. Les journalistes ont été jugés coupables d'espionnage économique.

Le fait que le président d'Algérie ait été jugé coupable d'espionnage économique

Le fait que le président d'Algérie ait été jugé coupable d'espionnage économique est une affaire d'Etat. Les autorités algériennes ont refusé de lui délivrer un passeport. Les journalistes ont été jugés coupables d'espionnage économique.

Le fait que le président d'Algérie ait été jugé coupable d'espionnage économique

Le fait que le président d'Algérie ait été jugé coupable d'espionnage économique est une affaire d'Etat. Les autorités algériennes ont refusé de lui délivrer un passeport. Les journalistes ont été jugés coupables d'espionnage économique.

Mexique

Le président Echeverria dénonce l'agression des grandes puissances contre son pays

De notre correspondant

Mexico. — Le président Luis Echeverria vient de lancer un appel à l'unité nationale, afin que le Mexique puisse résister à l'agression dont il est victime, assure-t-il, de la part des « centres qui se disputent le pouvoir mondial ». Selon le chef de l'Etat, le Mexique est attaqué, de l'intérieur et de l'extérieur, parce qu'il veut suivre un chemin autonome et maintenir les institutions originales. Sans les citer directement, le président Echeverria a accusé les Etats-Unis et l'Union soviétique de vouloir faire échouer la démocratie dans certaines parties du monde.

Divers milieux politiques et économiques mexicains avaient récemment dénoncé des « campagnes » menées à l'étranger contre la stabilité des institutions et de la monnaie nationale. Ces dernières semaines, des rumeurs en provenance des Etats-Unis avaient laissé entendre que la dévaluation du peso était imminente. Malgré les démentis formels des autorités, une certaine pression sur la monnaie mexicaine demeure perceptible sur les marchés spécialisés nord-américains. Il y a quelques semaines, d'autre part, l'ambassadeur des Etats-Unis à Mexico, M. Jova, avait critiqué le système politique du pays, le décrivant comme « monarchique ».

D'un autre côté, les attentats se sont multipliés ces derniers temps, les terroristes cherchant, semble-t-il, à inciter le gouvernement à pratiquer une politique de répression antipopulaire. Ainsi, il y a quelques jours, un commando de la Ligue du 23 septembre avait perpétré un attentat qui a entraîné la mort de huit policiers. — J. C.

Paraguay

Le général des jésuites proteste contre une vague d'arrestations de religieux

Correspondance

Asuncion. — Sept jésuites, dont un français, ont été arrêtés au Paraguay, pour avoir favorisé la « propagation du marxisme » dans ce pays. Le ministre de l'Intérieur, M. Sabino Augusto Montanaro, qui a donné cette information, sans révéler l'identité des personnes en cause, a précisé que trois d'entre elles ont déjà été expulsées. M. Montanaro a assuré que les religieux arrêtés étaient impliqués dans un incident qui a eu lieu le 3 avril dernier près d'Asuncion : un accrochage entre des guérilleros et des forces de l'ordre. On estime, dans les milieux diplomatiques, que plus d'un millier d'arrestations ont été opérées à la suite de cette affaire.

Les forces de police recherchent le Père jésuite Ignace Sanz, qui a été arrêté. Le ministre de l'Intérieur a demandé « la collaboration de tous les citoyens pour la capture du dangereux criminel ». Les autorités accusent d'avoir tenu des réunions avec des représentants de l'Organisation politique-militaire (O.P.M.). Mais son supérieur jésuite affirme qu'il se trouvait alors en Espagne. Le fait que la Compagnie fournisse un alibi au « délinquant » ne semble pas troubler outre mesure la police paraguayenne. D'après les autorités, l'Organisation politique-militaire compterait huit groupes, d'un peu plus de vingt membres chacun. Elle serait en contact avec des formations extrémistes argentines qui lui auraient fourni des armes.

L'O.P.M. existe-t-elle vraiment, ou s'agit-il d'un de ces nombreux « complots » fabriqués à intervalles réguliers par la police locale pour justifier une nouvelle vague de répression ? Il est encore difficile de le savoir, mais la présence d'un prêtre étranger à la tête d'une telle organisation politique ne peut que paraître douteuse. En tout cas, les forces de répression, utilisant ce prétexte, font régner la terreur depuis un mois et demi. Le 3 avril, un homme et deux femmes censés appartenir à l'O.P.M. étaient arrêtés. Le lendemain, à Lambare, un paysan, M. Mariano Rolon Centurion, était arrêté par la police. L'arrestation la plus grave a eu lieu le 5 avril à Asuncion : le quartier Luis-Herrera. Les policiers venus arrêter d'autres membres soupçonnés de l'O.P.M. ont été reçus par des coups de feu. Les tirs se sont prolongés toute la matinée. MM. Juan Carlos Da Costa, considéré par les autorités comme le chef du mouvement, et Mario Schaefer Prout, propriétaire de la maison où se tenaient les réunions, ont été tués. La femme de ce dernier, Mme Guillermina Encarnación, enceinte de sept mois, a été arrêtée. Dans le même temps, de nombreux étudiants étaient appréhendés.

Le 8 avril, la police envahissait le collège de Cristo-Rey, tenu par les jésuites. Tous les élèves, y compris ceux des classes maternelles, ont été alignés contre un mur, les mains en l'air. Depuis cette date, les perquisitions brutales se sont multipliées, n'épargnant ni le séminaire d'Asuncion ni le bureau de la commission épiscopale paraguayenne. Le 30 avril, un couple résidant à Asuncion a été arrêté. Les jésuites se réfugient à l'ambassade d'Allemagne fédérale. Des étrangers ont été expulsés. Vers la fin du mois d'avril, également, des cadavres mutilés ont été trouvés dans plusieurs quartiers de la capitale. La terreur sévit dans les campagnes : environ cinq cents arrestations dans la région de Coronel Oviedo et un millier dans la province de Misiones. Seul le nord du pays est encore calme. Au début de mai, à Misiones, un membre du Mouvement agraire catholique, M. Silvano Flores, a été torturé puis égorgé devant sa famille. D'autres personnes ont été abattues, dont le leader paysan Constantino Coronel. Les militants d'organisations de jeunesse catho-

Namibie

Le mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (120, rue Saint-Denis, Paris), demande au gouvernement français de « faire connaître sa réprobation » et « d'intervenir par tous les moyens » pour empêcher l'exécution des deux membres du mouvement de libération de la Namibie, la SWAPO, condamnés à mort mercredi 12 mai par le tribunal suprême de Namibie (le Monde du 14 mai).

Népal

Le roi BIRENDRA DU NEPAL effectuera une visite

(Suite de la première page.)

Ensuite parce que les conversations politiques ne sont qu'un aspect d'une visite qui s'inscrit essentiellement dans le cadre du bicentenaire des Etats-Unis, et qui célèbre du même coup les deux cents ans d'amitié franco-américaine. Malgré les difficultés entre les deux pays, la France dispose toujours d'un grand capital de sympathie. Les quelques démonstrations hostiles du passé — par exemple les manifestations de 1970 contre le président Pompidou — et les polémiques à propos de Concorde n'ont pas vraiment altéré auprès du public une certaine image attrayante du « premier club des Etats-Unis ». Aussi le voyage garde-t-il un caractère historique à la fois. La France du spectacle a son et lumière » (le « cadeau » français du centenaire fut le statue de la Liberté), à Mount-Vernon, résidence de George Washington, un des hauts-lieux de l'histoire américaine.

Le président français ne fera pas que se pencher sur le passé. Il s'occupera de l'avenir à Houston, le grand port du Texas, au développement économique fondamental. Dans ce contexte, la visite du chef de l'Etat français apparaît aussi comme un exercice de relations publiques : par les nombreuses déclarations de M. Giscard d'Estaing déjà publiées dans les plus importants magazines et journaux, par les apparitions qu'il s'apprête à faire à la tribune du Congrès et à la télévision, cet exercice s'annonce positif.

Quant aux conversations politiques, elles garderont un caractère général. Aucun ordre du jour n'a été prévu et aucun communiqué ne sera publié à

POUR LA TROISIÈME FOIS UN CHEF D'ETAT FRANÇAIS EMPRUNTE CONCORDE

Ce ne sera pas la première fois que le chef de l'Etat français utilisera Concorde pour se rendre à l'étranger. Le 13 décembre 1971, Georges Pompidou se rendit aux Açores à bord de l'« Air France » pour y rencontrer le président Nixon. Le 7 août 1975, M. Valéry Giscard d'Estaing emprunta Concorde pour sa visite officielle au Zaïre.

M. Giscard d'Estaing aux Etats-Unis

l'issue de ces quelques heures d'entretiens, où un grand nombre de problèmes ne pourront être que fleurés. On estime ici qu'il n'y a pas de contentieux franco-américain, et que les deux présidents se contenteront de faire le point de la coopération entre les deux pays, par exemple dans le domaine de la lutte contre le cancer ou l'utilisation de l'énergie solaire.

La revue de la situation mondiale s'articulera autour de quelques grands thèmes : l'avenir de la détente, la tension au Proche-Orient, les perspectives d'une entrée des communistes dans certains gouvernements européens avec ses conséquences pour l'alliance atlantique, enfin, les relations avec le tiers-monde, et notamment avec l'Afrique. Le président français a déjà exprimé ses vues sur la plupart de ces problèmes dans ses entretiens avec des journalistes américains au cours de son voyage. M. Giscard d'Estaing sur les conséquences d'une éventuelle victoire des communistes en Italie aussi bien pour la France que pour l'alliance atlantique, en même temps que son appréciation sur l'évolution politique française et les chances d'une victoire de la gauche en 1978.

Pour une plus grande coordination des politiques

Enfin les officiels américains pensent que les entretiens franco-américains permettront de préciser les thèmes français et américains de vue sur suffisamment rapprochés pour qu'on envisage une plus grande coordination des politiques. Au Proche-Orient, notamment, où les deux pays, estime-t-on, ont dans la crise du Liban suivi une ligne parallèle. Vis-à-vis du tiers-monde et de l'Afrique surtout, on pense que les thèmes français et américains se sont rejoint. Les conceptions exprimées par le président français et les leaders africains réunis à Paris, et particulièrement le rejet de toute intervention étrangère sur le continent africain, le mot d'ordre « l'Afrique aux Africains », sont largement approuvés ici. Les deux pays ne doivent pas rivaliser, dit-on, mais collaborer en Afrique, la France apportant son expérience et sa connaissance des milieux africains, les Etats-Unis leur appui économique et financier.

C'est donc avec l'esprit ouvert qu'on envisage les compromis entre les formules française et amé-

ricaine sur la garantie du prix des matières premières. Au sujet de la standardisation des armements « atlantiques », ainsi qu'à propos de la prolifération nucléaire, on ne croit pas que les divergences soient rapidement résolues : le gouvernement et le Congrès, pour une fois d'accord, dénoncent les ventes par la France et l'Allemagne fédérale d'usines de retraitement du plutonium, qui brisent le quasi-monopole américain sur le marché des réacteurs. A ce sujet, le New York Times évoquait mardi les propos du sénateur Rockefeller suggérant de négocier avec la France et l'Allemagne fédérale un accord de partage du marché des réacteurs, à condition qu'elles acceptent un nouvel embargo sur les exportations d'usines de retraitement du plutonium. Si elles refusaient, sénateur Rockefeller estimait que les Etats-Unis devaient couper à ces pays l'approvisionnement en uranium enrichi, le combustible nucléaire nécessaire à leurs réacteurs.

LE PROGRAMME DU VOYAGE

Le lundi 17 mai, premier jour de la visite officielle de M. Giscard d'Estaing, sera consacré aux cérémonies d'accueil et à un tête-à-tête entre le président de la République française et le président Ford. Mardi 18 mai, après une deuxième entretiens avec M. Ford, M. Giscard d'Estaing prendra la parole devant les deux chambres du Congrès réuni. Évoquant la contribution de la France à l'indépendance des Etats-Unis, il y a deux siècles, il prendra pour thème la contribution commune des deux pays à la liberté en 1978. Mercredi 19, le président de la République visitera le site de la bataille de Yorktown, puis il sera reçu par le gouverneur de l'Etat de Virginie à Mount-Vernon, un spectacle « son et lumière » offert par la France aux Etats-Unis. Jeudi 20, après un petit déjeuner-conférence avec M. Giscard d'Estaing aura un dernier entretien avec le président Ford. Puis il sera reçu par les villes de Houston, Lafayette et La Nouvelle-Orléans, d'où il s'envolera samedi 22 mai pour Paris, avec une escale à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

Le président de la République sera notamment accompagné de M. Sauvagnanes, ministre des affaires étrangères ; Raymond Barre, ministre du commerce extérieur ; Jean François-Poncet, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; et Claude Pierre Brossette, secrétaire général de la présidence de la République.

A Luxembourg

SEPT HEURES DE DISCUSSION ANIMÉE ENTRE MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES SUR L'ÉLECTION DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE.

Depuis 15 h. 45, vendredi 14 mai, les affaires étrangères des Neuf (seule la Belgique est représentée par son premier ministre, M. Tindemans) et le président de la Commission européenne, M. Ortoli, sont réunis au château de Senningen, près de Luxembourg.

Les Neuf ont d'abord entendu un plaidoyer de M. Tindemans : il a défendu son rapport sur l'union européenne. Puis les ministres ont abordé le point le plus épineux de leur programme : l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. La discussion a été « exceptionnellement animée », selon un des participants interrogés par l'A.F.P. et a duré sept heures, jusqu'à 23 heures. Elle devait reprendre ce samedi matin, à 8 h. 30.

Si un accord n'est pas intervenu, le débat sera reporté à la semaine prochaine, selon la même source, « par la même source ».

Zambie

M. SHIPANGA, responsable de l'information de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), a présenté le 14 mai une demande de mise en liberté à la Cour suprême de Lusaka. Celle-ci a remis sa décision au 15 juin. M. Shipanga fait partie des six dirigeants de la SWAPO arrêtés il y a trois semaines par les autorités zambiennes, comme « contre-révolutionnaires », et qui réclament, en fait, de nouvelles élections, le dernier congrès de la SWAPO remontant à plus de cinq ans.

LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE D'ISTANBUL CONDAMNE « L'OCCUPATION DE MAYOTTE » PAR LA FRANCE

La France a été mise en cause lors de la conférence islamique d'Istanbul à propos de Djibouti et des Comores, et condamnée pour l'occupation de Mayotte. La commission politique de cette réunion, qui regroupe quarante-deux ministres des affaires étrangères de pays islamiques, a demandé à Paris d'accorder « l'indépendance inconditionnelle et totale » au Territoire français des Afars et des Issas.

En revanche, la commission politique a eu des difficultés pour adopter une position commune sur Chypre, le Moyen-Orient (une résolution demande l'exclusion d'Israël de l'ONU), et n'a pu parvenir à un accord sur l'Érythrée. La séance plénière, qui devait clore ses travaux vendredi, a été reportée au samedi 15 mai. — (A.F.P. Reuter.)

ASIE


Thaïlande

LES SENS CONTRE L'ESSENCE

Bangkok (A.F.P.). — Le gouvernement thaïlandais envisage de fermer les salons de massage afin de limiter la consommation de cannabis. Le général Chuanichan Chuanichan, ministre de l'Industrie, si cette mesure — qui réduirait la consommation d'herbe à chat — a été adoptée, les autres centres de distraction nocturne pourraient subir le même sort. A côté du ministre, qui exposait devant le Sénat le programme gouvernemental sur les économies d'énergie.

Commentant les remarques du général Chuanichan, M. Sorn Masek, ministre assistant au cabinet du premier ministre, a précisé que le gouvernement va se réunir bientôt pour examiner les mesures à prendre. Il a ajouté qu'il est depuis longtemps partisan de la fermeture des salons de massage. Ces distractions sont un luxe, a-t-il dit, tout en admettant que de telles mesures mettraient des milliers de personnes au chômage.

La C.I.A. et le président Thieu. — M. William Colby est intervenu, alors qu'il était directeur de la C.I.A., pour prévenir toute tentative d'assassinat du président sud-vietnamien Thieu par des membres de son gouvernement. En avril 1975, a révélé, vendredi 14 mai, le New York Times. Le quotidien cite une série de messages internes de la C.I.A. dans lesquels M. Colby évoquait la possibilité de « violences contre le président Thieu ». L'un d'eux indiquait qu'un attentat « serait un désastre national ».



ulla par ulla

est en vente chez votre libraire habituel.

Toutefois, si pour une raison quelconque vous aviez des difficultés à trouver le livre, découpez le bon ci-dessous.

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

Désire recevoir le livre ULLA par ULLA.

Joindre un chèque ou CCP de 36 francs à l'ordre des :

Editions Charles DENU

12, rue Claude Genoux

73200 Albertville

Nous vous faisons cadeau des frais d'expédition du livre.

OUTRE-MER

La FEN dénonce le « sous-développement » de l'éducation nationale dans les DOM

MM. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, et Guy Le Néouannic, chargé des départements d'outre-mer au sein de ce syndicat, ont rendu compte, vendredi 14 mai devant la presse, du voyage de deux semaines qu'ils ont effectué aux Antilles et en Guyane. Les deux responsables ont dressé un tableau fort sombre de l'éducation dans les trois DOM qu'ils ont visités.

M. André Henry a notamment fait état du « sous-développement » qui sévit dans ce secteur et qui se traduit par un taux alarmant d'échecs scolaires. Selon le secrétaire général, la majorité des jeunes sortent de l'école sans formation véritable. Le retard est sensible dès le niveau de la maternelle : il manque, en Guadeloupe, plus de cent cinquante écoles maternelles pour que le taux de scolarisation soit satisfaisant. « Un tiers d'école de l'ordre de 94 % dans les C.E.T. s'explique par le fait que les enfants ne sont pas scolarisés assez tôt, par l'absence d'une politique de prévention des handicaps, par le manque dramatique de professeurs, de psychologues, de locataires et de crédits », a déclaré M. Henry, qui a ajouté : « En fait, c'est un véritable plan de sauvetage de l'éducation dans les DOM qu'il faut mettre en action, et un plan prévoyant des mesures spécifiques à chaque département selon les carences dont il souffre ».

Les responsables syndicaux ont aussi souligné la gravité de la

situation en ce qui concerne les enseignants (nombre considérable de maîtres non titulaires, de professeurs insuffisamment qualifiés, absence de formation permanente, etc.) et l'indisponibilité du système éducatif aux nécessités locales : la formation aux activités rentables est prise en charge par le secteur privé (dans l'hôtellerie, par exemple), les autres branches sont négligées. « Il y a là, a dit M. Henry, un véritable mépris des réalités ».

Les conclusions de l'étude de la FEN seront rassemblées dans un document que les dirigeants de la centrale ont l'intention de plaider devant MM. Jacques Chirac, René Haby et Olivier Guichard. La manière dont le ministre de l'éducation a étudié sur place la situation, du 1^{er} au 5 avril, a été qualifiée de « décevante » par les syndicalistes.

Le voyage de MM. Henry et Néouannic a été marqué par diverses difficultés avec l'administration : les préfectures ont, pour la plupart, supprimé les entrevues qu'ils avaient accordées aux deux responsables, les vice-recteurs étaient absents des départements pendant la durée de la visite, et des interdictions de se rendre dans les établissements scolaires ont été notifiées. Surtout, un incident s'est produit à Cayenne, où un mot d'ordre de grève a été lancé, puis rapporté, le 30 avril, par des journalistes de FR 3, reprochant à la préfecture d'avoir interdit la diffusion d'une interview de M. Henry. — N.-J. B.

Le centre universitaire Antilles-Guyane : 880 000 francs de déficit

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — Une tournée « portes ouvertes » a eu lieu jeudi 13 mai au Centre universitaire Antilles-Guyane. Qualifiée de « journée d'apaisement » par le conseil d'administration du centre, cette manifestation visait à protester contre l'insuffisance des crédits de fonctionnement qui lui sont accordés ; insuffisance qui devrait entraîner, au terme du présent exercice, un déficit de l'ordre de 880 000 F.

Avec ses trois mille étudiants répartis sur les trois départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane — et qui font de lui le premier centre universitaire de France au niveau local — le C.U.A.G. souffre en effet d'une cruelle absence de postes budgétaires : pour assurer certains cours, il doit faire appel à des professeurs « miséreux », venus d'autres universités. Ce qui, par les frais de voyage et de séjour notamment, « gonfle » la rubrique dépenses de son budget.

Cette journée « portes ouvertes » a aussi été l'occasion d'assister, pour la première fois, en Guadeloupe, à un mouvement de protestation contre la réforme du deuxième cycle, qui selon les étudiants, « aboutit, par la professionnalisation des études et de

l'université, à amplifier le courant migratoire de la jeunesse antillaise vers la France, aucune industrie n'existant sur place ».

La journée d'action C.G.T.-C.F.D.T. en Guadeloupe

La Journée nationale interprofessionnelle d'action décidée par la C.G.T. et la C.F.D.T., le 13 mai, n'a été suivie, en Guadeloupe, que par les agents de l'E.D.F. Elle s'est traduite par des coupures prolongées dans la distribution de courant. Toutefois, cette manifestation nationale se superposait à une grande manifestation des revendications de son personnel d'outre-mer : le maintien du complément familial, de la prime de transport, et les congés en méditerranée. Les cinq ans (comme c'est le cas pour les fonctionnaires), mais on ne pouvait encore savoir, vendredi 14, en fin de journée si ces décisions suffiraient à mettre fin au mouvement de protestation des employés guadeloupéens.

M. MARTRAY PROPOSE QUE LA FRANCE ÉTABLISSE LA ZONE DES 200 MILLES DANS LES DOM-TOM

M. Joseph Martray, membre du Conseil économique et social, qui a participé, dans le cadre de la délégation française, à la quatrième session de la Conférence des Nations unies sur le droit de la mer, propose que la France établisse la zone des 200 milles dans ses départements et territoires d'outre-mer. A New-York, au cours des travaux de la conférence, un consensus s'est dégagé pour que soit homologuée à 12 milles la limite des mers territoriales, qui constituent un véritable prolongement du territoire national et dans lesquelles le pays exerce sa souveraineté. A cette première bande s'ajouterait, jusqu'à la limite des 200 milles, une seconde zone dans laquelle les pouvoirs de l'Etat côtier seraient strictement économiques.

M. Martray estime : « La Conférence sur le droit de la mer n'est pas près de se terminer. D'autres sessions auront sans doute lieu de cet été, mais rien n'assure que l'on pourra parvenir à une convention finale. Devant ce risque d'échec, et si rien n'est signé en 1977, le fait va précéder le droit. A mon avis, la France devrait, avant le 2 août, date de la prochaine session à New-York, annoncer sa volonté de créer la zone des 200 milles dans l'ensemble des départements et territoires d'outre-mer. La coopération internationale, que cette zone soit accessible, au moins dans les DOM, à nos partenaires de la Communauté économique européenne ».

Pour justifier sa suggestion, M. Martray rappelle que, avant même l'ouverture de la conférence, l'Algérie, le Sénégal et le Mexique ont pris unilatéralement de telles décisions. D'autre part, les Etats-Unis ont déjà annoncé que, au 1^{er} janvier 1977, ils adopteront les 200 milles.

Territoire français des Afars et des Issas

M. ALI AREF ACCUSE LA FRANCE DE NE PAS « FAIRE RÉGNER L'ORDRE » A DJIBOUTI

M. Ali Aref Bourhan, président du conseil du gouvernement du territoire français des Afars et des Issas, a été reçu dans l'après-midi du vendredi 14 mai à l'Elysée par le président Giscard d'Estaing, en présence de M. Stirling, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, et de M. Jean François-Poncet, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

M. Aref s'est refusé à toute déclaration à sa sortie de l'Elysée mais il avait, peu auparavant, lors d'une conférence de presse, accusé la communauté internationale de ne pas faire régner l'ordre public alors que la situation est « très inquiétante ».

« Le communiqué du 30 décembre 1975 — ouvrant le processus de l'accession à l'indépendance du territoire — n'est pas appliqué, a-t-il ajouté. Il prévoyait que l'ordre français régnerait jusqu'à bout et il ne régit pas actuellement ».

Edité par le S.A.R.L. Le Monde. Gérance : Jacques Favrot, directeur de la publication. Jacques Savignat.

Imprimé par le S.A.R.L. Le Monde. Paris-12.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 2627.

POLITIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. d'Ornano : « La profession horlogère n'est pas une profession malade »

Au cours de la séance consacrée, vendredi 14 mai, aux questions orales sans débat, l'Assemblée nationale a évoqué les sujets suivants :

● L'INDUSTRIE HORLOGÈRE

M. D'ORNANO, ministre de l'Industrie et de la Recherche, indique à M. Baillet (P.C., Paris) que la profession horlogère « n'est pas une profession malade » : avec dix-sept mille personnes et plus d'un milliard et demi de francs de chiffre d'affaires, elle occupe au cinquième rang dans le monde, et sa capacité concurrentielle est satisfaisante. « Le ministre reconnaît toutefois qu'il existe des entreprises qui connaissent des difficultés et qu'il convient de préparer l'avenir et de se tenir prêt à l'introduction de technologies nouvelles. Et il ajoute : « Le gouvernement se préoccupe de sauvegarder l'emploi et l'activité industrielle. Il l'a fait dans le passé, il le fera dans l'avenir. Mais qui n'a pas prétendu bénéficier d'avantages économiques. Les efforts publics seront équitablement répartis. » En ce qui concerne l'avenir, précise-t-il, « la pénétration des montres électroniques à quartz présente un danger mais n'a pas encore eu de conséquences sensibles pour les entreprises françaises : ce type de montres a représenté, en 1975, moins de 10 % du marché français ».

Après avoir rappelé qu'un plan de l'horlogerie électronique est en cours d'exécution (« une dizaine de millions de francs ont déjà été engagés »), il conclut : « Par-delà les soutiens apportés par les pouvoirs publics, l'avenir de cette profession est entre les mains des industriels eux-mêmes ».

Pour M. BAILLET, la politique menée dans ce secteur industriel, comme dans tous les autres, « tend à favoriser les concentrations au profit des sociétés multinationales ».

● LE RETABLISSEMENT D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF A METZ

M. TAITTINGER, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, justifie la décision du gouvernement de main-

tenir le département de la Moselle dans le ressort du tribunal administratif de Strasbourg. Quant à créer à Metz un tribunal administratif, M. KEDINGIER (U.D.R., Moselle) un tribunal administratif dont le ressort serait limité au département de la Moselle, cela ne lui paraît pas envisageable. Reconnaissant toutefois que le tribunal administratif de Strasbourg s'est trouvé « engorgé », il rappelle les mesures gouvernementales destinées à accélérer le jugement des affaires portées devant cette juridiction, « afin de répondre aux vœux des justiciables d'avoir une justice prompte et rapide ».

« Dès lors que le tribunal administratif de Strasbourg ne peut suffire à traiter toutes les affaires qui lui sont soumises, demande M. Kedingier, n'est-il pas aussi facile de créer un tribunal à Metz que d'accroître les effectifs de celui de Strasbourg ? »

● LES VEUVES CIVILES

En réponse à une question de M. HANER (R.L., Rhône), M. STOLÉRU, secrétaire d'Etat au travail, réaffirme la volonté du gouvernement d'assurer aux veuves une protection sociale qui leur est due et rappelle les deux principes qui ont guidé son action au cours des dernières années : aider les veuves à retrouver un emploi ; améliorer la couverture sociale dont elles bénéficient. Il rappelle également que le gouvernement propose au Parlement au cours de cette session un projet de loi grâce auquel les veuves mères de famille pourront bénéficier, sous condition de ressources, d'une allocation de 100 000 F par an, en tout état de cause, perçue par une mère d'un enfant d'être assurée d'un revenu mensuel de 1 200 francs.

● LA DECISION D'UNE SOCIÉTÉ DE SECOURS MINIERE

M. CHAMBRON (U.D.R., Pas-de-Calais) note que les mineurs retraités de Vitry-en-Artois, qui bénéficient jusqu'ici du libre choix de leur médecin et de leur pharmacien, devront désormais recourir à un médecin unique et à des pharmaciens mutualistes.

M. Stoléru lui indique que le gouvernement, conscient des difficultés rencontrées par les intéressés, prescrit une enquête approfondie et prendra ensuite les mesures appropriées.

● LE TRAVAIL TEMPORAIRE

S'adressant à M. CARPENTIER (P.S., Loire-Atlantique), M. Stoléru estime que le travail temporaire répond à des besoins économiques et sociaux. Il rappelle les mesures prises afin de protéger ces travailleurs et reconnaît que l'ensemble du dispositif est « perfectible », notamment en matière de contrôle. Il invite les parlementaires sociaux à négocier une convention collective et incite les entreprises à recourir à l'Agence nationale pour l'emploi plutôt que de faire appel systématiquement aux entreprises de travail temporaire.

Pour M. CARPENTIER, « le travail temporaire est une forme moderne de l'exploitation de l'homme par l'homme ». « Il faut y mettre un terme », conclut-il. « Pour moi, ajoute M. Stoléru, le travail temporaire n'est pas un mal nécessaire, mais un bien potentiel ».

● LE REMPLACEMENT DES INSTITUTEURS EN SAVOIE

Répondant à une question de M. MAURICE BLANC (P.S., Savoie), M. HABY, ministre de l'Éducation, reconnaît que dans ce département l'administration a rencontré cette année des difficultés pour assurer en totalité les remplacements des instituteurs absents pour raison de santé. « Il serait bon de ne pas exagérer les faits », estime-t-il, avant d'indiquer qu'une circulaire est à l'étude pour que les remplacements soient assurés plus facilement dès la prochaine rentrée.

● LA CONSTRUCTION D'UN BARRAGE SUR LE LOT

M. GALLEY, ministre de l'équipement, confirme à M. BRIANE (réf., Aveyron) que des études préliminaires ont été engagées pour la construction à Saint-Geniez-d'Olt, dans la vallée du Lot, d'une retenue d'eau. « Il

s'agit, précise-t-il, d'un ouvrage de régulation du débit du Lot et cela ne va pas contre l'objectif « Lot rivière propre ». La construction d'un barrage hydro-électrique n'est pas envisagée dans un proche avenir. » M. Briane estime que le délaçage envisagé « fera fuir les touristes ».

● SUPPRESSION DE LA FRANCHISE POSTALE POUR LES CENTRES DÉPARTEMENTAUX DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE

M. GALLEY, suppléant de M. Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., indique à M. PIGNON (P.S., Pas-de-Calais) que le secrétaire d'Etat est prêt à ouvrir de nouvelles discussions et suggère que le centre départemental du Pas-de-Calais saisisse ses propres services centraux.

● LE STATUT DE L'AÉROPORT DE GENEVE-CONTRIN

M. GALLEY indique à M. COUSTE (app. U.D.R., Rhône) que le gouvernement n'envisage pas de rapprocher le statut de cet aéroport de celui de Bâle-Mulhouse qui est doté de la double nationalité. Il lui précise également que l'ouverture de l'aéroport de Lyon-Satolas rend sans objet l'ouverture d'une ligne Lyon-Genève. « Satolas doit être protégé dans toute la mesure du possible et la fonction internationale de Lyon renforcée. Les compagnies internationales françaises ont été incitées à développer les lignes long-courrier au départ de Lyon qui est désormais relié directement à vingt-six villes étrangères ».

● LE PERSONNEL HOSPITALIER ORIGINAIRE DES D.O.M.

M. STIRN, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, rappelle à M. IBEN (app. P.C., Guadeloupe) que les agents originaires des DOM employés par une collectivité locale métropolitaine peuvent bénéficier, en matière de congés, des mêmes avantages que ceux qui sont accordés aux fonctionnaires de l'Etat. « Mais, précise-t-il, le bénéfice des voyages gratuits ne saurait être accordé qu'aux agents titulaires ».

APRÈS UNE LONGUE DISCUSSION JURIDIQUE

Les députés décident de préciser les conditions d'exploitation des voitures de petite remise

Vendredi 14 mai, l'Assemblée nationale a entrepris la discussion des conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi de M. NEUWIRTH (U.D.R.), relative à l'exploitation des voitures dites de « petite remise ».

M. Charles BIGNON (U.D.R.), rapporteur déclare que, à son avis, l'essor des voitures de « petite remise » (V.P.R.) s'explique, d'une part, par les pratiques parfois malhonnêtes des professionnels du taxi, d'autre part, par l'introduction de la technique radiotéléphone.

Le rapporteur constate ensuite que les deux professions coexistent parfois relativement bien, des incidents surviennent surtout lorsqu'il s'agit de la V.P.R. qui exerce surtout dans les communes rurales, soit venant livrer, dans les villes, des marchandises, soit venant faire concurrence aux taxis.

C'est pour mettre un terme à ces conflits que M. Neuwirth a déposé sa proposition qui réglemente l'exploitation des V.P.R. Estimant toutefois inefficaces les solutions proposées par ce dernier (licence d'exploitation, contingentement des V.P.R.), M. Bignon a soumis un nouveau projet de loi, prévoyant un contingentement des V.P.R. à la commission. Celle-ci a cependant conclu au rejet de la proposition en adoptant une

question préalable de M. CLAUDIUS-PETIT (réf.) dont l'objet était de faire déclarer qu'il n'y avait pas lieu à débiter.

Dans la discussion générale, M. Neuwirth (U.D.R., Loire) affirme que l'intervention du législateur est, en la matière, « tout à fait justifiée ». Reconnaissant que les taxis remplissent une mission de service public, dans des conditions parfois dangereuses, et notant qu'ils sont soumis à ce titre à des obligations imposées dans l'intérêt des usagers, il estime que les pouvoirs publics se doivent, en contrepartie, de leur réserver une forme de concurrence déloyale.

Pour M. JANS (P.C., Haute-de-Seine), « les V.P.R. ne sont rien d'autre que des taxis parallèles » ; il importe donc de mettre fin à cette ambiguïté en trouvant une solution qui préserve les intérêts du public. La seule solution à ce problème est, à son avis, l'abrogation du décret de mars 1973 qui régit les V.P.R. Le député estime que la proposition de loi de M. Neuwirth ne fait que « réglementer l'erreur » et qu'elle « maintient les solutions avancées par M. Bignon ».

« Les chauffeurs de taxi sont « symboles », déclare M. CLAUDIUS-PETIT (réf., Paris), et il leur faut une solution qui préserve un certain intérêt ». M. Jans, ajoute-t-il, ne s'occupe pas la France rurale et ne désire pas

lui étendre certains carcans qui sont sans doute indispensables dans les zones urbaines. »

M. FREDERIC-DUPONT (R.I., Paris) déclare : « Les taxis jouent un rôle considérable. Cette profession difficile est soumise à une concurrence anormale. » Il regrette que l'initiative de M. Claudius-Petit « ait fait dévier la discussion ».

M. FOYER (U.D.R.), président de la commission des lois, estime le moment venu de mettre un terme à une discussion « oiseuse ». « La loi législative, estime-t-il, est la voie la plus rapide pour régler un problème urgent : il convient donc de l'imprimer et

de repousser la question préalable ».

Pour M. TAITTINGER, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, il s'agit d'une question législative, il s'agit d'une loi qui doit être repoussée à la question préalable, la commission se réunira à nouveau la semaine prochaine. M. Claudius-Petit précise qu'il n'a nullement l'intention de « faire de l'obstruction » au groupe des réformateurs, regrette que le débat n'aille pas à son terme, et craint qu'en bousculant sans cesse l'ordre du jour, « on ne donne au travail parlementaire une allure désordonnée des plus critiquables ».

Indivision : exclusion des sociétés

L'Assemblée repousse finalement les conclusions de rejet présentées par la commission, et décide de renvoyer à mardi prochain la suite de la discussion.

M. FOYER (U.D.R.), rapporteur, indique que le Sénat n'a point remis en question la distinction fondamentale entre un régime primaire applicable en l'absence de convention conclue entre les indivisaires, et l'indivision d'indivisaires.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée supprime notamment la faculté ouverte à l'un ou plusieurs indivisaires d'assigner au tribunal d'attribuer sa part au demandeur en partage, soit en nature, ou, à défaut, en argent. Elle rétablit l'obligation faite à l'indivisaire d'indiquer les nom, domicile et profession de l'acquéreur éventuel. Elle supprime la disposition accordant au préempteur la faculté de demander en justice la révision du prix et des conditions de la cession s'il estime que ceux-ci sont exagérés. Après une longue discussion

elle décide, comme le Sénat, de réserver les conventions relatives aux droits indivis aux seules personnes physiques et d'en exclure, à peine de nullité, les personnes morales. Cette exclusion, défendue par M. Lecauffet et par l'opposition, avait été vivement mais vainement combattue par M. Foyer.

L'Assemblée décide ensuite, comme en première lecture, que les indivisaires peuvent convenir d'autres parts pour l'un d'eux les parts pour l'autre, ou encore que le conjoint ou un héritier désigné pourra se la faire attribuer.

Au cours de cette séance, l'Assemblée a également adopté un projet de loi, voté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code des tribunaux administratifs et donnant force de loi à la partie législative de ce code : ainsi qu'un projet de loi (en première lecture) permettant aux citoyens andorranais d'accéder au corps de personnels non enseignants relevant du ministère de l'éducation, et de servir sur le territoire français. — P. Fr.

A l'occasion du 3^e Anniversaire du déclenchement de la lutte armée au Sahara Occidental

MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI

LUNDI 17 MAI 1976 à 20 HEURES A LA MUTUALITÉ

avec la participation de représentants du

FRONT POLISARIO

et de l'Union des femmes sahraouies

Présentation de films et avec le concours de Catherine RIBEIRO, GWENDAL, IMANOL et MARA

ASSOCIATION DES AMIS DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUI DÉMOCRATIQUE

S.P. 234, 75244 Paris Cedex 04

SONIA RYKIEL

HOMMES

vestes - pull-over - tee shirts

4 rue de Lamotte Paris 6. tel. 548.58.59.

سكراوات الصحراوية

DÉFENSE

L'École supérieure de guerre célèbre le centenaire de sa création

Des cérémonies, sous la présidence du premier ministre et du ministre de la défense, marqueront ce samedi 15 mai, le centenaire de l'installation dans les locaux des Invalides, à Paris, de ce qui devait devenir l'École supérieure de guerre. C'est, en fait, le 26 janvier 1876 que le général de Clusey, alors ministre de la guerre, décide de créer un cours supérieur, d'une durée de deux ans, destiné à préparer des officiers aux fonctions d'état-major et à l'exercice du commandement. Le 15 mai 1976, les soixante-deux stagiaires — sur deux cent quatre-vingt-cinq candidats sélectionnés par concours — prennent possession des locaux des Invalides, et le 20 mars 1880, une loi transforme ces cours militaires en École supérieure de guerre. Au mois de juillet de la même année, l'École supérieure de guerre s'installe à l'École militaire, où elle est située à ce jour.

En cent ans, l'École supérieure de guerre a formé près de huit mille stagiaires. Parmi eux, près de onze cents officiers étrangers, issus de soixante et onze pays, se sont succédés depuis novembre 1884, date à laquelle est inscrite le premier stagiaire étranger, un jeune lieutenant de l'infanterie japonaise.

Aujourd'hui, l'officier général qui commande l'École de guerre, en réalité, sous son autorité,

l'ensemble de l'enseignement militaire supérieur, non technique, de l'armée de terre, c'est-à-dire également l'École d'état-major et l'École supérieure des officiers de réserve du service d'état-major. L'École supérieure de guerre a toujours pour mission de former des officiers qui devront ensuite exercer des commandements importants d'état-major ou des fonctions de direction au sein de l'armée de terre. La promotion actuelle, recrutée par concours, comprend des officiers qui sont à 85 %, d'anciens Saint-Cyriens et appartiennent, pour la plupart, aux armes dites de métier (infanterie et blindés). En moyenne, ces officiers ont trente-cinq ans et ils sont capitaines ou commandants.

Sur le rôle de l'École à l'heure actuelle, M. Bourges a déclaré : « Les menaces sont très diverses, mais la dissuasion nucléaire interdit, nous l'espérons, les conflits majeurs. Des actions locales ou indirectes peuvent cependant mettre en danger notre sécurité. On ne saurait donc méconnaître les engagements de la France à l'égard de nombreux pays, et spécialement en Afrique, dans l'appréhension des missions de nos armées. De multiples hypothèses doivent donc être envisagées. C'est une des missions essentielles de l'École », a conclu le ministre de la défense.

La France a reçu en 1975 pour 20 milliards de francs de commandes étrangères d'armements

Pour la deuxième année consécutive, la France a enregistré un fort montant de commandes d'armements de sa clientèle étrangère. Selon M. Michel d'Allières, député républicain indépendant de la Sarthe et rapporteur de la commission, de la défense à l'Assemblée nationale, la France a enregistré, en effet, en 1975, pour environ 20 milliards de francs de commandes d'armes à l'exportation.

En 1974, les commandes avaient été évaluées à 19 743 millions de francs, soit un peu moins du double des commandes prises en 1973, et l'on opère une correction pour tenir compte de l'évolution des prix.

On ne dispose pas, à l'heure actuelle, de la répartition par types d'armements commandés pour l'ensemble de l'année 1975. Les seules statistiques connues à ce jour se rapportent aux commandes enregistrées durant le premier semestre de l'année dernière : 9 500 millions de francs pour les matériels aériens, 2 145 millions de francs pour les matériels terrestres, 351 millions de francs pour l'armement naval et 1 975 millions de francs pour l'électronique. Soit un total de 10 375 millions de francs pour les six premiers mois de l'an dernier.

Saturation et concurrence

Les différents rapporteurs de l'Assemblée nationale insistent, toutefois, sur le caractère incertain de ces exportations, du fait, souligne notamment M. d'Allières, des risques de saturation des marchés au Proche-Orient et de la concurrence étrangère, qui est de plus en plus forte. Les usines d'armements, en France, tant nationales que privées, occupent directement deux cent soixante-dix mille personnes, dont environ soixante-quinze mille à l'exportation.

De son côté, M. José Le Theule, ancien ministre, député U.D.R. de la Sarthe et rapporteur de la commission des finances, indique, dans son analyse de la programmation militaire pour 1977-1982, que l'industrie d'armements connaît une chute ou, au mieux, une stagnation des commandes de l'armée française. Il constate, dans ce cas, que, pour les trois prochaines années du moins, le plan de charge de l'industrie d'armements, en France, restera largement tributaire de l'exportation. M. Le Theule observe, même, que, s'agissant des matériels

terrestres, seule l'exportation paraît en mesure de maintenir l'emploi à son niveau actuel.

M. d'Allières ajoute, pour sa part, que la part des commandes de l'État à la division « hélicoptères » de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) et aux arsenaux de constructions navales ira en diminuant, laissant à ces deux secteurs le choix entre une baisse importante de leurs activités — et donc de l'emploi — ou une plus grande dépendance encore à l'égard des marchés extérieurs à l'exportation.

SCIENCES

Des astronautes européens pourraient être recrutés dès la fin de cette année

Du 12 au 14 mai, sous l'égide de l'Agence spatiale européenne (ESA), la NASA a présenté à Paris le futur système de transport spatial dont les éléments principaux seront la navette spatiale américaine et le laboratoire habitable Spacelab que l'ESA fait actuellement construire. Contrairement aux Skylab américains et aux Salout soviétiques, Spacelab sera réutilisable. Placé sur orbite par la navette spatiale, il sera ensuite ramené sur terre par cette navette. La présentation a pour objet de faire connaître à quelques deux cent cinquante ressortissants des États membres de l'ESA (1), qui sont à des titres divers intéressés par le système de transport spatial, l'état actuel du projet et ce qu'on connaît de ses conditions d'utilisation. En particulier les aspects financiers : la NASA estime que chaque lancement de navette coûtera de 18 à 21 millions de dollars.

Une mission américano-européenne

Le premier lancement d'un Spacelab aura lieu au premier semestre de 1980, et un second est prévu pour la fin de cette même année. La première mission sera une mission conjointe américano-européenne, et les 4 tonnes de matériel expérimental que peut contenir Spacelab seront réparties par moitié entre les deux parties. Pour l'Europe, cela représente environ trois ou quatre grosses expériences plus une vingtaine de petites. La sélection de ces expériences n'est pas encore faite. De même n'est pas encore choisi

(1) L'ESA comprend actuellement onze membres, la République d'Irlande ayant rejoint au début de cette année les dix membres primitifs, qui sont la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

ÉDUCATION

LES DATES DES VACANCES SCOLAIRES POUR L'ANNÉE 1976-1977

Un arrêté publié au « Journal officiel » du 15 mai fixe les dates définitives des vacances scolaires pour l'année 1976-1977. Ce calendrier présente deux innovations. D'une part les vacances de Toussaint commencent un mercredi, afin que les départs et les retours ne coïncident pas avec une fête de semaine. D'autre part les vacances de printemps seront organisées pour la première fois selon un système de zones, à l'exemple de ce qui existait déjà pour les vacances de Noël.

RENTREES DE SEPTEMBRE 1976 :

— Présentielle : lundi 13 septembre au matin pour les enseignants des écoles primaires et élémentaires et des établissements d'enseignement secondaire.

— Rentrée des élèves : mardi 14 septembre au matin.

TOUSSAINT :

Du lundi 28 octobre inclus au jeudi 4 novembre au matin.

NOËL : Du lundi 28 décembre inclus au lundi 3 janvier au matin.

FEVRIER :

— Zone A (académies de Besançon, Dijon, Grenoble, Limoges, Montpellier, Nantes, Poitiers, Reims et Strasbourg) : du lundi 7 février inclus au lundi 14 février au matin.

— Zone B (Als-Moselle, Amiens, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Corse, Lille, Lyon, Nancy-Metz, Nice, Orléans-Tours, Rennes, Rouen et Toulouse) : du lundi 14 février inclus au lundi 21 février au matin.

— Zone C (Antilles-Guyane, Créteil, Paris et Versailles) : du lundi 21 février inclus au lundi 28 février au matin.

PRINTEMPS :

— Zone A et B : du lundi 28 mars inclus au mardi 12 avril au matin.

— Zone C : du samedi 2 avril inclus au lundi 18 avril au matin.

GRANDES VACANCES :

Du vendredi 1^{er} juillet inclus au samedi 13 septembre au matin pour tous les élèves.

Baccalauréat 1976

PLUS DE CANDIDATS EN D QU'EN A

Les épreuves écrites du baccalauréat auront lieu les 9, 10 et 11 juin pour les candidats au baccalauréat de techniciens, et les 17 et 18 juin pour les autres candidats. Il y a cette année 325 345 inscrits contre 324 170 en 1975, soit une progression de 0,38 %. Le nombre de candidats au baccalauréat général est inférieur de 2 % à celui de l'an dernier (234 587 contre 239 470). Mais celui des candidats au baccalauréat de techniciens progresse de 7,07 % (30 888 contre 28 700).

Pour la première fois les candidats de la série D (mathématiques et sciences de la nature) devançant ceux de la série A (philosophie-lettres) : 32,19 % des inscrits avaient choisi cette série en 1975, ils sont aujourd'hui 35,51 % ; 31,13 % avaient choisi la série D, ils sont 32,73 % en 1976. Le nombre des candidats de la série C (mathématiques et sciences physiques) progresse lui aussi : 18,41 % contre 18,3 % en 1975. C'est le cas également des inscrits en B (sciences économiques et sociales) : 13,90 % contre 13,11 %.

Les pourcentages les plus bas sont ceux de D' (sciences agronomiques) : 1 % contre 1,08 %, et de E (mathématiques et techniques) : 3,55 % contre 3,62 %.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

« Les violences ne sont pas le fait de vrais étudiants » déclare Mme Saunier-Seïté

Répondant vendredi 14 mai, à l'Assemblée nationale, à une question de M. Meslin, député réformateur de Paris, sur « la vague de violence qui menace gravement certaines universités françaises », Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'État aux universités, a répondu :

« L'exactitude des graves incidents rapportés par le député et qui se sont produits à Dauphine, à Nanterre et à La Salette, puis elle a rappelé la tradition de l'Université qui conduit les membres de cette institution, enseignants et étudiants, à réagir contre les interventions de la force publique, même lorsqu'elles sont justifiées. Ces derniers sont donc exceptionnelles, a ajouté la secrétaire d'État, avant de préciser : « La violence n'est pas secrète par l'université, n'est pas le fait des professeurs ni des étudiants véritables. Mais, en raison d'une tradition séculaire et d'une politisation intolérante, les universitaires hésitent à prendre leurs responsabilités à l'égard des casseurs, qui se réfugient dans les universités, empêchant le service public et sèment le désarroi dans la jeunesse. »

Quant à l'organisation par l'administration de scrutins secrets ou non, elle lui semble « inopportune, car elle consisterait à s'enfermer dans le néo-conformisme de la grève d'étudiants, encouragé par l'agressivité des uns et par la passivité ou la peur des autres. Que ce soit une majorité ou une minorité d'étudiants qui veulent faire la grève, la liberté de l'Université et la continuité du service public doivent permettre aux non-grévistes, quel que soit leur nombre, de continuer à travailler. »

Puis Mme Saunier-Seïté a indiqué : « Seuls subsistent aujourd'hui quelques repaires intolérables où des groupuscules minoritaires insistent par la violence la reprise des enseignements. Le jeudi, a-t-elle affirmé, nous ferons jouer l'article 18 de la loi d'orientation, article qui favorise, en cas de difficultés graves, l'intervention du secrétaire d'État, soit du

GRÈVE DES CONSEILLERS D'ÉDUCATION DES LYCÉES ET COLLÈGES

Les conseillers d'éducation des lycées (d'enseignement technique essentiellement) et conseillers principaux d'éducation des lycées (ex-surveillants généraux) ont fait grève jeudi 13 et vendredi 14 mai à l'appel du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), des syndicats nationaux des enseignants techniques et professionnels (SNETP-C.G.T.) et des enseignants de second degré (SNES-Fédération de l'éducation nationale). Ces personnels — qui sont près de cinq mille, dont mille huit cents non-titulaires — demandent notamment la réorganisation rapide et complète de l'auxiliaire « par la mise en œuvre d'un plan de titularisation des « faibles-fonctions », le reclassement indiciaire des conseillers d'éducation afin de respecter la « parité entre les fonctions d'enseignement et d'éducation », l'amélioration des conditions de travail et de la formation. La grève a été suivie à 60 % selon le SGEN, à 70 % selon les autres syndicats et à 19 % selon le ministère de l'éducation.

INCIDENTS A LA SORBONNE ET A NANTERRE

Des incidents se sont produits vendredi 14 mai, en fin de matinée, à la Sorbonne, où des étudiants du comité de grève avaient appelé à une « journée portes ouvertes » pendant laquelle divers thèmes sociaux et politiques devaient être développés, parfois fort violemment par des travailleurs. Peu après le début, dans le hall des amphithéâtres de la Sorbonne, cette manifestation qui n'avait été autorisée par aucune des administrations de tutelle (Paris-1, Paris-IV, rectorat de Paris), des vigiles — trente à quarante selon les témoins — sont intervenus pour expulser les participants. Il en a coûté de ces charges, brisé du matériel de sonorisation et blessé deux étudiants. Un de ceux-ci a été admis au service d'ophtalmologie de l'Hôtel-Dieu, où sont état état déclaré « satisfaisant » vendredi en fin d'après-midi. Peu après l'évacuation, des forces de police prirent position autour de la Sorbonne.

Des incidents ont également eu lieu vendredi 14 mai à l'université de Paris-Nanterre (Paris-XI). Une cinquantaine de jeunes gens ont perturbé des examens de latin, d'histoire et d'anglais auxquels participaient des étudiants salariés, inscrits pour la plupart au Centre national de télé-enseignement (C.N.T.E.) et venus de toute la France. Ils se sont emparés des copies et les ont déchirées. Le secrétaire d'État aux universités a indiqué que les épreuves ont été annulées et qu'elles seront recommencées.

CORRESPONDANCE

Les violences de l'extrême droite à Assas et au lycée Montaigne

A la suite de l'article *Journalisme* contre nunchaku au centre universitaire Assas, (Le Monde du 13 mai), nous avons reçu la lettre suivante de l'association des parents d'élèves de l'enseignement public (P.E.E.P.), présidée par M. Antoine Lagarde, du lycée Montaigne à Paris (6^e) :

L'association des parents d'élèves du lycée Montaigne (P.E.E.P. Lagarde), précise que deux cent cinquante parents qui se sont réunis lundi 10 mai ont décidé d'obtenir la mise hors d'état de nuire de groupes armés basés à Assas dont les agressions atteignent, entre autres, des lycéens non engagés. Leur violence et leur agressement qui sévissent dans tout le quartier sont intolérables, quels que soient les prétextes politiques dont ils les couvrent.

Toute l'année "AU BON MARCHÉ" LES ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

Parking Bouclicaut - Métro Sèvres-Babylone - ÉTAGE DU MAGASIN 2 - ORGANISATION SOMECT

سكنى الناحية

par PHILIPPE BOUCHER

L'idée préconçue

Sans que rien vienne entretenir un lien aussi rare et ténu, ce lien ne s'est pas affaibli d'un procès à l'autre, distants pourtant de plus de seize mois. La conviction née entre le 9 et le 14 décembre 1974, que la condamnation perpétuelle n'entama ni ne renforça, s'était retrouvée.

Le 28 avril 1976 fut le premier jour du deuxième procès. C'était

16, rue de Serres - 548-20-21

LES INCERTITUDES DE L'IDENTIFICATION

Il y a tellement plus grave, aussi bénéfiques qu'ils puissent parfois se montrer, que les scrupules frileux et pudiques de l'institution judiciaire. C'est ce qui est l'origine de tout : ces quarante-huit heures dites, d'un mot évident et obscur à la fois, la garde à vue.

L'indicateur

Au moment où il est arrêté, Pierre Goldman n'est pas un non-policier. Il est un homme qui est comme il l'écrira plus tard par une définition dont les implications, toutes les implications, sont son domaine propre. « *un gangster qui a le goût de la police* », importe peu. La conviction de la police ne tient ni à son travail propre ni aux aveux de l'arresté, mais aux bavardages d'un homme sûr de lui, qui se sent le droit de l'homme de la police se retrouver. Il parle, indiqueur « occasionnel et spontané », selon l'expression d'un policier. Quelle fragilité n'est-ce pas dans ce langage ? L'indivisible, l'indivisible au bon-vouloir de l'institution ? Cela commencent dans les éclats de rire

C'est à pareille aune qu'il faut examiner l'affaire Goldman, pour se réjouir sans doute des résultats mais pour n'en tirer mille conséquence excessive quant à la qualité des institutions de justice et de police. La première reste au pénal soumise durablement à la seconde. La seconde recherche tous les moyens de découvrir le coupable, quel qu'il soit, qu'on attend d'elle. Ce n'est pas un médiocre enseignement.

(1) Au cours de l'émission « Vendredi », diffusée sur FR3 le 14 mai, à 20 h. 30, une ancienne jurée, interrogée, dit : « C'est terrible, au début du procès, le moment où, enchaîné, entre le COUPABLE. » Ce n'est même pas un lapsus, c'est l'expression d'une conviction.

(2) Il a notamment démontré que l'on pouvait, sur assises, faire cas de l'intelligence des jurés plutôt que miser sur la facilité d'émotion.

L'inséance d'origine criminelle qui entièrement détruit, dans la nuit du mercredi 12 au jeudi 13 mai, le Musée de la déportation au camp du Struthof, dans le département (le Monde du 15 mai), suscite en France une indignation. La plupart des associations d'anciens déportés ont vivement réagi contre une profanation qui, disent-elles, ne peut être que le résultat d'un acte de terrorisme et de la collaboration avec Hitler ». Mgr Arthur Eichelinger, d'après ces témoignages, de ces associations et des services auraliens, a écrit le 20 mai 1945, par le camp du Struthof, par les nouveaux internés d'au camp du Struthof. Le commandant du camp, un certain Sibille, avait ordonné d'être liés à la suite de ces graves incidents. On n'écarte donc pas, à Strasbourg l'hypothèse qu'une victime de la « Journée dramatique alsacienne » cherché à s'engager, tremble et au plus tard.

époque de Strasbourg, été rendu, vendredi 14 mai, au camp du Struthof pour servir de témoin à la mort du souvenir. Un acte de vengeance n'est pas une acte chrétien. De plus, un acte de vengeance contre les martyrs est une action qui révolte la conscience humaine. « De tels actes s'inscrivent dans le climat despotique actuel et nous montrent la gravité de la crise des esprits et des consciences. »

L'attention, on le sait, n'a pas été revendiquée, mais ses auteurs ont été punis. Le 27 mai 1945, le message : deux croix de Lorraine, dessinées sur un mirador et sur le mémorial, ainsi qu'une date — le 27 mai 1945 — tracée à la peinture jaune. Cette journée a rythmé ces derniers jours en Alsace quelques passions mal éteintes, et entraîné la réouverture de la prison de Metz.

Que s'était-il passé le 27 janvier 1945 ?

Les anciens résistants, cette date correspond à l'arrivée au camp, libéré et passé sous le contrôle des forces françaises de l'intérieur (F.F.I.), d'un millier de documents et témoignages dont un tout autre éclairage des événements.

Le juge, a. semble-t-il, estimé que la société fabriquant l'hexachlorophène n'avait pas suffisamment informé l'utilisateur industriel des dangers de ce produit. Au tribunal de Pontoise, on rappelle qu'un arrêt de la cour d'appel de Lyon, en date du 13 juillet 1975, a condamné, après l'incendie du « 5-7 » les fournisseurs de la matière plastique, car ils n'avaient pas suffisamment informé leur client du danger de leur produit très inflammable dans un lieu clos.

**M. FERNAND LEGROS
NE FAIT PAS L'OBJET
D'UNE DEMANDE
D'EXTRADITION**

trans de faux tableaux qu'il conteste, ne fait pas l'objet d'une demande d'extradition de la justice helvétique, contrairement à ce qui a été annoncé sur la foi de renseignements erronés (le Monde n° du 15 mai). M. Gaeger, juge d'instruction à Genève, a seulement fait saisir la justice française des poursuivies engagées par les services du parquet genevois contre M. Legros pour complicité d'abus de confiance et du mandat d'arrêt international qu'il a décerné lui-même contre le

Ces indications pourraient théoriquement susciter l'ouverture d'une information judiciaire, à Paris, contre l'intéressé pour ces faits commis en Suisse. Mais une telle procédure se heurterait à une sérieuse difficulté, puisque les autorités brésiliennes n'ont accepté, il y a plus de deux ans, d'extrader vers la France M. Logros, que pour les faits précis de faux invoqués par la justice française.

après la catastrophe de Vierzy

M. Lucien Carpentier, soixante et
neuf ans, ancien chef de la division
des ouvrages d'art à la S.N.C.F., a
été condamné à un an d'emprison-
nement avec sursis; M. Etienne
Lamborn, quarante-quatre ans, qui
avait succédé à ce dernier, a été
condamné à dix-huit mois avec
sursis, ainsi que M. Robert Geais,
cinquante-six ans, ancien chef du
service des voies et bâtiments de
la région Nord. M. Jean Paris, cin-
quante-six ans, chef d'arrondisse-
ment, a été condamné à treize mois
avec sursis, et M. Jacques Bour-
geois, cinquante-quatre ans, chef de
section, à six mois avec sursis.

ancien directeur de l'équipement, le conseil n'a pas suivi le réquisitoire, mais il s'y est conformé en ne condamnant pas M. Pierre Houllès, quarante-huit ans, contrôleur des ouvrages d'art, qui avait à plusieurs reprises établi des rapports sur le mauvais état du tunnel. D'autre part, le tribunal a relaxé le seul inculpé qui n'appartenait pas à la S.N.C.F., Alain Bonnelemme, employé de l'entreprise de travaux publics G. Friso, qui dirigeait un chantier d'entretien du tunnel au moment de la catastrophe, à l'endroit où la pile s'est effondrée. La S.N.C.F. a été déclarée civilement responsable pour les dommages causés.

M. François Pantaleoni a reconnu vendredi 14 mai, à Ajaccio, sa participation à l'un des plastifiages commis en Corse dans la nuit du 5 au 6 mai contre les bureaux de la direction départementale de l'équipement (« le Monde n° du 13 mai).

M. Pantaleoni a été inculpé de destruction d'édifices et de véhicules. Il a été transféré à Paris, où il sera présenté à la Cour de sûreté d'Etat.

A la veille de l'ouverture du procès de M. Edmond Simeoni, les comités de soutien de Paris et de la région parisienne pour la libération d'Edmond Simeoni et des patriotes corses emprisonnés organisent, le samedi 15 mai, à la Mutualité, à Paris, de 14 heures à 24 heures, une journée

Le programme de cette journée consistera en une communication, composée de 14 heures à 18 heures de débats et de conférences sur les principaux problèmes sociaux et économiques de la Corse ; de 8 heures à 20 heures, animation culturelle et artistique avec le groupe de chanteurs *Canta U Populu Corsu* et la troupe théâtrale de la Corse, qui jouera les meilleurs pièces de théâtre ; de 21 heures à 23 heures, exposés des responsables du comité parisien de soutien aux patriotes corses. Le lendemain, dimanche 6 mai, à 13 heures, aura lieu une messe à l'église Saint-Eustache de Paris et une grand-messe chantée en

LES PRIX
DE LA FONDATION ÉRASME
SONT ATTRIBUÉS
AU PROFESSEUR RENÉ DAVID
ET À AMNESTY INTERNATIONAL

La Haye (Reuter). — Les prix annuels de la Fondation Erasme ont été décernés à Amnesty International, l'organisation de défense des droits de l'homme, et à M. René David, Professeur de droit international à l'université d'Aix-en-Provence. M. David, qui est âgé de soixante-huit ans, a été distingué par la fondation néerlandaise pour son travail de pionnier dans la comparaison des systèmes juridiques européens et non euro-

Amnesty International, dont le président irlandais, M. Sean MacBride, a reçu, en 1974, le prix Nobel de la paix, est récompensée pour ses multiples initiatives et activités en faveur du renforcement de l'idée de l'inviolabilité des droits humains et leur défense partout où il leur est porté atteinte.

Les prix, de 100 000 florins (174 000 F) chacun, seront remis à Leyde, en septembre, par le prince Bernhard des Pays-Bas.

RADIO-TÉLÉVISION

Analyse d'une mutation

L'unification de l'audiovisuel commence en Auvergne

L'annonce par M. Jean-Charles Edeline, président de la Société française de productions audiovisuelles, qu'en Auvergne des salles de cinéma ont été reliées à un circuit de télédiffusion de programmes par câble, a pu apparaître comme le début d'une intégration de l'ensemble des moyens de production et des circuits de distribution de l'audiovisuel (cinéma, télévision, vidéo, etc.). Cinéma et télévision, Jean-Paul Cassagnac propose ici, dans un premier article, une analyse de cette mutation.

QUOI QU'EN disent et qu'en pensent certains (1), un secteur audiovisuel unique et unifié, associant activités et structures complémentaires de production et de diffusion a pris, d'ores et déjà, naissance en France. Telle est la leçon première du grand tournant — tournant irréversible — opéré ces derniers temps par le cinéma et la télévision. Certains de leurs avatars, d'ailleurs, avaient revêtu un tour singulièrement spectaculaire : bouleversement en profondeur de l'exploitation cinématographique, démantèlement de l'ex-O.R.T.F. ou bien encore déferlement de films porno — coup de fouet en retour de la modernisation et de la restructuration de l'appareil cinématographique. Cela appelle plus amples explications.

En tout premier lieu, il convient de s'interroger sur la portée et les conséquences de ces changements quant aux moyens d'expression ainsi affectés et remis en question. A ne prétendre envier le cinéma et la TV que sous l'angle de leur rentabilité, n'est-on pas tenté de minimiser grandement le coût humain et social de cet événement de l'audiovisuel ; et, plus encore, son coût esthétique ? Corporatisme divers, structures multinationales, contradictions internes et nostalgie des temps révolus (pour le cinéma), pesanteurs administratives et influences politiques (pour la télévision) longtemps empêchèrent l'une et l'autre de s'adapter ; de progresser, paralysant la nécessaire structuration de l'audiovisuel. Il ne faudrait pas qu'aujourd'hui ce dernier, encore tout balbutiant, ait à s'acquiescer, au prix fort, du tribut de l'indispensable mutation tant annoncée et trop longtemps différée.

L'heure des grands réseaux

Le fait majeur de la réforme du cinéma français a bien été la constitution de grands réseaux intégrés de la diffusion et de l'exploitation. Regroupant un tiers environ du parc, trois d'entre eux (celles par ordre décroissant du nombre de salles) : U.G.C., Pathé-Gaumont et Parafin, se sont assurés une position dominante et tiennent à l'heure actuelle le haut du marché. Investissements à long terme, opérations de rénovation des salles, gestion, services, programmation, tout est planifié, tout se décide et tout s'effectue en leur sein et par leurs soins. Et cette entrée en lice des grands réseaux n'est que l'une des conséquences logiques du renversement capital qui se produit, depuis une quinzaine d'années déjà, à l'intérieur du système de production et de diffusion du film, dans le monde capitaliste. Désormais, les conditions de diffusion de l'objet et de la marchandise-film déterminent et régulent étroitement le volume global et les flux de la production. La notion de marchandise-film atteint ainsi un très haut niveau d'abstraction : elle consiste moins dans la fabrication et la commercialisation d'un produit-film que dans le prix d'achat-vente d'une place. D'autre part, les distinctions artificielles et déadantes, legs d'une originelle rivalité de voisinage, qui séparèrent — et même opposèrent — cinéma et télévision s'estompent.

Les différences qui subsistent ne portent pas sur les couples professionnels institutionnels ou marchés/services publics. Elles ne concernent que des points relativement secondaires : conflits entre voisins germinaux d'une même catégorie socio-professionnelle, genres de spectacle offert et mode technique de la diffusion. Mécanisme de fonctionnement et modes de financement ont globalement essentiellement dérivés identiques (2).

En conséquence, le secteur audiovisuel est doté de six « couloirs » de programmation — pour reprendre une expression chère à Jean-Charles Edeline, — les uns étant associés d'un « débouché » dans les salles de cinéma, les autres chez soi. Ainsi, dans notre système d'économie mixte et caractéristique, trois canaux de diffusion audiovisuelle semi-privée et trois autres, parapubliques (les sociétés de programmes, édifiées sur les dépouilles de la défunte O.R.T.F.) se répartissent également et équitablement la clientèle potentielle. Et si, pour voir des films — et, pourquoi pas, des films intéressants, — on doit le plus souvent rester chez soi, devant son récepteur, cela n'a rien à voir avec une quelconque évolution interne des médias les uns par rapport aux autres. La raison en est l'émergence rapide, ces dernières années, d'un phénomène complexe, qu'il faut bien continuer d'appeler, sans de meilleurs termes, l'audiovisuel. A ses assistants nous lui-même, spectateurs un peu médusés, à la naissance et aux progrès de l'unification de l'audiovisuel.

Les grands réseaux intégrés signifient, pour l'industrie cinématographique et télévisuelle, l'adaptation à une conjoncture nouvelle. Et ce qui vient de se passer en France suit d'assez près ce qui s'était produit aux Etats-Unis et en Angleterre, voici une vingtaine d'années déjà. Les grands réseaux, à l'échelle

de l'Hexagone, occupent la même place et jouent à peu près le même rôle que les firmes multinationales de l'électronique : R.C.A., E.M.I.-Marconi, Philips et les chaînes transcontinentales de télévision C.B.S. Mais il semble que, en France, ils aient déjà mangé leur bête en herbe. Sans doute ont-ils, lors de leur rapide croissance, bénéficié d'un certain nombre de circonstances exceptionnellement favorables. Mais certains nuages s'annoncent à l'horizon.

Prédominance de la diffusion

La mise à jour du cinéma français a eu pour autre effet (imprévu mais non imprévisible) de dévaler nombre de défauts structurels. Dans l'immédiat : le coût excessif de l'opération dans son ensemble, l'augmentation du prix unitaire de la diffusion par film et, partant, l'érosion des marges bénéficiaires des réseaux intégrés. Ces brèches peuvent être comblées provisoirement (3). Tout cela cependant, dans un climat inflationniste et déprimé. De plus, la stabilisation relative de la fréquentation des spectateurs pourrait à nouveau devenir aléatoire, ayant pour effet, à moyen terme, une rigidité trop grande dans la gestion et la programmation, la préemption d'es salles comme lieux de spectacle, un moindre coût de la diffusion (stockage et messagerie), une rotation des copies et des investissements facilités grâce aux techniques télévisuelles classiques ou de pointe : câble ou vidéo-cassette. Tout cela aboutirait, à plus ou moins longue échéance, à une lourdeur définitive de la diffusion hertzienne, à l'apparition de conceptions nouvelles, à de nouvelles formules de spectacle et à des formes nouvelles (individualisées) d'exploitation.

La prédominance absolue de la diffusion a écarté, sur le plan financier et économique, la prépondérance des réseaux intégrés.

Ce sont les entreprises de la première époque de l'audiovisuel. Rien ne garantit que sous leur forme classique — forme cinématographique — elles soient les mieux adaptées et les plus durables. En France, les effets positifs de leur apparition et de leur action se sont déjà résorbés ou inversés. Opérée à chaud, une mutation aussi décisive et d'aussi grande envergure ne peut s'arrêter en chemin, la seule volonté de ceux qui prétendent la maîtriser. D'autant que les motivations douteuses (4) abondent : protectionnisme, obsession du gigantisme, illusions mégalomaniques. L'axe de facto S.F.P.-U.G.C. représente donc pour l'instant une force d'attraction irrésistible dans l'Hexagone et constitue l'essence et la colonne vertébrale de l'ensemble audiovisuel. Mais au cours des étapes suivantes aussi fragiles que ne peut l'être en chemin, la seule volonté de ceux qui prétendent la maîtriser. D'autant que les motivations douteuses (4) abondent : protectionnisme, obsession du gigantisme, illusions mégalomaniques. L'axe de facto S.F.P.-U.G.C. représente donc pour l'instant une force d'attraction irrésistible dans l'Hexagone et constitue l'essence et la colonne vertébrale de l'ensemble audiovisuel.

Evidemment, l'apparition des grands réseaux et l'entrée dans un univers audiovisuel homogène ne vont pas sans entraîner quelques modifications dans le statut ou la pratique du cinéma. Toute la fonction de production, au sens large, s'en trouve perturbée. Dans le processus de fabrication du film, le producteur légal, revêtu au rang de commanditaire par rapport au distributeur ou aux circuits de l'exploitation, n'est plus le producteur réel. Ceux-ci servent maintenant de banquier ou même de financier. Mais, par contre, les opérations de production et de programmation, complémentaires et liées dans leur ensemble, se trouvent dissociées par la présence et le poids considérable des intérêts des grands réseaux.

Dans le même temps, le rôle du cinéaste et de tous ceux qui travaillent au film, a changé du tout au tout. Mettant en jeu de plus en plus leurs droits, leurs salaires, leurs cachets — mais aussi leur matière grise, leur compétence et leur notoriété — les cinéastes, les comédiens, les techniciens eux-mêmes se trouvent impliqués et étroitement associés aux processus de production. Bien souvent, c'est le travail qui prend le relais des capitaux manquants ou défilants. Et c'est pourquoi, s'il occupe la position de producteur réel de son film, dans la plupart des cas, le cinéaste n'hésite pas à se faire le plus mauvais des part. Car le producteur légal, quelle que soit son appellation dans le cinéma ou la télévision, survit encore en tant que promoteur d'idées, ou de vague directeur artistique.

JEAN-PAUL CASSAGNAC.

(1) Par exemple, le Collectif des cinéastes communistes d'Orléans mettrait en avant, page 66-67, l'édition de la Nouvelle Critique.
(2) TFI et Antenne 2 ont acquis une mentalité commerciale. Le Monde des 14-15 mars, sur ce point précis, Catherine Grignon apporte des précisions très intéressantes.
(3) Notamment par le recours au réajustement du prix des films, comme celui que la S.F.P. a arraché aux pouvoirs publics, voir l'article de Jean-Charles Edeline, le film français, à l'échelle

Écouter, voir

● **SPECIAL BICENTENAIRE : SOIRÉE AMÉRICAINE.** — Dimanche 16 mai, TFI, de 17 heures à 1 h. 45.

Pour célébrer, à sa manière, c'est-à-dire télévisuellement, le bicentenaire des Etats-Unis, TFI a chargé Michel Anfray, un journaliste, et Roger-André Larrivé, responsable des achats de films, de réaliser une soirée de télévision à l'américaine. Au programme : des émissions pour les jeunes, deux séries, un téléfilm, deux films de cinéma, un show de variété.

Par accumulation, si on consulte la grille d'une chaîne de télévision américaine d'un « peu » ça, mais la programmation y est conçue différemment, en fonction de publics potentiels, d'horaires publicitaires et de la concurrence. La périodicité quotidienne des types d'émission est un phénomène essentiel, dont cette soirée ne rend pas

compte en particulier. Et si on veut la-bas choisir à l'avance les émissions qu'on regarde, il faut dénicher un véritable almanach. A signaler : une curiosité — la série *Burke & Wills*, dont les caractères principaux sont ceux d'un charmant film, de Peter Bogdanovich, interprété par Ryan O'Neal et sa fille, sous le même titre : les aventures d'un couple familial pratiquant de manière non ennuie un gangstérisme « rétro » à la *Bonnie and Clyde*.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau des ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans « le Monde de l'éducation » (n° 17 daté mai 1976), qui les publie régulièrement.

● **TÉLÉ-ROMAN : LE COUSIN PONS.** — Jeudi 20 mai, A 2, 20 h. 40.

Balzac, encore, sur le petit écran. Une habitude à reprendre, après les soirées consacrées, sur la même chaîne, aux *Illusions perdues* et à *Splendeurs et misères*. Adaptateur, naguère, de la *Cousine Bettie*, Jean-Louis Bory revient aux « parents pauvres » avec ce *Cousin Pons* réalisé par Guy Jorré. Henri Virlojeux est l'ancien prix de Rome qui, après avoir été traité de « rat » par le président Camusot, meurt seul au milieu de ses objets d'art. L'argent contre la beauté, la société cupide, inhospitalière à ceux qui ont le sens de la « gratuité » dans l'art : des antithèses où le romancier s'était, en quelque sorte, lui-même mis en scène.

Les films de la semaine

● **BUFFALO BILL**, de William Wellman. — Dimanche 16 mai, TF 1, 20 h. 30.

Les contradictions de la légende du Far-West. Sur la forme d'un western traditionnel, Wellman, faisant de Buffalo Bill un personnage à facettes, a gretté — c'était étonnant pour l'époque — une mise en accusation des profiteurs et des politiciens qui furent à l'origine de l'indianisme des tristes indiens aux Etats-Unis.

● **MANNEQUIN**, de Frank Borzage. — Dimanche 16 mai, FR 3, 22 h. 30.

Sortie d'un taudis et de l'usine, une femme réaliste, après avoir connu la richesse, son vrai rêve : une chaumière et un coucou. Il faut voir comment le romantisme de Borzage s'oppose à toute la mythologie sociale des comédies sentimentales de l'époque.

● **LA MAISON DES SEPT FÊCHES**, de Toy Gornett. — Dimanche 16 mai, TF 1, 0 h. 5.

Ne pas manquer cette apparition de Marlene Dietrich en princesse de bengali exotique, après minuit, et dans un film en version originale. A la fin, une des plus extraordinaires bagarres de l'histoire du cinéma américain.

● **NIAGARA**, de Henry Hathaway. — Lundi 17 mai, TF 1, 20 h. 30.

Les chasses-croisées de l'ingratitude, le décor naturel des

chutes du Niagara, la montée de l'angoisse dans la deuxième partie, donnent à ce film les traits d'un excellent « thriller ». Mais c'est ici que Marilyn Monroe, en robe rouge, joue les femmes fatales, et manifeste, dans le drame, un pouvoir érotique parfaitement utilisé par le metteur en scène.

● **LA FEMME EN BLEU**, de Michel Deville. — Lundi 17 mai, FR 3, 20 h. 30.

Premier film de Deville réalisé sans la collaboration de Nina Companeez, sa scénariste habituelle. Un univers personnel qui reste intact. Même grâce dans l'analyse sentimentale et la mélancolie diffuse, mise en scène élégante et brillante sur un couple — Michel Piccoli, Léa Massari — se heurtant à la vie et au rêve.

● **ZEPPELIN**, d'Etienne Périer. — Mardi 18 mai, A 2, 20 h. 30.

Bien avant Robert Wise et son *Odyssée du Hindenburg*, Etienne Périer avait redécouvert les charmes rétro des ballons dirigeables. Guerre, espionnage et navire volant, son film est dans la tradition des romans de Jules Verne et de Paul Ivoi.

● **LE TRÉSOR DU PENDU**, de John Sturges. — Mardi 18 mai, FR 3, 20 h. 30.

Conflit de la haine entre Robert Taylor et Richard Widmark. John Sturges s'est

plus intéressé à la psychologie de ses personnages qu'à l'action.

● **LA BÊTE HUMAINE**, de Jean Renoir. — Jeudi 20 mai, FR 3, 20 h. 30.

Le réalisme de Renoir substitué au naturalisme de Zola. Lanier, les Roubaud et Flore vivent dans la France des lendemains du Front populaire, où l'amour non maîtrisé, la fascination de Pérotisme, ont plus d'importance que l'hérédité alcoolique tout juste signalée. Convergence sur la plus belle séquence ferroviaire du cinéma français.

● **LA POINTE COURTE**, d'Agnès Varda. — Vendredi 21 mai, A 2, 22 h. 35.

Bessal de production indépendante et de tournage en coopérative (et discours réels) rompant radicalement avec les règles professionnelles du cinéma français d'alors, ce premier film d'Agnès Varda — qui ne put être exploité en circuit commercial — était déjà, en 1955, un manifeste « nouvelle vague ». Le montage fut assuré par Alain Resnais. L'univers documentaire de la *PoinTE courte*, près de Sélestat, se révèle à la fois la crise intérieure d'un couple d'intellectuels qui parlent beaucoup et d'une façon volontairement littéraire.

● **LES CAÏDS**, de Robert Enrico. — Dimanche 23 mai, TF 1, 20 h. 30.

Mythologie de pacotille de la Série noire française. Hold-

up, amitié virile, et révolte pseudo-romantique d'un jeune couple qui meurt dans des images au ralenti pour faire penser à *Bonnie and Clyde*.

● **TROIS CAMARADES**, de Frank Borzage. — Dimanche 23 mai, FR 3, 22 h. 30.

L'Allemagne troublée, inquiète d'après 1918 et l'amour d'un couple détruit par la mort appartiennent au roman d'Erich — Maria Remarque, mais Borzage a repris tout cela à son compte créant des moments de passion et de désespoir, une atmosphère dramatique où apparaît le thème de la pauvreté souvent traité par lui. On redécouvrira Margaret Sullivan, qui fut une de ses grandes « héroïnes ».

● **MIRAGE**, d'Edvard Dmytryk. — Lundi 24 mai, TF 1, 20 h. 30.

Suspense de série fondé sur une avalanche d'invasions blanches et d'imbroglios, relevant d'une psychanalyse de bazar. Dmytryk a chargé sa réalisation d'effets théâtraux et d'artifices. On retrouve pourtant certaines de ses obsessions : la peur, la lâcheté, les forces du mal.

● **LE HASARD ET LA VIOLENCE**, de Philippe Lebo. — Lundi 24 mai, FR 3, 20 h. 30.

Réflexion sur la violence contemporaine et les jeux du hasard, à travers une histoire d'amour fou et un jeu de symboles dont on a vite assez.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF1 : 13 h. Le journal d'Yves Mouroucq ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche Jean-Charles Borzage reçoit au studio à 19 h. 45) ; Vex 23 h. TFI dernière, par Jean-Pierre Pernaut. Pour les jeunes : « Les infos » de Claude Elizard (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h. (les samedi et dimanche), le journal de Jean Luzzi ; 14 h. 30, « Flash » (samedi et dimanche) ; 18 h. 30 (samedi et dimanche), le journal d'Edeline Vida ; 20 h. Le journal de Guy Thomas (Jean Luzzi, les samedi et dimanche) ; 23 h. Le journal de Gérard Holier. FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, « Flash » (samedi et dimanche) ; vers 22 h. Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Je voudrais savoir (le mardi, 18 h. 30) ; Six minutes pour vous (dimanche, 18 h. 40) ; Magazine « Romantisme » (une fois par mois, le samedi, 11 h.).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF1 : 9 h. 30 (le dimanche), La source de vie ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 30. Le jour du Seigneur : questions à propos de

« Dieu est Dieu, nom de Dieu », de M. Clavel ; le centre pastoral Halles-Besbourg (le 10) ; « Monsieur Pouget » (le 23) ; 11 h. messe à l'église Saint-Mary, à Paris (le 16) ; à l'église Saint-Pierre-et-Saints, de Boutry-sur-Juice (le 23).

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision, les signes (*) renvoient à la rubrique « Émissions », les signes (R) renvoient à la rubrique « Radios », les signes (T) renvoient à la rubrique « Télévision ». Les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les rediffusions ; (S) les émissions de radio en stéréophonie.

Petites ondes - Grandes ondes

Informations

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Journal à 7 h. 30 (cult., mus.), à 9 h. (cult., mus.), à 12 h. 30 (cult., mus.), et à 19 h. (cult., mus.). « Flash » à 7 h. (cult., mus.), à 9 h. 30 (cult.), à 17 h. 25 (cult., mus.), et 23 h. 55 (cult., mus.).

FRANCE-INTER : A chaque heure juste et à 12 h. 30 et 18 h. 30, Bulletin complet à 5 h. 30, 6 h. 30, 7 h. 30, 8 h. 30, 9 h. 30, 10 h. 30, 11 h. 30, 12 h. 30, 13 h. 30, 14 h. 30, 15 h. 30, 16 h. 30, 17 h. 30, 18 h. 30, 19 h. 30, 20 h. 30, 21 h. 30, 22 h. 30, 23 h. 30.

EUROPE 1 : Tous les demi-heures jusqu'à 8 h. : Bulletin complet à 7 h. (Claude Villeneuve) ; 7 h. 30 (Gilles Schneider, commentateur, Alain Dubanel) ; 8 h. (Philippe Gides), 9 h. (Francine Kanner), 10 h. (André Arnaud), 11 h. (Yvonne Lécuyer) ; « Flash » toutes les heures ; 22 h. 30, Europe-Paradise ; 1 h. Europe dernière.

LUXEMBOURG : Tous les demi-heures de 5 h. 30 à 9 h. : Bulletin complet à 9 h. 15 h. (Journal « non stop »), 18 h. 30 (Jo-

ques Paoli) ; « Flash » toutes les heures ; R.T.L.-Dijon à 22 h.

RADIO-MONTE-CARLO : Tous les demi-heures de 5 h. 30 à 17 h. : Bulletin complet à 12 h. 45 et 18 h. 35 ; Journal à 7 h. 8 h. 9 h. 12 h. 14 h. 20 h. 22 h. 30, 24 h. ; « Flash » aux autres heures (dernier à 1 h.).

Régulières

FRANCE-INTER : 5 h. Variétés et informations. 9 h. 10. Magazine de Pierre Bourellier ; 10 h. L'ère des femmes ; 11 h. A vos souhaits ; 12 h. Rétro nouveau ; 12 h. 45. Le jeu des 1000 francs ; 14 h. 15. Récit ; 18 h. 5. Bonsoir ; 20 h. 10. Pas de panique ; 22 h. 10. Le Pop Club.

EUROPE 1 : 6 h. 40. Les nouvelles de Philippe Gides ; 8 h. 15. Chronique d'E. Morgeaux ; 8 h. 30.

« Expliquez-vous... » d'I. Lévi ; 11 h. Pile ou face ; 12 h. Cash ; 13 h. 30 (R). Les dossiers extraordinaires de crime ; 14 h. Doublet Gilbert ; 16 h. 30. Jean-Michel Despreux, Pierre Lécuyer et Anne Sinauer ; 18 h. Jean-Loup Lafont ; 20 h. 30. Pierre Pechin ; 21 h. 30. François Diwo ; 22 h. 40. Goldschmidt.

RADIO-MONTE-CARLO : 5 h. 30. Informations et variétés ; 9 h. 30. J.-P. Foucault ; 12 h. A vous de jouer ; 12 h. 25. Quatre ou double ; 14 h. 10. Le cœur et la raison ; 15 h. Julie ; 16 h. Cherchez le disque ; 17 h. Taxi ; 19 h. Hic-Pardes ; 20 h. 5. Tobo-Bahut ; 21 h. 5. Flash-back ; 22 h. J.-C. Lévi.

R.T.L. : 5 h. 30. Musique et nouvelles ; 9 h. 30. A.-M. Peysson ; R.T.L. c'est vous ; 19 h. Hic-Pardes ; 21 h. Les roudous sont sympas ; 24 h. Les accordeurs.

Religieuses

et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) ; 7 h. 15. Horizon ; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30. Service religieux protestant ; 9 h. 10. Écoute Israël ; 9 h. 40. Divers aspects de la pensée contemporaine : La Grande Loge de France (le 16) ; l'Union rationaliste (le 23) ; 10 h. Messe.

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit les réalisateurs Joris Ivens (jeudi) et Francisco Rosi (mardi), ex-directeur de Cannes, le chirurgien du cerveau, Gérard Debrun (mercredi), le journaliste G. Guilleminault (jeudi) et l'ébéniste Michel Germond (vendredi).



**Vous surveillez votre ligne !
Buvez moins de calories !**

Yin de Volvic est une boisson riche en fruits, mais naturellement peu sucrée, donc pauvre en calories et très légère.

Renseignements : Volvic B.P. 41 - 63040 Bourg-la-Reine - Tél. : 350-45-34

هكذا من الاموال

• • • LE MONDE — 16-17 mai 1976 — Page 13

est le vol qui accompagne ce supplément.

L'« Année du bicentenaire » doit être tout le contraire d'une occasion d'expédier en quelques

ALAIN CLÉMENT

par ALAIN CLÉMENT

plus paradisiaques du style « fleuve rose », mais sur dimensions d'une lunette en « fleuve rose ».
 L'avenant. Le Nouveau Monde mérite enfin son nom.
 Sans que l'on s'en soit encore aperçu, il suggère le schéma d'une société où se fondent la sagesse ancestrale et la plus audacieuse liberté. Troqueville reflète tardivement (1836), mais dans le futur d'une tradition durable, cette impression de faire entrer dans la civilisation le meilleur de la nature. Il décrit ainsi les premières migrations anglaises :
 « La démocratie telle que n'avait pas osé la rêver l'Antiquité s'échappait toute grande et tout armée du milieu de la vieille société féodale. » A peine débarqués sur un rivage inhospitalier, vient-il à l'esprit « le premier soin des émigrants est d'acquiescer ».

La plus rien d'exotisme, sinon l'exotisme même d'un départ à zéro totalement concerté. A l'opposé de la « demeure des sens », vouée à l'épuisement de ses ressources et ravagée par ses hallucinations, nous entrons dans le « domaine de l'intelligence », salué par Chateaubriand comme « cette répétitive d'un genre inconnu annonçant un changement sans l'esprit humain » et, à tout le moins, « réaction totale des sens, des rapports de l'Europe et de l'Amérique » (1). Plus que d'ailleurs, l'Europe et l'Amérique se regardent sceptiques, la validité de leurs Constitutions qu'adoptent les colonies insurgées prévôt trois mois avant la Déclaration d'indépendance.

La patience de Washington

Il est facile de répéter qu'une Europe éreintée, assoiffée de régénération, projette cycliquement sur l'Amérique — ou sur le foyer de ses promesses, qui s'est déplacé du Sud au Nord — les « mirages » qui la travaillent. D'autant plus facile que l'Amérique de Washington et de Jefferson présente le visage d'une révolution discoureuse et raisonneuse : aux trois pages un peu vives de la lettre de Turgot à Priece critiquant les particularismes qui s'opposaient à la faveur de la révolution du bon sens, John Adams répondra par trois volumes d'apologie brulante justifiant la séparation des pouvoirs et l'autonomie des Etats en insistant. Les remous de la « populace » ne sont pas perceptibles à distance, pas plus que le bruit des factions qui, dans chaque colonie émancipée, s'entre-déchirent pour s'emparer du pouvoir politique.

Ces dissensions absorbèrent tant d'énergie que, au grand étonnement des compagnons français de la libération américaine (e chacun est pour soi, personne pour le bien public », écrit Fersen du camp de Rochambeau), il faudra la souveraine patience de Washington pour obtenir de l'ennemi cette autorité du Congrès continental le minimum de recrues, d'intendance et de soldes nécessaires à la conjurer. Les armées de l'indépendance américaine, sans doute l'ennemi de ses malheureux compatriotes. On était loin des « légions en masse », de l'« organisation de la victoire » qui immortaliseront les armées de notre Révolution. Et, pourtant, avec le recul du temps, quoi de plus logique que les motifs sous-jacents à la paranoïe officielle ? Les motifs de l'Amérique répugnent à ce qui sera le militarisme américain : l'effacement des lauriers d'un chef de guerre à perpétuer.

Une guerre à la petite semaine

En dépit de nombreuses persécutions infligées localement aux réfractaires restés fidèles à la Couronne, aspirait-elle même à convertir au « patriotisme », synonyme de sécession, une population encore incertaine, qui mettra des décennies à se constituer un « héritage » ? Sans doute pas. L'astreinte de devoir vouloir lui pesait. Elle battra au vingtième siècle tous les records de démobilisation — jusqu'à ce que l'appareil du Pentagone l'installe dans la défense et la « dissuasion » à perpétuité. N'est-il pas symbolique, cependant, qu'il faille quitter le périmètre de la capitale fédérale pour se rendre au ministère de la guerre ?

D'autres avantages apparaissent à la manière languissante, incompréhensible aujourd'hui, dont l'Indépendance fut arrachée sur les champs de bataille. S'il faut du temps pour convaincre, il en faut aussi pour lasser. Cette guerre à la petite semelle et longtemps au rabais, qui traînait en longueur et cherchait l'occasion plus que la décision, eut sans doute un effet d'incandescence civique que n'aurait pas produit une victoire éclair.

(Lire la suite page 22.)

ALAIN CLÉMENT

par ALAIN CLÉMENT

plus paradisiaques du style « fleuve rose », mais sur dimensions d'une lunette en « fleuve rose ».
 L'avenant. Le Nouveau Monde mérite enfin son nom.
 Sans que l'on s'en soit encore aperçu, il suggère le schéma d'une société où se fondent la sagesse ancestrale et la plus audacieuse liberté. Troqueville reflète tardivement (1836), mais dans le futur d'une tradition durable, cette impression de faire d'un monde nouveau le lieu d'un monde ancien. Il décrit ainsi les premières migrations anglaises :
 « La démocratie telle que n'avait pas osé la rêver l'Antiquité s'échappait toute grande et tout armée du milieu de la vieille société féodale. » A peine débarqués sur un rivage inhospitalier, vient-il à l'esprit « le premier soin des émigrants est d'acquiescer ».

La plus rien d'exotique, sinon l'exotisme même d'un départ à zéro totalement concerté. A l'opposé de la « demeure des sens », vouée à l'épuisement de ses ressources et ravagée par ses hallucinations, nous entrons dans le « domaine de l'intelligence », salué par Chateaubriand comme « cette répétitive d'un genre inconnu annonçant un changement sans l'esprit humain » et, à tout le moins, « réaction totale des sens dans les rapports de l'Europe et de l'Amérique » (1). Plus qu'ultra-intellectuellement sceptique, la validité des nouvelles Constitutions qu'adoptent les colonies insurgées prévoit trois mois avant la Déclaration d'indépendance.

Une nation d'immigrants

A-t-on assez répété que les Etats-Unis étaient « une nation d'immigrés » ? O, oui, ou si même l'humanité n'est qu'une vaste pourchassée autour du globe, l'Asie et l'Afrique sont expédiées dans tous les temps. L'Europe est regardée comme un étranger et l'Angleterre lui a donné le signal de départ. Recevez la fugitive et préparez un refuge pour l'humanité ! Celui qui dessinait ces lignes, au début de 1776, dans *Common Sense*, c'était ce Thomas Paine dont on dit le rôle décisif dans le mouvement d'indépendance. Il était, lui-même, Anglais et fraîchement arrivé de son île natale. Si le nombre des habitants des Etats-Unis a centuplé depuis cette époque, c'est parce que, jusqu'à 1882, ils ont ouvert leurs portes aux étrangers sans aucune espèce de limitation. Des clauses restrictives ont successivement frappé depuis cette date sur l'Autriche, la Hongrie, la Prusse, l'Italie, les Indes, les colonies, les indigènes, les prostituées, et, à partir de 1917, les illettrés, mais c'est seulement à partir de 1929 que l'institution des « quotas » est venue réduire sérieusement le flot des nouveaux arrivants. De toute



Benjamin Franklin

La Fayette

façon, celui-ci ne s'est jamais complètement tar. Le nombre des entrées légales avoisine aujourd'hui quatre cent mille par an, et personne ou presque ne s'étonne de voir un réfugié allemand à la tête du département d'Etat.

milleu ou à l'écart d'une trame de terreur et de mort, respire le millénarisme inavoué qui se transmet par relais occultes depuis le haut Moyen Âge à l'abri de l'Inquisition. Ses visions se mêlent aux rêves de Colomb, dont la tête charrie tout le péle-mêle apocalyptique que l'Europe « renaissante » déverse sur l'Amérique. Eden trahi et transi d'horreurs — vestiges ardents d'un passé introuvable.

Avec le surgissement d'une « Amérique septentrionale » plongée longtemps dans les brumes de la conscience politique du Vieux Continent émerge assez soudainement (en France, autour de 1765) l'idée d'un modèle non plus à l'échelle de protectorats en souffrance de tissement dernier, ou d'auto-

(1) Voir, entre autres, les deux volumes réunissant des communications faites aux cinquantième congrès de la Renaissance Society in America publiés par les presses de l'université de Californie sous le titre *The Impact of the New World on the Old*, Berkeley, 1976, ainsi que le catalogue de la grande exposition de la National Gallery de Washington (le volume du 5 février 1978). La traduction en anglais des ouvrages de l'auteur de l'antagonisme Gens du Sud, *La Nouvelle et l'Ancien Monde* (*The Meeting of the New World*), 1750-1800, University of Pittsburgh Press, 1973), relève du même.

au prix de 4 F., au siège du journal, ou sur
demande écrite (+ les frais d'expédition).
« Le Monde », 5, rue des Italiens - Paris (9°)
Service des ventes.

Dans cette phrase de Paine, à coup sûr plus propagandiste que penseur, on retrouve les deux éléments qui feront la fortune des éloges dont se nourrit l'histoire des Etats-Unis. L'Amérique sait où est le bien et elle est déterminée à en taire bénéficier un grand nombre d'humains. Elle n'est pas une nation comme les autres, égoïste, préoccupée seulement de faire fructifier l'héritage des ancêtres : elle détient les recettes du bonheur véritable et possède, grâce à ses dimensions exceptionnelles, les moyens de le répandre. Avant la France de 1792, avant l'Union soviétique, elle est la seule nation à avoir eu l'ambition de faire en partie plus idéologique que territoriale, en héritier de la démocratie, en métropole d'une civilisation universelle.

On a souvent, et à juste titre, insisté sur l'importance, dans cette dédicace, du facteur religieux. C'est en effet pas par hasard que les Américains commencent leur "chapelet" annuel, au jour de *Thanksgiving*, l'heureuse arrivée au Cap Cod, le 11 novembre 1620, des "Pèlerins" de Mayflower. L'assistance du Puritain leur reconnaissance envers le Tout-Puissant, ne sont pas pour rien dans le sentiment si commun aux citoyens des Etats-Unis que la Providence les a conduits ou fait naître dans un monde à part, moins touché que l'autre par le péché originel, un monde où l'on est récompensé de son sacrifice d'agir en conformité avec la loi divine. On s'aurait garde cependant de négliger l'influence sur les "Pèlerins" de Mayflower, de la "philosophie" naturaliste des philosophes du dix-huitième siècle, tant anglais que français. Ils en avais de Montesquieu, de Locke, comme des avocats d'anti "politique économique" opposée à la "politique de puissance" et basé sur l'appropriation de toutes les entraves au commerce : aux dépens de ces derniers, il ne faisait pas de doute que la prospérité d'un peuple ne pouvait que profiter à tous. C'est pourquoi, dans la même symphonie que la *Régence des nations*, d'Adam Smith, il est émise l'année même de la fondation des Etats-Unis.

Rester à l'écart

Une telle conception ne pouvait que séduire les Américains de l'époque héroïque, dont l'existence dépendait étroitement de la possibilité d'exporter leur production. Aussi la référence au libre-échange est-elle aussi fréquente dans leurs discours que l'invocation de Dieu et à la liberté. Il en découle ce qui sera exposé en 1941, après la brève parenthèse de 1917-1920, l'un des dogmes de la politique étrangère américaine : le non-engagement, le non-entanglement. Paine en exposait lui-même les raisons dans *Common Sense* :

« Comme l'Europe est notre marché pour le commerce, nous ne devons former aucun lien particulier avec une ou des parties. Il est clairement dans l'intérêt des Etats

Rester à l'écart, *no stay clear* : on retrouve les mêmes mots dans le message d'adieu de George Washington, en 1796, lorsqu'il recommande à ses concitoyens de ne pas s'assujettir aux contraintes (toils) = de l'ambition, des rivalités, de l'intérêt, de l'humeur ou du caprice de l'Europe ». Ce texte a nourri la conviction de générations d'isolationnistes, mais ce serait ne rien comprendre à ce qu'a été et peut être encore l'isolationnisme que de le réduire à un simple repoi sur soi.

Certes, on a vu plus d'une fois les Américains se fermer les yeux devant les malheurs des autres, condamner à l'échec des efforts de sécurité collective en leur refusant leur caution : il en a été ainsi à la veille

Ce supplément sera intégralement traduit en anglais de même que les pages que nous publierons prochainement sur la littérature et le cinéma américains. Regroupées en un seul cahier, ces publications seront disponibles en juin prochain.

au prix de 4 F. au siège du journal ou sur
demande écrite (+ les frais d'expédition).
« Le Monde », 5, rue des Italiens - Paris (9^e)
Service des ventes.

[illegible]

Ne laissez pas votre ligne !
Évitez les kilos de calories !

... on calories
the 1942.

10-10-68

La Déclaration d'indépendance : le premier

par JEAN-JACQUES

« Nous, en conséquence, déclarons... »

Voici le texte de la déclaration d'indépendance tel qu'il fut adopté et diffusé dans les treize colonies en révolte :

LORSQUE, dans le cours des événements humains, un peuple se voit dans la nécessité de rompre les liens politiques qui l'unissent à un autre, et de prendre parmi les puissances de la Terre une position égale et séparée à laquelle les lois et le Dieu de la nature lui donnent droit, un juste respect de l'opinion des hommes exige qu'il déclare les causes qui l'ont poussé à cette séparation.

Nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes — que tous les hommes sont créés égaux, que leur Créateur les a dotés de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la recherche du bonheur ; que pour garantir ces droits, les hommes instituent des gouvernements dont le juste pouvoir émane du consentement des gouvernés ; que si un gouvernement, quelle qu'en soit la forme, vient à méconnaître ces fins, le peuple a le droit de le modifier ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement qu'il fondera sur tels principes, et dont il organisera les pouvoirs selon telles formes, qui lui paraîtront les plus propres à assurer sa sécurité et son bonheur. La prudence recommande sans doute de ne pas renverser, pour des causes légères et passagères, des gouvernements établis depuis longtemps ; aussi a-t-on toujours vu les hommes plus disposés à souffrir des maux supportables qu'à se faire justice en abolissant les formes auxquelles ils étaient accoutumés.

Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, invariablement tendus vers le même but, marque le dessein de la soumettre à un despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de renverser le gouvernement qui s'en rend coupable, et de rechercher de nouvelles sauvegardes pour leur sécurité future. Telle fut la longue patience de ces colonies et telle est aujourd'hui la nécessité qui les contraint à changer leur ancien système de gouvernement. L'histoire de celui qui règne aujourd'hui sur la Grande-Bretagne est une histoire d'injustices et d'usurpations répétées ayant toutes pour direct objet l'établissement d'une tyrannie absolue sur nos Etats. Pour en faire la preuve, il suffit d'exposer les faits au jugement d'un monde impartial.

Il a refusé son assentiment aux lois les plus salutaires et les plus nécessaires au bien public.

Il a interdit à ses gouverneurs d'édicter des lois d'un intérêt immédiat et urgent... (suit une liste de seize autres incriminations plus ou moins développées commençant par « Il » [George III]).

A chaque étape de l'oppression, nous avons réclamé justice dans les termes les plus humbles ; à nos pétitions répétées, il ne fut répondu que par des injustices répétées. Un prince dont le caractère s'affirme ainsi, en des actes qui, tous, définissent un tyran, ne peut prétendre gouverner un peuple libre.

Nous n'avons pas davantage manqué d'attirer l'attention de nos frères britanniques. Nous leur avons représenté paternellement que leur Parlement tentait d'étendre injustement sa juridiction jusqu'à nous. Nous leur avons rappelé les circonstances dans lesquelles nous avons émigré et fondé ici des colonies. Nous avons fait appel à leur sens inné de la justice et à leur grandeur d'âme, et nous les avons conjurés au nom des liens de parenté qui nous unissent de désavouer ces usurpations qui conduiraient inévitablement à la rupture de nos liens et de nos rapports. Eux aussi sont restés sourds à la voix de la justice et de la consanguinité.

En conséquence, Nous, représentants des Etats-Unis d'Amérique, réunis en congrès plénier, prenant le Juge suprême du monde à témoin de la droiture de nos intentions, au nom et par délégation des hommes de bonne volonté de ces colonies, déclarons et proclamons solennellement :

Que ces colonies unies sont et doivent être en droit des Etats libres et indépendants ; qu'elles sont relevées de toute fidélité à l'égard de la Couronne britannique, et que tout lien entre elles et l'Etat de Grande-Bretagne est, et doit être, entièrement dissous ; et qu'elles ont, en tant qu'Etats libres et indépendants, plein pouvoir de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, d'établir des relations commerciales, d'agir et de faire toutes autres choses que les Etats indépendants sont fondés à faire. Et pour la défense de cette Déclaration, mettant notre pleine confiance dans la protection de la divine Providence, nous donnons en gage les uns et les autres, nos vies, nos biens et notre honneur sacré.

LA Déclaration d'indépendance a été adoptée le 4 juillet 1776 par les cinquante-six membres du Congrès continental réunis à Philadelphie. Son vrai titre est simplement : Déclaration unanime des treize Etats unis d'Amérique. Il ne s'agissait pas de décider l'indépendance (cela avait été fait le 2 juillet par la résolution de Richard Lee), mais d'expliquer au monde, en particulier à la France, dont l'appui militaire était indispensable, les raisons qui amenaient les colonies rebelles à « prendre, parmi les peuples, une position égale et séparée ». Le Congrès désirait vivement être à la hauteur de circonstances aussi exceptionnelles : il élit dès le 10 juin un comité de rédaction de cinq membres, qui confia le soin de rédiger le projet à un homme connu pour sa « félicité d'expression » : Thomas Jefferson.

Le texte de Jefferson contenait presque toutes les remarquables qualités du document définitif, mais gagna en force et en conclusion au cours de débats que nous ne connaissons malheureusement pas. Trois Etats successifs sont parvenus jusqu'à nous et aident à sélectionner quelques idées majeures.

Clarté et simplicité

Ce qui frappe le plus dans le préambule, ce n'est pas l'effort des rédacteurs pour amener l'essentiel général — à force de clarté et de simplicité. Contrairement à ce que l'on répète souvent, la Déclaration n'a pas de relations étroites avec la philosophie de la nature. « Je n'ai pas recopié Locke », protestait Jefferson. En voici quelques preuves :

— La sobriété qui limite à quatre le nombre des vérités fondamentales (l'égalité, la vie, la liberté, la recherche du bonheur) a évidemment été volontaire. Le second paragraphe de la Déclaration ne reproduit pas presque exactement celui de G. Mason, adopté le 12 juin par

l'Etat de Virginie : les hommes ne sont pas déclarés par nature libres et indépendants ; il n'est question ni d'état social ni de contrat. Les « moyens d'acquiescer à la propriété et d'en jouir » ne précèdent pas la recherche du bonheur et de la sécurité. La démocratie pluraliste elle-même n'est pas explicitement suggérée par un texte qui se borne à exiger que nul ne gouverne sans le consentement des gouvernés :

— La façon dont la nature est mentionnée dans la Déclaration est digne de remarque : « les lois et le Dieu de la Nature », que l'on aurait attendus au paragraphe 2 relatif aux droits, n'apparaissent qu'au paragraphe 1 pour soutenir « le cours des événements humains » : ces lois qui « légitiment » la séparation, ce Dieu qui l'« impose » portent en fait le nom d'Histoire. Beaucoup plus que la Nature de Locke ou de Rousseau, ce qu'invoquent les congressistes est l'éternelle nature des choses. « Pourquoi, s'était écrié Jefferson, cent soixante mille électeurs anglais devraient-ils imposer leur loi à quatre millions d'Américains ? ». La calme certitude de cette Nature-Histoire est magnifiquement exprimée par les deux when (lorsque) du premier et du troisième paragraphes (le cum cicéronien) et par la reprise à l'antique de la célèbre phrase : « Ils ont le droit, ils ont le devoir de renverser un tel gouvernement » :

— Autre soin : dans la phrase « tous les hommes sont créés égaux », Jefferson a rayé sans difficulté les mots « et indépendants » qui figuraient dans son projet. Le motif a dû être que le second adjectif nût semé la confusion en laissant croire que la Déclaration consacrait aussi l'indépendance des hommes. La correction n'était pas insignifiante : ce qui disparaissait était l'individualisme, le fait de ne dépendre de personne ni du voisin ni du père, thème essentiel chez Locke. La promesse mutuelle des insurgés (qui, placés à la fin de la Déclaration, était écarté de leur dépendance volontaire, leur décision

de se constituer en peuple) ne pouvait qu'en prendre plus de force :

— S'il est par ailleurs vrai que Jefferson dut aussi renoncer à faire explicitement dériver de l'Egalité la trilogie Vie-Bienheur-Liberté, il reste que la façon dont la première est introduite comme attribut immédiat des hommes fait d'elle la vérité « self-evident » par excellence. Amoureuse à tout droit, elle n'est pas elle-même un droit : elle est égalité des droits, leur toile de fond :

— Quant à la propriété, à laquelle il est frappant qu'il ne soit fait qu'indirectement référence, il semble que Franklin et Jefferson tirent aisément accepter la théorie qu'ils avaient inventée : la propriété, disait le premier, n'est pas droit naturel, mais une « création de la société » ; elle n'a pas sa place dans la Déclaration, affirmait Jefferson, car elle n'est pas transmissible de génération en génération : seul le contrat social donne ce caractère. « à condition que cela ne lèse pas les intérêts de l'humanité ». De telles idées étaient contraires à l'enseignement de Locke, qui rangeait la propriété parmi les droits naturels avant de la distinguer parmi les droits sociaux. Le problème était d'ailleurs plus loin que de savoir ce qui revenait à la nature ou à la société : en replaçant la vie, le corps, le travail et les biens de l'individu dans une propriété totale, seul objet des soins gouvernementaux, Locke mesurait l'homme par son avoir, alors que Jefferson et ses amis parlaient de son être vivant, libre et heureux.

Il y eut bien, en ces années créatrices, les conversations, les discussions, les lettres, les essais, les larges lectures dont Jefferson parle dans la lettre à Lee. La volonté et la capacité de « placer devant le genre humain l'essence de la question, de donner expression à l'esprit américain », sont nées de conditions que les historiens n'ont pas fini d'interpréter. Si l'on considère tou-

« ... et la recherche

par ROGER

droits inaliénables, au nombre desquels figurent « la vie, la liberté et la recherche du bonheur ».

Jefferson s'est toujours défendu d'avoir voulu faire œuvre originale. Son but n'était pas d'inventer des idées nouvelles, d'exprimer des sentiments inédits. Il est autre, et double : exposer devant le genre humain l'essentiel du problème pour le convaincre que le « dossier » est bon ; et aussi « exprimer l'esprit américain ». Et de citer, négligemment, parmi ses lectures, Aristote, Cicéron, Locke, Algonquins, Sidney. Dans ses écrits publics et privés, le mot de bonheur, la réflexion sur lui, reviennent sans cesse. C'est en termes de bonheur qu'il juge — sévèrement — les sociétés européennes, qu'il s'interroge sur sa propre action politique.

Une notion double

Le fait que Jefferson ait, dans la trilogie de Locke (la vie, la liberté et la propriété), remplacé le troisième terme par la recherche du bonheur n'implique bien sûr nul glissement « révolutionnaire » ni un moindre attachement à la propriété. Dans l'esprit des Pères fondateurs, la société est étroitement liée à la propriété. Bien plus, le pouvoir lui-même repose sur elle : les sans-propriété n'ont aucun intérêt à garantir la stabilité de la société et à être de bons citoyens. Madison, Jefferson, Washington, craignent les foules urbaines composées de non-propriétaires (Jefferson les a vues à Paris en 1789) et sont rassurés par la dispersion de la propriété foncière en Amérique. Le vrai débat est ailleurs : de quoi parle au juste, ici, la Déclaration ? En quoi son langage nous concerne-t-il aujourd'hui ?

La notion de bonheur est double. Elle englobe, d'abord, le bonheur privé, le bien-être. Celui-ci conduit :

— D'une part à la notion moderne de *welfare*, de bien-être collectif.

— D'autre part à ce que C. B. Macpherson nomme « l'individualisme possessif », le libéralisme économique, l'acquisition. Tout au long du XIX^e siècle et jusqu'à la première moitié du XX^e siècle, les tribunaux américains utilisèrent cette notion. Provisoirement, la Déclaration d'indépendance n'a pas de valeur juridique par elle-même ; mais beaucoup d'Etats ont tiré de leurs Constitutions, lorsqu'il s'agissait d'énumérer les droits fondamentaux, des termes identiques à ceux de 1776. Trois

éléments ressortent de cette jurisprudence.

Le droit à la recherche du bonheur ne peut être défini avec précision. Son contenu ne s'éclaire que par référence à un ensemble de droits et de libertés : le droit de propriété, celui de choisir librement son métier et de l'exercer sans entraves, celui d'utiliser en liberté ses facultés, la pleine liberté contractuelle (l'autonomie de la volonté chère aux juristes). La liste est loin d'être exhaustive.

Une première série de décisions judiciaires déclarent inconstitutionnelles des mesures méconnaissant tel ou tel aspect du droit à la recherche du bonheur. Tel fut le cas, au début du siècle, de lois locales réglementant l'exercice de certaines professions, instaurant la prohibition dans un Etat ou interdisant les licenciements pour des raisons d'appartenance syndicale. La recherche du bonheur s'identifie ici au libéralisme économique sans restrictions. Voici un arrêt du début du siècle déclarant inconstitutionnelle une loi locale réservant l'exercice de la profession d'avocat aux seuls « citoyens » : « ... Comment l'immense majorité des hommes pourraient-ils acquiescer de la propriété, rechercher le bonheur et jouir pleinement de la vie et de la liberté si on ne leur permet pas d'exercer les activités ordinaires qui ne sont pas nuisibles par elles-mêmes, et sont bénéfiques pour l'individu comme pour la collectivité ? »

Il est aussi important que les hommes soient libres d'embrasser ces professions et puissent, grâce à leur travail, leurs investissements, l'utilisation de leurs biens ou leur activité économique, acquiescer de la propriété, ce qui les mettra à l'abri du besoin et leur permettra de trouver le bonheur, que de protéger les droits acquis des riches.

Une seconde série de décisions, toutefois, reconnaissent la constitutionnalité d'interventions de la puissance publique, bien que le droit à la recherche du bonheur soit invoqué contre elles. Il s'agit tantôt des premières mesures de politique sociale (vaccination obligatoire des enfants, interdiction du paiement des salaires au moyen de bons), tantôt d'interdictions qui vont loin : interdiction du mariage des malades mentaux, interdiction de la consommation de l'opium, voire prohibition de l'activité des diseuses de bonne aventure... Ici le pouvoir s'immisce dans la libre recherche



1776
1976

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS
aux Etats-Unis

NEW YORK
BANQUE NATIONALE DE PARIS
FRENCH AMERICAN BANKING CORPORATION... F.A.B.C.
FRENCH AMERICAN CAPITAL CORPORATION... F.A.C.C.

CHICAGO
BANQUE NATIONALE DE PARIS

SAN FRANCISCO
BANQUE NATIONALE DE PARIS
FRENCH BANK OF CALIFORNIA... F.B.C.

LOS ANGELES
BANQUE NATIONALE DE PARIS
FRENCH BANK OF CALIFORNIA... F.B.C.

BEVERLY HILLS
FRENCH BANK OF CALIFORNIA... F.B.C.

NEWPORT BEACH
FRENCH BANK OF CALIFORNIA... F.B.C.

PALO ALTO
FRENCH BANK OF CALIFORNIA... F.B.C.



مكتبة جامعة القاهرة

NAISSANCE D'UNE NATION

par JOHN SHY (*)

QUEL fut le fondement de la révolution américaine ? On continue d'en débattre. Réaction des forces conservatrices soucieuses de préserver les avantages acquis ? Lutte pour l'indépendance nationale ? Ou bien révolution authentique ? Ce n'est pas là uniquement querelle de mots.

La génération des historiens américains d'après la deuxième guerre mondiale a démontré qu'il ne s'était pas agi d'une simple lutte des classes économiques, d'une bourgeoisie montante s'opposant à une aristocratie marquant le (cf. Carl Becker) quitte par la suite — en rédigeant la Constitution de 1789 — à tirer un trait sur les revendications des masses rurales (cf. Charles Beard). De fait, bien avant la révolution, la plupart des ressortissants de race blanche et de sexe masculin bénéficiaient du droit de vote, les clivages politiques tran-

chaient à travers les classes au demeurant séparées entre elles par des lignes assez floues, et si la Constitution eut un caractère à certains égards contre-révolutionnaire (dans la mesure où elle répudiait l'optimisme euphorique de la Déclaration d'indépendance), ce sont les principes énoncés par Jefferson dans son manifeste de 1776 qu'elle traduisait en institutions. Aucune interprétation définitive de la révolution ne s'est encore dégagée de ces controverses.

De prime abord, cette révolution apparaît bien comme l'expression de la rébellion contre le gouvernement britannique : au départ résistance à la nouvelle politique que Londres avait entreprise d'imposer au sortir de la guerre de sept ans (1756-1763) et pour finir volonté de rejeter en bloc l'autorité britannique. Mais cette dernière, comment se manifestait-elle ?

Un phénomène d'interaction

Il ne s'agissait pas d'une domination proprement dite, ni politique ni économique. Pourtant, il y avait un phénomène d'interaction qui introduisait Londres dans la vie de chacune des colonies américaines. Et les économies coloniales avaient été centralisées de telle sorte que banquiers et négociants britanniques étaient indispensables à la prospérité américaine. La Grande-Bretagne exerçait aussi son contrôle en fournissant une assistance militaire aux colonies et en assurant leur représentation diplomatique, ce qui avait pour conséquence de les impliquer automatiquement dans les guerres de l'Europe. Enfin, et surtout, la mainmise culturelle de la Grande-Bretagne était totale.

A cet égard, le cordon ombilical n'avait jamais été coupé et s'était

même renforcé depuis le début du dix-huitième siècle à mesure que la présence militaire et économique des Anglais se faisait plus visible et que les Américains — essentiellement ceux appartenant à l'élite — s'identifiaient davantage à eux dans leur façon de voir et leur mode de vie. Avant l'insurrection, George Washington avait — tout comme Bonaparte — brigué une charge dans l'armée de son souverain. Mais, contrairement à Bonaparte, il ne l'avait pas obtenue : les colons d'Amérique étaient en fait dans la dépendance presque totale de la Grande-Bretagne, ce qui entachait leur condition d'une certaine précarité, puisqu'ils n'étaient pas — même ceux faisant partie de la classe en place — maîtres de leur destin. C'est pour protester contre cette précarité qu'ils entreprirent de secouer le joug impérial.

Les nouvelles mesures britanniques — qui menaçaient l'équilibre fragile maintenu jusque-là — précipitèrent cette protestation.

La victoire finale permit aux insurgés d'atteindre presque tous leurs objectifs : le traité qui fut signé à Versailles en 1783 assurait aux Etats-Unis un avenir qui — sur le plan politique, militaire, diplomati-

que et intellectuel — ne serait pas subordonné aux destins de la Grande-Bretagne ou des pays du Vieux Continent. Il n'en fut pas de même dans le secteur de l'économie, qui se coula dans un modèle de type colonial. Toutefois, le degré d'indépendance économique nécessaire à la jeune république durant la délicate période de sa consolidation politique allait lui être procuré, à la faveur de sa neutralité, par les guerres de la Révolution française et de l'épopée napoléonienne.

L'élan libérateur n'explique pourtant pas tout ce qui s'est passé entre 1785 et 1789. La situation instable évoquée plus haut découlait bien des structures de l'Empire britannique, mais elle avait aussi des causes inhérentes à la société coloniale, qui connaissait une expansion explosive. Depuis le début du siècle, la population américaine avait décuplé, passant de deux cent cinquante mille à deux millions cinq cent mille âmes en 1775. De souche purement anglaise à l'origine, elle comptait désormais des « étrangers » en grand nombre du fait de l'immigration massive de deux cent mille « Irlandais-Écossais » (de l'Ulster d'aujourd'hui), de cent mille Allemands et de deux cent cinquante mille Africains. Et elle s'était

répandue sur de vastes et nouvelles aires de peuplement.

De tels changements ayant forcément eu des effets déstabilisants, les symptômes de perturbation sociale étaient devenus apparents et multiples : disruption de communautés civiles et religieuses sous l'action de « révoltes » (revivals) religieux, accroissement du taux des migrations intérieures, éruptions de violences d'une ampleur encore inconnue, entre colonies comme à l'intérieur de chacune de celles-ci. A la veille de la révolution, l'Amérique était déjà en train d'échapper au contrôle de l'autorité britannique, mais aussi à celui de la petite minorité coloniale dirigeante. Les énergies déagées par cette nouvelle société étaient dangereusement centrifuges, mais la révolution eut le pouvoir de les rassembler en les détournant vers un objectif extérieur unique : libérer le pays de l'influence britannique.

Bien que les conflits politiques et sociaux se soient exacerbés durant la période de résistance (1765-1774) aux tords de vie de l'autorité métropolitaine et de la guerre d'indépendance (1775-1782), la lutte pour l'émancipation les transposa à un niveau supérieur : après la victoire et l'expulsion de cent mille « loyalistes » (chiffre proportionnellement supérieur à celui des émigrés de la Révolution française), la révolu-

tion américaine allait se mettre à développer un nationalisme ombreux associé à une idéologie démocratique sûre d'elle-même, encore que ni ce nationalisme ni cette aspiration démocratique n'aient fait, avant 1785, l'objet de prises de conscience particulièrement aiguës. Les conflits sociaux persistèrent, mais la menace qu'ils constituaient pour l'ordre social sera conjurée par la création d'un nouveau cadre politique et idéologique à l'intérieur duquel ils prendront caractère légal et pourront être contenus, voire résolus.

L'indépendance et la révolution

Les Américains se sont-ils battus pour l'indépendance ou pour la révolution ? Assurément pour l'un et pour l'autre en même temps. Si leurs motivations libératrices paraissent les plus évidentes, c'est que le résultat le plus patent de la guerre d'indépendance fut leur émancipation de la tutelle britannique et non pas un bouleversement social. Pourtant, la lutte eut des conséquences révolutionnaires. Mais celles-ci furent désamplifiées par deux facteurs qui affaiblirent l'image de la révolution.

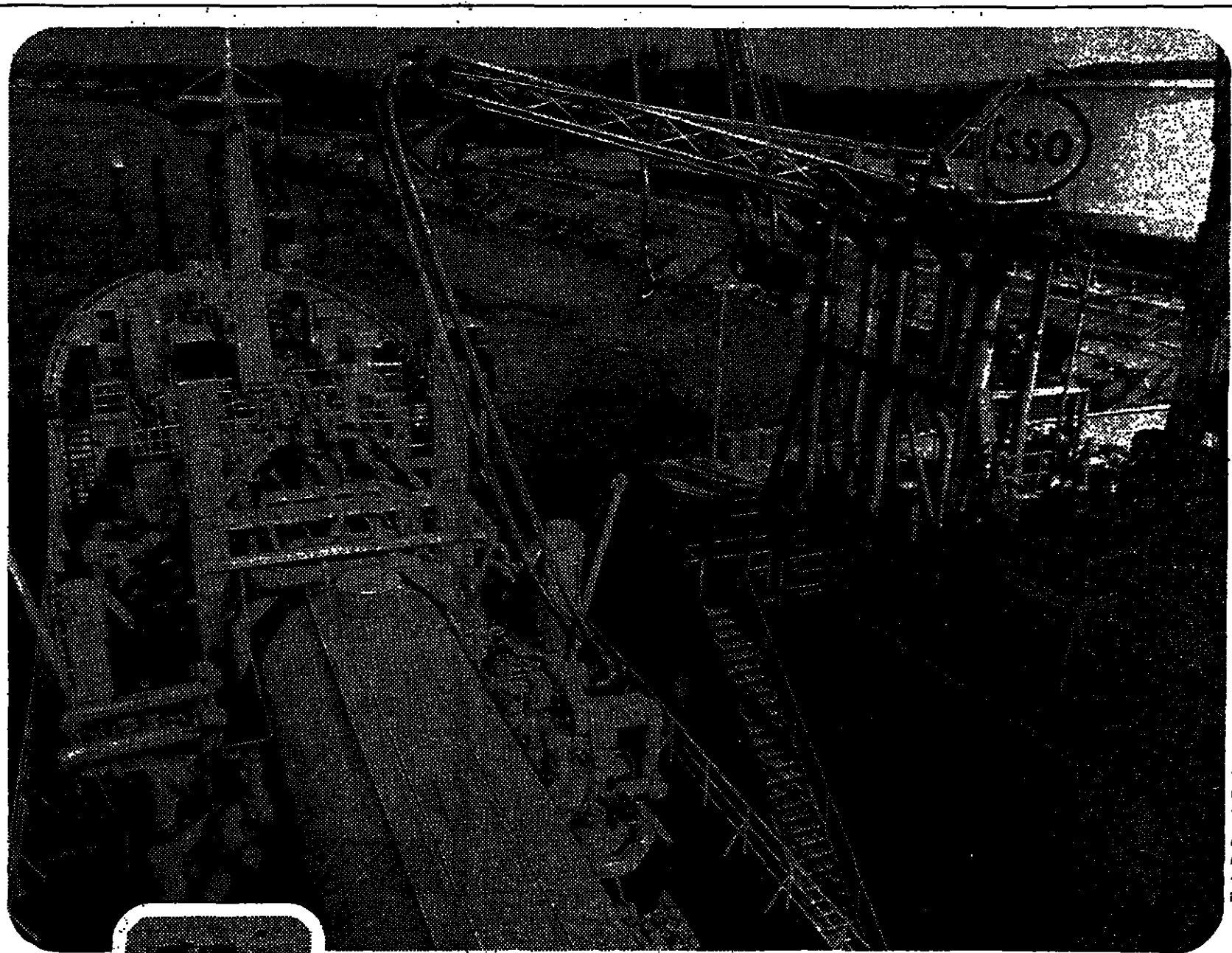
Il s'agit en premier lieu de l'absence, dans la rhétorique des pères fondateurs, de toute critique globale de la société et de toute intention de subversion. Certains historiens en déduisent que la société coloniale n'avait jamais été troublée par des contradictions internes et qu'aucun changement important n'était sorti de la lutte pour l'indépendance. Mais raisonner ainsi, c'est confondre le perçu avec le réel et le voulu avec l'avenu. En fait, les problèmes antérieurs d'une société en pleine expansion démographique et diversification sociale n'avaient pu que se compliquer au cours de dix ans de résistance et de mobilisation politique et d'une lutte armée presque aussi longue, ainsi que de la période d'instabilité sociale et politique qui leur succéda. Et ces époques troublées ont évidemment entraîné des changements importants dans la société, même si ceux-ci n'avaient pas été « voulus ».

L'autre facteur qui cache la nature véritablement « révolutionnaire » de la révolution, c'est sa réussite même. La république née de la guerre eût-elle échoué à assurer sa stabilité politique avant la fin du siècle, se fût-elle fractionnée en plusieurs Etats souverains (ou eût-elle même débouché sur la guerre civile comme maints contemporains l'avaient prédit), sa nature révolutionnaire n'aurait pas été contestée.

Sans doute les traits caractéristiques de l'Amérique coloniale ont-ils survécu. Les tendances à la démocratie, à la liberté d'expression, à l'esprit d'entreprise, existaient avant 1765 : elles furent seulement renforcées par la révolution. Mais celle-ci eut aussi des effets novateurs : la lutte menée contre la tutelle britannique rompit pour toujours la propension des colons à s'angloiser et le combat révolutionnaire apporta un remaniement de la société et précipita l'éclosion d'une conscience nationale.

Ces transformations portèrent finalement moins sur la condition individuelle des Américains que sur leur mentalité collective. Pendant les années de résistance obstinée et de lutte armée, une idéologie se forgea, qui draina l'adhésion sentimentale de la population et dont le contenu émotionnel finit par donner son identité à la nation en train de naître. C'est ce processus qui constitue la révolution américaine.

(*) Professeur d'histoire à l'université de Michigan Ann-Arbor.



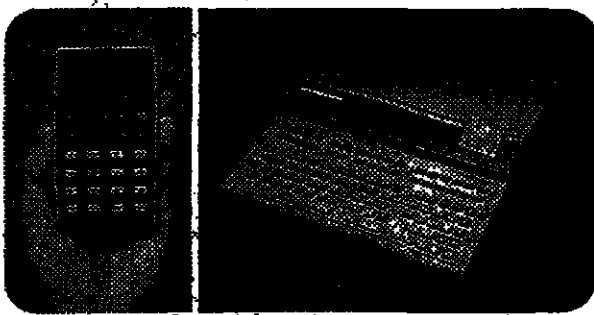
L'impératif d'Esso Chimie, c'est la pureté du produit fini. Dans ses laboratoires de Notre-Dame de Gravenchon, les chimistes contrôlent cette pureté, suivant des normes

rigoureuses, avec le système d'acquisition Hewlett-Packard modèle 3352, connecté à des chromatographes HP en phase gazeuse. (ci-dessus : déchargement d'un éthylénier)

Le matériel informatique Hewlett-Packard contrôle la pureté des produits chimiques.

La gamme des produits informatiques Hewlett-Packard va des calculateurs de poche aux systèmes informatiques les plus sophistiqués, en passant par les calculateurs de table programmables, chaque catégorie répondant à de multiples utilisations.

Au total, Hewlett-Packard a mis au point et commercialisé plus de 3000 produits. En France, l'usine de Grenoble assure la fabrication d'un certain nombre d'entre eux.



HEWLETT  PACKARD

172 points de vente dans 85 pays assurent le service après-vente

Si vous désirez recevoir une brochure d'information sur les activités de la société, écrivez à Hewlett-Packard France, B.P. n° 70, 91401 Orsay.

Deux autres exemples de la technologie informatique Hewlett-Packard : à gauche, le HP-22, calculateur de poche, spécialement conçu pour l'homme d'affaires ; à droite, le 9825, nouveau calculateur de bureau programmable à clavier interactif, aux performances exceptionnelles.



EISENBERG SOIERIES
65 Champs-Élysées Paris

Présente sa nouvelle COLLECTION D'ÉTÉ

- CHEMISES**
Du 36 au 48 - 15 formes de col
3 langoues de manches
Couture par couture
Zéphyr, popeline, voile, tulle,
etc., à partir de 125 F
- COSTUMES**
"Wash and Wear" plusieurs coloris.
Manches et cols à la mode.
Poids : 670 grammes
Vestons d'été en "saxony"
rayures marines, maroc, etc.
à 340 F
- ENSEMBLES de WEEK-END**
Coordonnées colorées
short ou pantalon
à 140 F
- GRAMMERA**
Yves St-Laurent, Chanel
Lanvin, Léonard, Givenchy,
Paco, et Eisenberg-Soieries.
à 85 F
à 130 F

Ouvrez sans interruption de 11 h 30 à 19 h

حیوانیة الاحول

Deux siècles d'expansion américaine

HISTOIRE

XVII^e siècle

1607. — Premier Etablissement permanent anglais à Jamestown (Virginie).

1628. — Le Hollandais Peter Minuit achète l'île de Manhattan aux Indiens. Le village prend le nom de Nouvelle-Amsterdam.

1630. — Les dix-sept bateaux et mille passagers de la Massachusetts Bay Company débarquent à Salem, fondent Boston.

1639, 1641, 1646, 1696. — « Navigation » qui insistent et renforcent le protectionnisme impérial.

1664. — Le duc d'York reçoit de son frère Charles II la concession des territoires hollandais : Nouvelle-Angleterre devient New-York.

1690-1697. — « King William's War », premier épioué des « French and Indian wars ».

XVIII^e siècle

1707. — « Queen Ann's war », dernière épisode des « French and Indian wars » (guerre de la succession d'Espagne).

1706. — Le mariage de B. Franklin à Boston (Voltaire est né en 1694).

1732. — Naissance de Washington en Virginie.

1744-1748. — Le « King George's war », troisième épisode des « French and Indian wars » (guerre de la succession d'Autriche, 1740-1748).

1756-1763. — Guerre de sept ans, dernier épisode des « French and Indian wars », qui oppose au général George Washington d'un côté des Anglais, et qui se termine par le traité de Paris. La France y perd, entre autres, tout le Canada.

1763. — Le « Stamp Act », loi qui impose aux colonies sans consultation et considéré comme une mesure vexatoire. La violence des protestations aboutit à son annulation en 1766.

1773. — Le « Tea Act », le Parlement anglais affirme solennellement son droit à légiférer souverainement « en toute matière que se soit concernent les colonies ».

1773. — Le « Boston Tea Party », les membres de la « Compagnie des Indes » sont jetés par-dessus bord par des émeutiers de Boston déguisés en Indiens, pour protester contre la taxation des marchandises anglaises sur les colonies.

1775. — George Washington est nommé commandant en chef de l'armée continentale. La guerre pour l'indépendance commence.

1776. — Le Congrès vote en faveur de la déclaration d'indépendance.

1778. — Signature du traité d'amitié et de commerce avec la France.

1781. — Le général anglais Cornwallis capitule à Yorktown.

1781. — La France intervient dans la grande-Bretagne et les Etats-Unis; traité de Versailles entre la grande-Bretagne, la France et l'Espagne.

1787. — Ratification des « Etats-Unis » par les Etats.

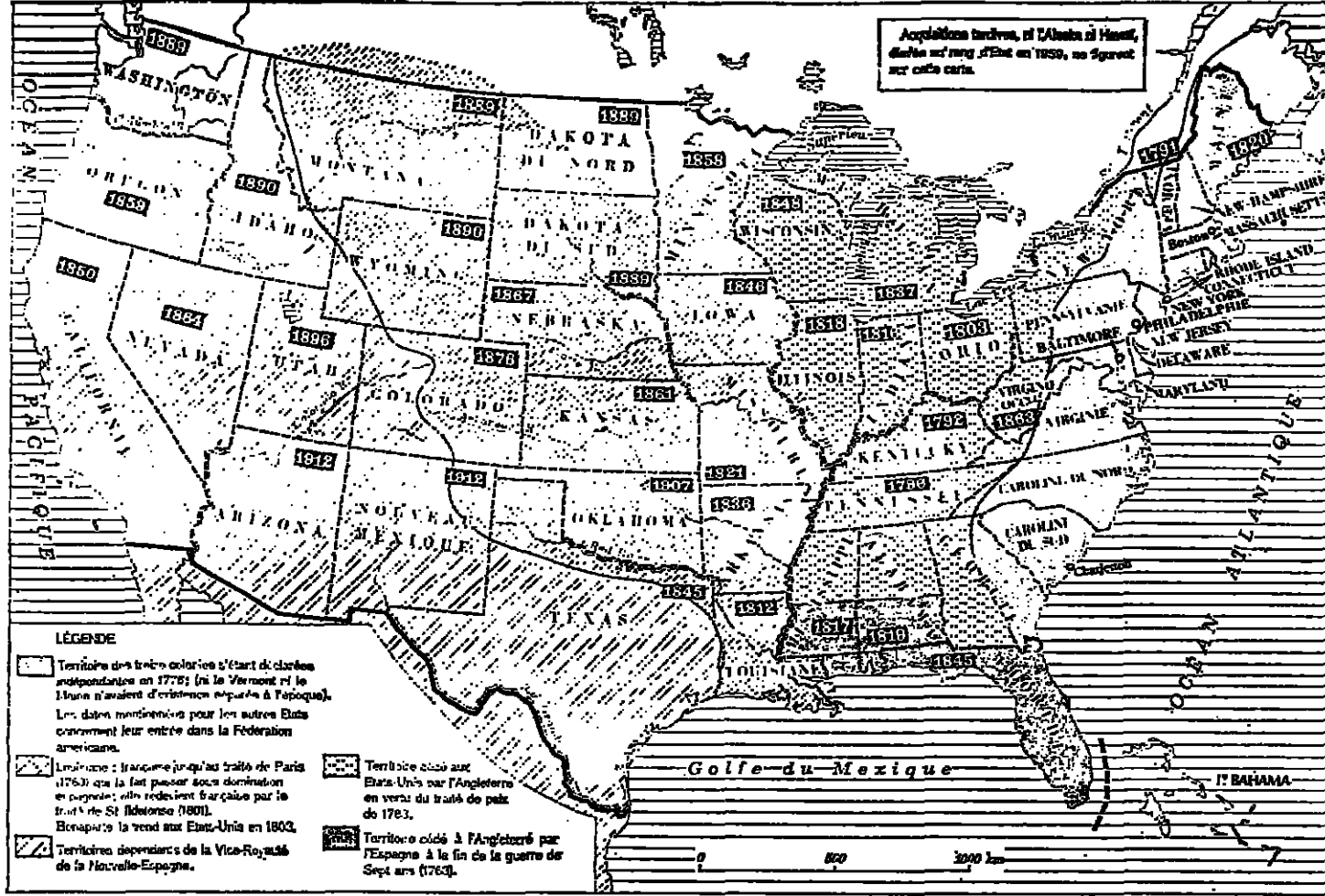
1789. — George Washington est élu président des Etats-Unis.

XIX^e siècle

- 1803. — Bonaparte vend la Louisiane aux Etats-Unis pour 15 millions de dollars.
- 1812-1813. — Guerre contre l'Angleterre qui se termine par le traité de Gand. Les Anglais brûlent la Maison Blanche.
- 1836. — Bataille d'Alamo. Ces deux-vingt-sept Texans résistent jusqu'à la mort à trois mille hommes de l'armée mexicaine. La même année, Sam Houston bat les Mexicains et devient le président de la République du Texas.
- 1846-1848. — Guerre contre le Mexique. Les Etats-Unis y gagnent le Nouveau-Mexique et la Californie.
- 1852. — Publication de « La Case de l'oncle Tom ».
- 1860. — Abraham Lincoln est élu président.
- 1861-1865. — Guerre de la secession.
- 1865. — Reddition des forces sudistes (9 avril). Assassinat de Lincoln (4 avril).
- 1867. — Les Etats-Unis achètent l'Alaska à la Russie pour 7 200 000 dollars.
- 1898. — Guerre contre l'Espagne, qui est perdue par les Philippines. Hawaï est annexé.

XX^e siècle

- 1901. — Le président McKinley est assassiné. Le vice-président Théodore Roosevelt prend la relève.
- 1906. — Construction du canal de Panama.
- 1911-1921. — Présidence de Wilson.
- 1917. — Les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne.
- 1929. — Effondrement des valeurs de Wall Street. Il s'ensuit la grande dépression.
- 1933. — Election de Franklin Roosevelt. Le New Deal.
- 1934-1945. — Les Américains entrent en guerre.
- 1941. — Débarquement allié en Normandie, le 6 juin.
- 1945. — Mort de Roosevelt le 12 avril, le vice-président Truman lui succède.
- La première bombe atomique tombe sur Hiroshima.
- 1949-1953. — Guerre de Corée.
- 1953-1960. — Présidence d'Eisenhower.
- 1960. — Kennedy est élu président.
- Le premier président catholique.
- 1963-1973. — Guerre du Vietnam.
- 1963. — Kennedy est assassiné à Dallas le 22 novembre. Le vice-président Johnson lui succède.
- 1968. — R. Nixon est élu président.
- Le Vietnam cesse le 3 août.
- Au moment où la procédure de destitution est sur le point d'aboutir, Gerald Ford lui succède.



L'Indien, victime ou vaincu?

par JEANINE BRUN (*)

POUR la conscience moderne américaine, l'indien est un remords, le péché originel des colons des dix-septième et dix-huitième siècles et aussi des pionniers de la conquête de l'Ouest. Il marque l'ambiguïté de la « success-story » européenne en Amérique du Nord, car, plus encore que le Noir, qui participe, quoi qu'on en dise, aux mêmes valeurs, son concitoyen blanc, il est le grand exclu du banquet américain.

Celui qui veut définir le rôle des Indiens à l'époque révolutionnaire court le risque de l'anachronisme à vouloir projeter les schémas contemporains sur la réalité de la fin du dix-huitième siècle. Pour le lecteur des rapports diplomatiques du dix-huitième siècle, ou des écrits de Beauvoir, de Benjamin Franklin ou de Jefferson, l'indien apparaît comme un « acteur » à part entière du grand théâtre historique qu'est l'Amérique d'alors. Cette impression se renforce à la lecture des derniers travaux des historiens « révisionnistes » américains.

mais surtout au cours du dix-huitième siècle, les Indiens sont encore partie prenante dans une stratégie impériale où sont impliqués avec eux Français, Anglais et Espagnols. Les cinq nations iroquoises, les Creeks, les Cherokeees, pour ne nommer qu'eux, pratiquent une politique de bascule entre les puissances colonisatrices.

La rivalité anglo-française dans la région des Grands Lacs a pour enjeu la domination du territoire, certes, mais aussi l'allégeance des Indiens qui les occupent, et plus particulièrement celle des Iroquois. Les Indiens étaient les intermédiaires obligés des Anglais et des Français pour le commerce des fourrures, très appréciées en Europe. Des circuits commerciaux s'étaient établis dans lesquels les Indiens fournissaient les fourrures, et les Européens les armes à feu, l'alcool et les tissus colorés, en particulier l'écarlate, très prisée des Indiens.

anglais) : de plus en plus souvent les territoires indiens étaient entamés par l'avance des détracteurs anglais. Les Français, beaucoup moins nombreux, présentaient, aux yeux des indiens, deux avantages, l'un persuasif, l'autre dissuasif. Du côté de la persuasion, il y avait, d'une part, la prédication catholique des jésuites et des autres missions.

Plus que les Anglais, les Français ont eu le souci d'une action missionnaire, qui était aussi, pour beaucoup, un souci de comprendre et d'approcher l'« autre » qu'était l'Indien. Elle complétait celle de ces intermédiaires qu'étaient les « coureurs des bois », indigénistes au commerce de la fourrure, mais suspects aux autorités royales et qui devaient obtenir une « licence » pour exercer. Souvent, ils se mêlaient aux Indiens par le mariage, et leur semi-assimilation au mode de vie indien créait des liens puissants. L'effet dis-

Interdisait toute progression européenne à l'ouest des Appalachés, à quelques exceptions près, expressément prévues. Mais l'Angleterre n'avait aucun moyen de faire respecter ce décret.

C'est aussi en 1763 que sur la frontière de Pennsylvanie un groupe de pionniers, le « Paxton boys », massacraient en représailles des peuples indiens un maillon d'une série d'actions qui, de 1676 avec la révolte de Bacon en Virginie jusqu'au dix-neuvième siècle, opposent les pionniers du l'Ouest aux hommes politiques de l'Est. Sur le « limes » américain, indiens et pionniers n'cesseront plus, au mépris de tous les traités conclus avec les indiens, de se disputer l'espace. Mais, à la fin du dix-huitième siècle, les massacres remplacent les guerres et ce sont les indiens qui sont décimés.

Pendant la révolution, les Indiens ont, en général, pris parti pour les loyalistes et les Anglais contre les colons. Ils avaient de bonnes raisons à offrir, en raison de tentatives de

dont 6 000 à 10 000 Nègres.
 bants ont été lents (1629 : 3
 habitants; 1653 : 200 habi-
 tants; 1674 : 21 200 habitants. Il
 une intense propagande en
 terre pour persuader des
 gens et des jeunes filles de
 populaires à se « jenger »
 quatre ans à servir un ma-
 paiera leur passage.

XVIII^e siècle

1710. — Arrivée à New-York
 des émigrants de la France
 mande du Palatinat. Début
 grande immigration allemande.
 1715. — 434 600 habitants de
 ensemble des colonies.
 1728. — 1 190 habitants en
 colonie fondée en 1752 et
 appelé les « nouveaux pris-
 dettes. Le colonic compte
 bitants en 1756.
 1760. — La Caroline du Sud
 province à majorité
 20 000 Blancs, 20 155 Nègres.
 1764. — 1 500 000 habitants.
 l'ensemble des colonies.
 1764. — 245 698 habitants
 Massachusetts.
 1771. — Province de New
 105 007 habitants, dont 11
 Nègres.
 1774. — Connecticut : 197 87
 tants, dont 3,3 % de Nè-
 d'indians. Ensemble des co-
 2 500 000.

dé-
 le ha-
 ants ;
 alla
 angle-
 eunes
 lasses
 pour
 e qui

 puis
 Alle-
 d'une
 le.
 l'en-
 orgie,
 r ac-
 pour
 S ha-

 t une
 ire :

 pour

 us le

 ark :
 % de

 habi-
 rs et
 niles ;

Le congrès d'Albany

C'est ainsi que les Iroquois, longtemps pro-anglais, les Français s'étant d'abord alliés aux Algonquais, leurs ennemis, se rapprochèrent des Français et furent même les délégués d'Autriche (1748). C'est pour envoyer ce glissement pro-français (les Iroquois, bons guerriers et diplomates habiles, tenaient la région cruciale des Grands Lacs, la région du Ohio) que le gouverneur de New-York, avec l'accord de ses supérieurs anglais, invita les représentants des Iroquois à se réunir avec les délégués des représentants de toutes les colonies anglaises d'Amérique du Nord à Albany en 1754. Seule la Virginie, qui entendait régler seule son « problème indien », n'envoya pas de délé-

d'immenses territoires enchevêtrés que leurs chartes royales leur avoient concédés. D'autres États comme la Pennsylvanie achetaient en plein congrès des bandes d'immenses étendues de terres indiennes... Pourtant, c'est à cette occasion que Benjamin Franklin pour la Pennsylvanie et Thomas Hutchinson pour le Massachusetts proposent au Congrès de réunir toutes les colonies sous l'égide du Parlement anglais pour présenter un front solide aux Français, et pouvoir négocier de manière plus efficace. C'est à ce moment-là que le danger d'une alliance franco-iroquoise qui a forgé la première prise de conscience intercoloniale des Anglais en Amérique du Nord.

Pour ceux-ci, la guerre de

honnêtes, hospitaliers, on n'a pu attester de ces « bonnes natures » américaines. Mais les Français, les Indiens, les Américains n'ont pas eu la tentation du « coureur des bois ». Exposés à la « paresse », à l'« incohérence », à l'« égoïsme », les Français, les Indiennes, ils se sont sentis porteurs de valeurs puritaines. Ils ressentiront, certes, un profond malaise quand des captifs américains (femmes et enfants) seront relâchés, mais ils ne feront pas de la liberté à l'Indienne. L'exemple du mariage, en 1610, du Virginien John Rolfe avec l'Indienne Pocahontas est resté un pur mythe. Jefferson, en 1808, déclara : « Les Indiens ne sont pas les frères et les sœurs des Mohicans : « Vous vous mêlerez à nous par le mariage et votre sang coulera dans nos veines et couvrira

NIX^e siècle

1823. — 9 638 000 habitants.
1830. — 23 191 000 habitants.
1834. — Grande année d'inmi-
gré de 1830 à 1836, cette im-
migration présente les caractères
des nouveaux venus venant
tout d'Allemagne, d'Irlande
et de Scandinavie.
11 entre 457 833 immigrants.
215 000 Allemands, 162 000
dals, 59 000 Anglais, 27 000
d'innaves.
1840. — La population citée
présente 16,1 % de la pop.
1850. — 50 153 000 habitants.

XX^e siècle

1900. — 75 394 000 habitants.
1906. — A partir de 1889, l'im-

ation.
ation
res 2
sur-
d'An-
1854,
dons
rian-
Scan-

re-
tion.

XX^e siècle

1900. — 75 394 000 habitants.
1907. — A partir de 1880, l'immigration a changé de caractère. 1 285 319 immigrants, 338 000 nent d'Autriche-Hongrie, d'Italie, 239 000 de Russie.
1920. — 165 370 000 habitants. Législation draconienne ré flot des immigrants. Elle lui au même de 1914.
1923. — 165 370 000 habitants. La persité jusqu'au ans.
A partir de 1920, pour plus la population réside des villes.
1973. — 213 357 500 habitants. Tendances récentes montrt diminution des mariages et l'augmentation des divorces. Au qu'en 1974, on a au lien des divorces (plus de lin), une diminution de lité. 398 000 habitants ann légalement au États-Unis.

1973.
 nité
 m-
 a-
 de
 une
 let
 les
 50 %
 éné,
 adu
 le la
 Une
 55 000
 vien-
 sur
 gra-

l'Amérique latine, le développement d'un nationalisme socialiste associé à une idéologie démocratique sûre d'elle-même, énoncé que ni ce nationalisme ni cette idéologie démocratique n'ont été avant 1920, l'objet de projets de conscience particulièrement aigus. Les conflits sociaux persisteront, mais la menace qu'ils constituaient pour l'ordre social sera conjurée par la création d'un nouveau cadre politique et idéologique capable de les enlever et de les rendre inoffensifs. Ils prendront un caractère local et pourront être contenus, voire éliminés.

L'indépendance et la révolution

Les Américains se sont livrés à la révolution ? Assurément ! pour la leur, pour l'autre en même temps. Les motivations libératrices paraissent les plus évidentes, d'autant qu'il s'agit du plus patent des types d'indépendance fut leur émancipation de la tutelle britannique et leur pas un bouleversement social fondamental, la lutte eut des conséquences révolutionnaires. Mais celles-ci furent dissimulées par deux facteurs qui atténuèrent l'image de la révo-

Il s'agit en premier lieu de la classe, dans la mesure où les « fondateurs » de l'Etat sont issus de la classe et de la culture de la bourgeoisie. La subordination nationale en détermine la formation et le développement. La bourgeoisie n'avait, dans la situation par des contradictions sociales, aucun changement de conscience. Mais la bourgeoisie ne considère le peuple comme un problème, elle le perçoit comme un obstacle avec l'avenir. Elle a des problèmes antérieurs à la révolution, elle est en pleine expansion économique et diversification industrielle, elle ne se compte pas en millions, mais en dizaines de millions. Au cours des ans de révolution, la bourgeoisie politique et économique a été presque assommée par la peine de la révolution. Elle a subi la politique qui l'a assommée, elle a subi les troubles de la révolution, elle a subi les chocs et les crises dans la société.

L'Europe l'ancien monde
lure se changeant
ne de la révolution
même de la guerre
sur sa stabilité
fin du siècle, se
en plusieurs États
ed-ets même
guerre civile commu-
porales l'avaient
révolutionnaire
commence.

[illegible]

de ces transformations
naturellement marquées
diversité des Amé-
rique montante et les
séries de réactions
toute grande. Les
gens, qui draine la
ville de la popula-
tion, ont émis
sont identifiés
et naïve. C'est
conscience la seule
des Professeurs



SOIERIES
63 Chancery Lane, London WC2A 3PL
Tel: 01-479 3000

Products as follows:

- 1. **SOIERIES** - a range of products for the home and office.
- 2. **SOIERIES** - a range of products for the home and office.
- 3. **SOIERIES** - a range of products for the home and office.
- 4. **SOIERIES** - a range of products for the home and office.
- 5. **SOIERIES** - a range of products for the home and office.
- 6. **SOIERIES** - a range of products for the home and office.
- 7. **SOIERIES** - a range of products for the home and office.
- 8. **SOIERIES** - a range of products for the home and office.
- 9. **SOIERIES** - a range of products for the home and office.
- 10. **SOIERIES** - a range of products for the home and office.

Write for more information

Arrival of the first	1970
Peak: 1750 people	1971
Region of the first	1972
signed: 1973, 1974	1973
1975-1976	1975
1977-1978	1977
1979-1980	1979
1981-1982	1981
1983-1984	1983
1985-1986	1985
1987-1988	1987
1989-1990	1989
1991-1992	1991
1993-1994	1993
1995-1996	1995
1997-1998	1997
1999-2000	1999
2001-2002	2001
2003-2004	2003
2005-2006	2005
2007-2008	2007
2009-2010	2009
2011-2012	2011
2013-2014	2013
2015-2016	2015
2017-2018	2017
2019-2020	2019
2021-2022	2021
2023-2024	2023
2025-2026	2025
2027-2028	2027
2029-2030	2029
2031-2032	2031
2033-2034	2033
2035-2036	2035
2037-2038	2037
2039-2040	2039
2041-2042	2041
2043-2044	2043
2045-2046	2045
2047-2048	2047
2049-2050	2049
2051-2052	2051
2053-2054	2053
2055-2056	2055
2057-2058	2057
2059-2060	2059
2061-2062	2061
2063-2064	2063
2065-2066	2065
2067-2068	2067
2069-2070	2069
2071-2072	2071
2073-2074	2073
2075-2076	2075
2077-2078	2077
2079-2080	2079
2081-2082	2081
2083-2084	2083
2085-2086	2085
2087-2088	2087
2089-2090	2089
2091-2092	2091
2093-2094	2093
2095-2096	2095
2097-2098	2097
2099-2100	2099

1. *What is the purpose of the study?*
 2. *What are the research objectives?*
 3. *What is the research methodology?*
 4. *What are the results of the study?*
 5. *What are the conclusions of the study?*
 6. *What are the limitations of the study?*
 7. *What are the implications of the study?*
 8. *What are the future research directions?*
 9. *What are the references of the study?*
 10. *What are the acknowledgments of the study?*
 11. *What are the appendices of the study?*
 12. *What are the footnotes of the study?*
 13. *What are the tables of the study?*
 14. *What are the figures of the study?*
 15. *What are the equations of the study?*
 16. *What are the formulas of the study?*
 17. *What are the definitions of the study?*
 18. *What are the abbreviations of the study?*
 19. *What are the symbols of the study?*
 20. *What are the units of the study?*
 21. *What are the variables of the study?*
 22. *What are the parameters of the study?*
 23. *What are the statistics of the study?*
 24. *What are the tests of the study?*
 25. *What are the models of the study?*
 26. *What are the theories of the study?*
 27. *What are the concepts of the study?*
 28. *What are the phenomena of the study?*
 29. *What are the events of the study?*
 30. *What are the processes of the study?*
 31. *What are the mechanisms of the study?*
 32. *What are the systems of the study?*
 33. *What are the structures of the study?*
 34. *What are the functions of the study?*
 35. *What are the roles of the study?*
 36. *What are the responsibilities of the study?*
 37. *What are the powers of the study?*
 38. *What are the authorities of the study?*
 39. *What are the jurisdictions of the study?*
 40. *What are the domains of the study?*
 41. *What are the fields of the study?*
 42. *What are the disciplines of the study?*
 43. *What are the branches of the study?*
 44. *What are the specialties of the study?*
 45. *What are the professions of the study?*
 46. *What are the occupations of the study?*
 47. *What are the careers of the study?*
 48. *What are the vocations of the study?*
 49. *What are the callings of the study?*
 50. *What are the missions of the study?*
 51. *What are the visions of the study?*
 52. *What are the dreams of the study?*
 53. *What are the aspirations of the study?*
 54. *What are the ambitions of the study?*
 55. *What are the goals of the study?*
 56. *What are the objectives of the study?*
 57. *What are the purposes of the study?*
 58. *What are the aims of the study?*
 59. *What are the intents of the study?*
 60. *What are the desires of the study?*
 61. *What are the wishes of the study?*
 62. *What are the hopes of the study?*
 63. *What are the expectations of the study?*
 64. *What are the forecasts of the study?*
 65. *What are the predictions of the study?*
 66. *What are the projections of the study?*
 67. *What are the outlooks of the study?*
 68. *What are the perspectives of the study?*
 69. *What are the views of the study?*
 70. *What are the opinions of the study?*
 71. *What are the beliefs of the study?*
 72. *What are the faiths of the study?*
 73. *What are the convictions of the study?*
 74. *What are the ideologies of the study?*
 75. *What are the philosophies of the study?*
 76. *What are the worldviews of the study?*
 77. *What are the cosmologies of the study?*
 78. *What are the ontologies of the study?*
 79. *What are the epistemologies of the study?*
 80. *What are the methodologies of the study?*
 81. *What are the paradigms of the study?*
 82. *What are the frameworks of the study?*
 83. *What are the models of the study?*
 84. *What are the theories of the study?*
 85. *What are the concepts of the study?*
 86. *What are the phenomena of the study?*
 87. *What are the events of the study?*
 88. *What are the processes of the study?*
 89. *What are the mechanisms of the study?*
 90. *What are the systems of the study?*
 91. *What are the structures of the study?*
 92. *What are the functions of the study?*
 93. *What are the roles of the study?*
 94. *What are the responsibilities of the study?*
 95. *What are the powers of the study?*
 96. *What are the authorities of the study?*
 97. *What are the jurisdictions of the study?*
 98. *What are the domains of the study?*
 99. *What are the fields of the study?*
 100. *What are the disciplines of the study?*
 101. *What are the branches of the study?*
 102. *What are the specialties of the study?*
 103. *What are the professions of the study?*
 104. *What are the occupations of the study?*
 105. *What are the careers of the study?*
 106. *What are the vocations of the study?*
 107. *What are the callings of the study?*
 108. *What are the missions of the study?*
 109. *What are the visions of the study?*
 110. *What are the dreams of the study?*
 111. *What are the aspirations of the study?*
 112. *What are the ambitions of the study?*
 113. *What are the goals of the study?*
 114. *What are the objectives of the study?*
 115. *What are the purposes of the study?*
 116. *What are the aims of the study?*
 117. *What are the intents of the study?*
 118. *What are the desires of the study?*
 119. *What are the wishes of the study?*
 120. *What are the hopes of the study?*
 121. *What are the expectations of the study?*
 122. *What are the forecasts of the study?*
 123. *What are the predictions of the study?*
 124. *What are the projections of the study?*
 125. *What are the outlooks of the study?*
 126. *What are the perspectives of the study?*
 127. *What are the views of the study?*
 128. *What are the opinions of the study?*
 129. *What are the beliefs of the study?*
 130. *What are the faiths of the study?*
 131. *What are the convictions of the study?*
 132. *What are the ideologies of the study?*
 133. *What are the philosophies of the study?*
 134. *What are the worldviews of the study?*
 135. *What are the cosmologies of the study?*
 136. *What are the ontologies of the study?*
 137. *What are the epistemologies of the study?*
 138. *What are the methodologies of the study?*
 139. *What are the paradigms of the study?*
 140. *What are the frameworks of the study?*
 141. *What are the models of the study?*
 142. *What are the theories of the study?*
 143. *What are the concepts of the study?*
 144. *What are the phenomena of the study?*
 145. *What are the events of the study?*
 146. *What are the processes of the study?*
 147. *What are the mechanisms of the study?*
 148. *What are the systems of the study?*
 149. *What are the structures of the study?*
 150. *What are the functions of the study?*
 151. *What are the roles of the study?*
 152. *What are the responsibilities of the study?*
 153. *What are the powers of the study?*
 154. *What are the authorities of the study?*
 155. *What are the jurisdictions of the study?*
 156. *What are the domains of the study?*
 157. *What are the fields of the study?*
 158. *What are the disciplines of the study?*
 159. *What are the branches of the study?*
 160. *What are the specialties of the study?*
 161. *What are the professions of the study?*
 162. *What are the occupations of the study?*
 163. *What are the careers of the study?*
 164. *What are the vocations of the study?*
 165. *What are the callings of the study?*
 166. *What are the missions of the study?*
 167. *What are the visions of the study?*
 168. *What are the dreams of the study?*
 169. *What are the aspirations of the study?*
 170. *What are the ambitions of the study?*
 171. *What are the goals of the study?*
 172. *What are the objectives of the study?*
 173. *What are the purposes of the study?*
 174. *What are the aims of the study?*
 175. *What are the intents of the study?*
 176. *What are the desires of the study?*
 177. *What are the wishes of the study?*
 178. *What are the hopes of the study?*
 179. *What are the expectations of the study?*
 180. *What are the forecasts of the study?*
 181. *What are the predictions of the study?*
 182. *What are the projections of the study?*
 183. *What are the outlooks of the study?*
 184. *What are the perspectives of the study?*
 185. *What are the views of the study?*
 186. *What are the opinions of the study?*
 187. *What are the beliefs of the study?*
 188. *What are the faiths of the study?*
 189. *What are the convictions of the study?*
 190. *What are the ideologies of the study*

De la résistance à la révolution

par JACK P. GREENE (*)

A l'aube de la révolution américaine, Michel-Guillaume-Jean de Crèvecoeur composa un long essai sur les caractères distinctifs de l'Amérique du Nord britannique. Né à Caen, il avait suivi l'armée française au Canada dans les années 1750 et s'était installé dans la colonie de New-York après la chute de Québec, en 1760. Son livre, publié d'abord à Londres en 1783 sous le titre *Letters of an American farmer*, republié en 1784 à Paris sous celui de *Lettres d'un cultivateur américain*, a été généralement salué, et à juste titre, par les historiens contemporains comme un témoignage pénétrant sur le milieu de l'expatriation volontaire de son auteur.

Selon Crèvecoeur, les « lignes de force », les aspects essentiels du caractère américain étaient l'énergie, le travail, la recherche de l'intérêt égoïste et de la promotion individuelle, un sens farouche de l'indépendance personnelle, un souci pointilleux de la protection des droits de la personne privée et de ses biens, la méfiance à l'égard de toute autorité et l'indifférence aux religions constituées. La liste de Crèvecoeur laisse à penser qu'il existait dans l'Amérique du Nord du dix-huitième siècle tous les signes de ce que les sociologues appellent une mentalité moderne, affranchie, dans une large mesure, des contraintes traditionnelles. Il faut tenter de comprendre cette mentalité « américaine » en formation et les conditions qui l'ont rendue possible si l'on veut saisir les origines et les particularités du mouvement de résistance qui aboutit en 1776 à la révolution américaine.

Trois facteurs ont contribué à la genèse de cette mentalité : d'abord, le caractère de l'impulsion coloniale britannique, ensuite, les conditions de vie en Amérique du Nord britannique pendant les premiers cent cinquante ans ; enfin, la nature de l'administration coloniale britannique.

Dès le début l'impulsion coloniale anglaise, essentiellement matérielle dans ses premières

années, avait eu un tour nettement individualiste. A l'exception de la Nouvelle-Angleterre puritaine, colonisée par des hommes qui espéraient fonder une Nouvelle Jérusalem, toutes les colonies américaines, aux Caraïbes comme sur le continent, avaient pour objectif initial l'enrichissement des individus qui les avaient patronnées ou qui s'y étaient établis. Les fertiles îles à sucre de la Barbade, des îles sous-le-Vent et de la Jamaïque, les colonies productrices de riz et de tabac des Carolines et de la Chesapeake, les provinces plantureuses des vallées du Delaware et de l'Hudson : dans toutes les colonies, l'énergie et le capital nécessaires avaient été fournis par des individus désireux d'améliorer leur sort et celui de leur famille. Même dans l'environnement relativement avarié de la Nouvelle-Angleterre, ces motivations coexistaient avec les ambitions religieuses des dirigeants puritains. Ces hommes provenaient, en général, des couches sociales anglaises déjà engagées dans l'économie de marché naissante, passée au seizième et au début du dix-septième siècle de l'Italie à l'Europe du Nord. Ils étaient déjà, sans doute, moins traditionnels, plus entreprenants, plus prêts à assumer des risques qui promettaient profits et aisance.

Les grands espaces

En outre, cette dominante de l'impulsion colonisatrice anglaise rencontra un milieu naturel et engendra un type de rapports sociaux qui constituaient de puissants stimulants. Les espaces, apparemment sans limites, du continent invitaient aux initiatives et à l'action individuelle. Il n'existait pas encore de grandes concentrations de population, et aucune tribu n'avait assez d'influence sur les autres pour organiser la résistance des Indiens. Chaque homme un peu capable et suffisamment robuste pouvait espérer sa part de cette riche terre acquise si facilement.

L'extraordinaire abondance de débouchés et d'emplois possibles contribuait pour une large part à

la très grande croissance économique et démographique des colonies britanniques continentales durant le dix-huitième siècle. La croissance démographique battait alors tous les records mondiaux enregistrés jusque-là : entre 1700 et 1770, la population des colonies passa de deux cent mille habitants à plus de deux millions — un taux de croissance de 30 % à 40 % par décennie ! Les immigrants affluaient non seulement de toutes les contrées de Grande-Bretagne et d'Irlande, mais aussi d'Allemagne, de France (les huguenots) et de la péninsule ibérique. En 1770, un cinquième de la population était composée d'esclaves africains, importés pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à la hausse des profits de leurs acquéreurs blancs.

L'optimisme dont la mentalité du secteur blanc et libre de la population était imprégnée ne peut recevoir meilleure illustration que ce simple fait : les trois

quarts de la croissance démographique totale de la population durant le dix-huitième siècle sont imputables non à l'immigration mais à la fertilité des ménages ! Le sentiment puissant d'avoir, ouvertes devant soi, tant de possibilités de s'employer pénétra même le milieu plus étroit de la Nouvelle-Angleterre, où — du moins dans les zones urbanisées et commerçantes de plus en plus intégrées, dès le début du siècle, aux courants d'échanges atlantiques — le vieil idéal communautaire des puritains recula devant la mentalité d'individualisme entrepreneur qui avait toujours été le trait dominant des autres colonies.

Le troisième facteur qui donna naissance à cette mentalité « moderne » en Amérique fut le caractère extraordinairement souple et conciliant de l'administration métropolitaine. Pour l'Angleterre, les colonies possédaient un intérêt économique primordial et, en second lieu,

une valeur stratégique. De temps à autre, on essayait bien de resserrer les contrôles économiques et politiques. Mais, en dépit de quelques succès notables dans le domaine économique, les Anglais laissèrent à leurs colons beaucoup plus de latitude économique et infinalement plus de *self-government* que les autres puissances coloniales au début de l'époque moderne.

Une longue consanguinité

Pourtant, l'humeur indépendante et la longue expérience d'une gestion autonome à tous les niveaux de l'Amérique anglaise coexistaient, dans un certain climat de tension, avec des modèles de comportement social plus traditionnels. Les habitants des colonies étaient venus en Amérique non seulement pour jouir d'une existence meilleure, mais encore pour reproduire aussi fidèlement que possible la société qu'ils avaient laissée derrière eux. A chaque étape de l'expansion coloniale, il devenait progressivement apparent qu'ils n'y parvenaient pas. La conscience de cet échec était cause de profondes incertitudes psychologiques et sociales, et finit par provoquer une crise d'identité collective qui imposa le recours incessant aux seules valeurs sûres et stables : celles de la métropole.

En outre, cette dépendance était renforcée par l'affection des colonies pour la mère-patrie, affection qui prenait sa source dans une longue consanguinité, dans la culture, les traditions et la langue ; dans la convergence des intérêts économiques ; dans un besoin de protection navale et militaire ; et surtout dans la fierté d'être britannique, d'appartenir à une nation qui accordait à ses citoyens — et cela, Britanniques et Européens le reconnaissent — plus de latitude qu'aucune autre nation au monde. Le désir d'autonomie et d'indépendance si caractéristique des Anglo-Américains était donc, dans une certaine mesure, contrebalancé mais aussi contrarié par une profonde sujétion à la civilisation mère. C'étaient ces liens immatériels et affectifs qui donnaient sa cohésion au premier empire anglais, à l'inverse d'empires plus récents. Néanmoins, il est clair qu'ils reposaient sur l'espérance que la civilisation mère se montrerait tendre et tutélaire envers sa progéniture coloniale. On peut résumer brièvement ce qu'on en était venu à entendre par là : le gouvernement métropolitain ne devait pas essayer d'enlamer la confiance des colons dans leurs capacités à se gouverner largement tout seuls et à prendre en

charge les affaires qui les concernaient immédiatement. Ensuite, il ne devait pas empêcher les colonies de se livrer aux activités qui leur semblaient aller dans le sens de leur intérêt bien compris. De même en attendait-on qu'il respectât le caractère sacré des institutions locales assurant la sauvegarde de la propriété acquise grâce à ces activités. Enfin, Londres devait manifester, dans ses rapports avec les colonies, sa fidélité aux principes fondamentaux de la culture politique anglo-américaine, que tous les Britanniques, où qu'ils fussent, regardaient comme essentiels à la préservation de la liberté et de la propriété.

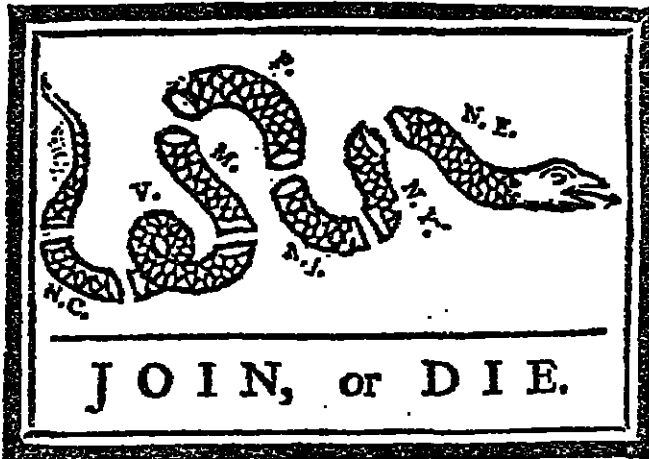
Quand les leaders politiques britanniques, de plus en plus conscients de l'importance stratégique et économique croissante des colonies, se mirent à craindre que l'exercice du *self-government* ne les induise au séparatisme, ils tentèrent en 1763, après la guerre de Sept Ans, de reprendre en main les colonies. Du point de vue américain, ils remettaient ainsi en question chacune des quatre conditions déjà énoncées auxquelles leur allégeance était suspendue et les poussaient sur la voie de la résistance.

Entre 1765 et 1775, durant une décennie de conflit politique, la résistance américaine à cet effort de ressaisissement de la métropole fit monter les enchères des deux côtés.

Enfin, en 1775, les *leaders* britanniques cherchèrent à faire céder les colonies par la force : les colonies continentales les plus anciennes, libérées du joug de la défense métropolitaine par l'expulsion des Espagnols et des Français de l'Amérique du Nord à la suite de la guerre de sept ans, retirèrent leur affection à la Grande-Bretagne et choisirent l'indépendance.

Les Caraïbes ne suivirent pas, ne rompirent pas les liens qui les unissaient à la mère-patrie : elles avaient encore besoin de la protection militaire britannique contre les colonies voisines appartenant aux deux puissances européennes rivales. De plus, certaines d'entre elles comptaient 90 % d'esclaves noirs d'une docilité douteuse. Pour la plupart des Anglo-Américains du continent, l'emploi de la force par la Grande-Bretagne rompit le charme — magique ou vicieux — d'une dépendance circulaire. Selon le mot de Thomas Paine, c'est cette guerre qu'ils n'avaient pas voulue qui apprit aux Américains à se « respecter eux-mêmes ». Un peuple nouveau épousait, à travers l'indépendance, sa vocation, longtemps latente, à décider de son destin.

(*) Professeur à l'université John-Hopkins, Baltimore.



C'est dans la « Pennsylvania Gazette » du 9 mai 1754 que Benjamin Franklin fit publier — et dessina peut-être — ce qui est considéré comme le premier « cartoon » de la presse américaine. Vingt ans avant la guerre d'indépendance, Franklin sommait les colonies de la Nouvelle-Angleterre et celles de New-York, New-Jersey, Pennsylvanie, Maryland, Virginie et les deux Carolines, de « s'unir ou périr ».

CREDIT LYONNAIS

UN RESEAU MONDIAL

- 2500 agences en France et à l'étranger,
- filiales, banques associées, représentations et correspondants dans le monde entier.

CREDIT LYONNAIS

Affaires Internationales
19 Bd des Italiens, 75002 Paris. Tél. 295.70.00. Télex : 630200

Aux Etats-Unis :

Agences de

- NEW-YORK, 95 Wall Street - N.Y. 10005 - Tél. (212) 344.0500
- LOS ANGELES, 555 South Flower Street - Calif. 90071 - Tél. (213) 628.8200
- CHICAGO, 55 East Monroe Street - Ill. 60603 - Tél. (312) 641.0500

Représentation Générale

- NEW-YORK, 55 Broad Street - N.Y. 10005 - Tél. (212) 344.0289

HOUSTON
(The Bayou City)

1685 : La Salle, le premier, explore ce territoire
1817 : Laffitte est le premier à s'y établir
1970 : Air France y effectue le premier vol sans escale

En 1976, nous vous invitons à redécouvrir HOUSTON à l'occasion de notre Bicentenaire.

Ecrivez-nous. Nous vous enverrons notre brochure gratuite sur HOUSTON.

Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____

Houston Visitors Council
1006 Main Street - L.M. 6
HOUSTON, Texas 77002

The difference between U.S. International giant

La différence la Chemical B. internationales. ce ne sont pas l

banque des capitaux Dans to

حکومت اسلامی

Péripéties franco-américaines

par RENÉ RÉMOND

A quelques mois près — la signature du traité d'amitié, d'alliance et de commerce entre les Insurgents et la France étant du 6 février 1778, — le bicentenaire de la naissance de la nation américaine pourrait commémorer aussi l'origine des relations entre les deux peuples. En se rangeant aux côtés des colons luttant pour leur indépendance, la France était la première puissance à reconnaître la justice de leur cause et à lui conférer une légitimité extérieure. La réthorique conventionnelle sur l'amitié des deux peuples fait oublier ce que pareille alliance avait d'étrange : elle n'était pas inscrite dans la géographie, les traditions diplomatiques ne la préfiguraient point. Pour l'empire français d'Amérique, les colons avaient été des adversaires plus opiniâtres que l'Angleterre et les soldats du roi n'avaient pas gardé bon souvenir des milices, en particulier d'un de leurs officiers qui avait nom Washington.

Dans le conflit entre Londres et les Américains, n'aurait-il pas été plus habile de marchander la neutralité française contre la restitution de nos colonies perdues en 1763 ? S'engager aux côtés des Insurgents, c'était renoncer une seconde fois au Canada. Sou-

tenir des sujets, révoltés contre leur souverain, c'était aussi rompre la solidarité des monarches.

Plusieurs facteurs ont conspiré en faveur de ce renversement des alliances : le désir de faire appel de la défaite de 1763 ; la compétition maritime entre France et Angleterre ; mais aussi des motifs désintéressés : le mouvement des idées qui suscite la sympathie pour qui veut vivre libre, un élan de cœur vers ces cultivateurs, un fait d'opinion qu'il illustre l'engagement volontaire de La Fayette, dont le nom symbolise justement la naissance de l'amitié américaine.

Un état de quasi-guerre

Ses semences ne fructifièrent pas aussitôt. La fraternité d'armes n'attendit même pas la fin des hostilités pour se distendre : les Américains engagèrent avec Londres des pourparlers à l'insu de leur allié.

La Révolution française, qui, à tant d'égards, procéda des événements d'Amérique, par les dépenses de guerre qui précipitèrent la crise financière de la monarchie, par l'exemple dont s'inspirèrent les révolutionnaires, ne créa

aucune solidarité entre les deux mouvements : loin de rapprocher les deux peuples, elle les opposa. Leurs relations s'altérèrent au point d'aboutir à un état de quasi-guerre.

Depuis ces débuts contrastés l'histoire des relations entre les gouvernements n'a guère cessé d'être accidentée, encombrée de différends et de malentendus, coupée de brusques orages. Rien qui soit en définitive moins conforme à l'image convenue de l'amitié inaltérable entre les deux peuples. Si ce n'est qu'ils ne se sont jamais fait la guerre. La chose vaut d'être relevée : si elle n'a rien d'original pour les États-Unis, qui se sont rarement engagés avant le vingtième siècle dans des conflits avec de grandes puissances, elle est assez exceptionnelle pour la France.

A vrai dire il s'en est parfois fallu de peu. Ainsi en 1832-1834, épisode bien oublié aujourd'hui, nous avons été à deux doigts de nous battre à propos du règlement des indemnités pour les confiscations de bâtiments américains en application des décrets du Blocus continental. Un siècle

plus tard, année pour année, la Chambre des députés renversera un gouvernement attaché au paiement des dettes contractées pour la première guerre. Dans l'intervalle la liste serait longue des sujets de litige qui alimentent le contentieux et des dissensions qui troubleront l'entente entre les gouvernements : pendant la guerre de Sécession, puis à propos de l'intervention de la France au Mexique ; après le refus du Sénat américain de ratifier le traité de Versailles, qui privait soudain la France de la garantie contre laquelle elle avait sacrifié des gages plus solides. En le second après-guerre fournirait un complément appréciable à cet inventaire des difficultés et des crises.

Deux éléments d'ordre affectif ont successivement contribué aux malentendus. Le premier est, par un apparent paradoxe, la part prise par la France à la naissance de la liberté américaine : la France s'est cru, de ce fait, des droits sur les États-Unis ; d'où son étonnement blessé à se voir traitée comme une puissance étrangère ou à constater que l'Amérique place ses relations sur le terrain des intérêts.

deux guerres mondiales qui accablèrent dans les masses l'idée d'une unité naturelle et historique. Dans l'arrivée, en 1917, des soldats de Pershing la France verra la reconnaissance de l'aide initiale « La Fayette, nous voici ! ». Entre 1941 et 1944 elle attendra des États-Unis la propre libération. Dans l'un et l'autre cas un élan de sympathie, d'enthousiasme, de gratitude, soulèvera le pays tout entier. Il ne durera qu'un temps : guerre au-delà de 1920 la première fois, plus longtemps après 1943 du fait du plan Marshall et du pacte atlantique. Mais sur deux siècles le compte des années de solidarité affective et d'entente cordiale est mince.

L'Amérique n'a pas cessé d'intéresser l'opinion française et de susciter la curiosité ou les passions. Deux courants la sollicitent, l'un qui la porte à admirer et à vouloir imiter, l'autre qui tend à l'éloigner en soulignant les différences ou les ombres. Selon les moments l'un ou l'autre l'emporte. La distance affective entre deux peuples n'est pas une donnée constante : les nations dérivent les unes par rapport aux autres.

En France, l'association avec les thèmes de progrès fait que la sympathie pour les États-Unis est plus répandue à gauche qu'à droite. Par un effet mécanique la partie conservatrice de l'opinion est plus réservée : elle ne pense pas que la France ait de leçons à prendre auprès de cette nation encore adolescente. Avec le temps la critique se développe. Le progrès de l'information y concourt : l'éloignement entretenait les mirages, le resserrement des relations dissipe les illusions. Les Français découvrent que les Américains sont passablement différents de ce qu'on les imaginait : à la fois plus semblables à nous par certains défauts, et irréductiblement originaux par des traits de caractère qui tiennent toute envie de les imiter. Ainsi croyait-on avoir affaire à un peuple de cultivateurs vertueux : on s'avise qu'ils ont aussi une activité mercantile avec les défauts des peuples marchands : appétit au gain, recherche du profit.

Dépit de ne pouvoir réussir aussi bien ou trait de culture nationale ? Les Français n'ont jamais eu de sympathie pour les nations commerçantes. Quand on découvre, assez tard, que les États-Unis sont aussi une grande puissance industrielle, ce sera pire. Cette économie tout ordonnée à une croissance indéfinie, fondée sur le crédit, caractérisée par la production en grande série, est suspecte à une nation paysanne qui reste attachée à un idéal

de prudence et de modération. Elle verra dans les débuts de la grande dépression la confirmation de ses préjugés et la condamnation de telles pratiques.

L'Amérique, terre de l'égalité, paradis des malchanceux ? L'opinion française découvre peu à peu l'esclavage, la question noire, le racisme, l'écrasement des minorités, le pouvoir de l'argent, sans penser à faire retour sur ses propres inégalités. À prendre ainsi la mesure de toutes les situations qui s'inscrivent en faux contre les déclarations de principes, les familles de pensée qui saluaient dans l'expérience américaine une grande espérance pour le monde déchantent et tournent leur regard en d'autres directions. Ainsi s'explique que la référence américaine soit grossièrement passée de gauche à droite.

Mode

ou conversion ?

Si telle est bien la courbe générale, l'évolution comporte néanmoins des renversements inattendus : le « New Deal » de Roosevelt, la « Nouvelle Frontière » de Kennedy, reconcilient une partie de la gauche avec l'Amérique. De toute façon, rien ne disparaissant définitivement de l'héritage culturel d'un peuple, subsiste dans le tréfonds le souvenir de notre plus ancienne et constante amitié. Qui sait si les vingt dernières années n'ont pas considérablement modifié les attitudes profondes ? Par exemple, notre jugement sur l'économie : à ses valeurs traditionnelles de stabilité et d'équilibre, elle substitue une échelle dont les maîtres-mots sont croissance, expansion.

Certes, l'empressement avec lequel une partie de l'opinion, et qui n'est pas la moins avancée, fait écho aux critiques de la société de consommation, embrasse la thèse de la croissance zéro, remet en question la validité des fins, conduit à s'interroger : adaptation circonstancielle ou conversion profonde ? Mais aux États-Unis eux-mêmes l'économie et la société ont été rudement contestées : la France ne reproduit-elle pas la démarche des États-Unis jusque dans leur critique d'eux-mêmes ? Les types imaginés par l'Amérique se sont incorporés à notre patrimoine culturel. Est-ce l'annonce de la fusion de notre personnalité nationale dans une commune civilisation atlantique dominée par les États-Unis ? Ou le rapprochement aura-t-il pour effet d'accuser l'originalité de notre identité culturelle ? Telle est l'interrogation capitale posée au seuil du troisième siècle des relations entre nos deux peuples.

Brères idylles

Cependant, sur la trame d'une incompréhension déchirée de loin en loin par quelque crise, se détachent des épisodes colorés et d'une grande intensité affective qui ravivent le thème de l'amitié des deux peuples. Ils sont généralement liés aux révolutions ou aux guerres. À plusieurs reprises les changements de régime de ce côté de l'Atlantique donnent à croire que les deux pays vont se retrouver solidaires. En 1830 : la révolution de Juillet ne ramène-t-elle pas au pouvoir des amis des États-Unis, le roi lui-même, qui y a séjourné, La Fayette, symbole de l'amitié ?

La quasi-coïncidence entre la mort de La Fayette (1834) et la parution du premier tome de la *Démocratie* (1835) est symbolique. Avec la révolution de 1848 il semble que la France rattrape son retard sur le modèle américain : avec l'adoption du suffrage universel ne rejoint-elle pas les États-Unis ? La présence de Tocqueville aux affaires étrangères ne présage-t-elle pas le rétablissement de l'harmonie entre les deux peuples ? L'idylle sera plus brève encore qu'après 1830. Mais c'est surtout l'intervention des États-Unis dans les

UNE FONDERIE DE TAILLE INTERNATIONALE

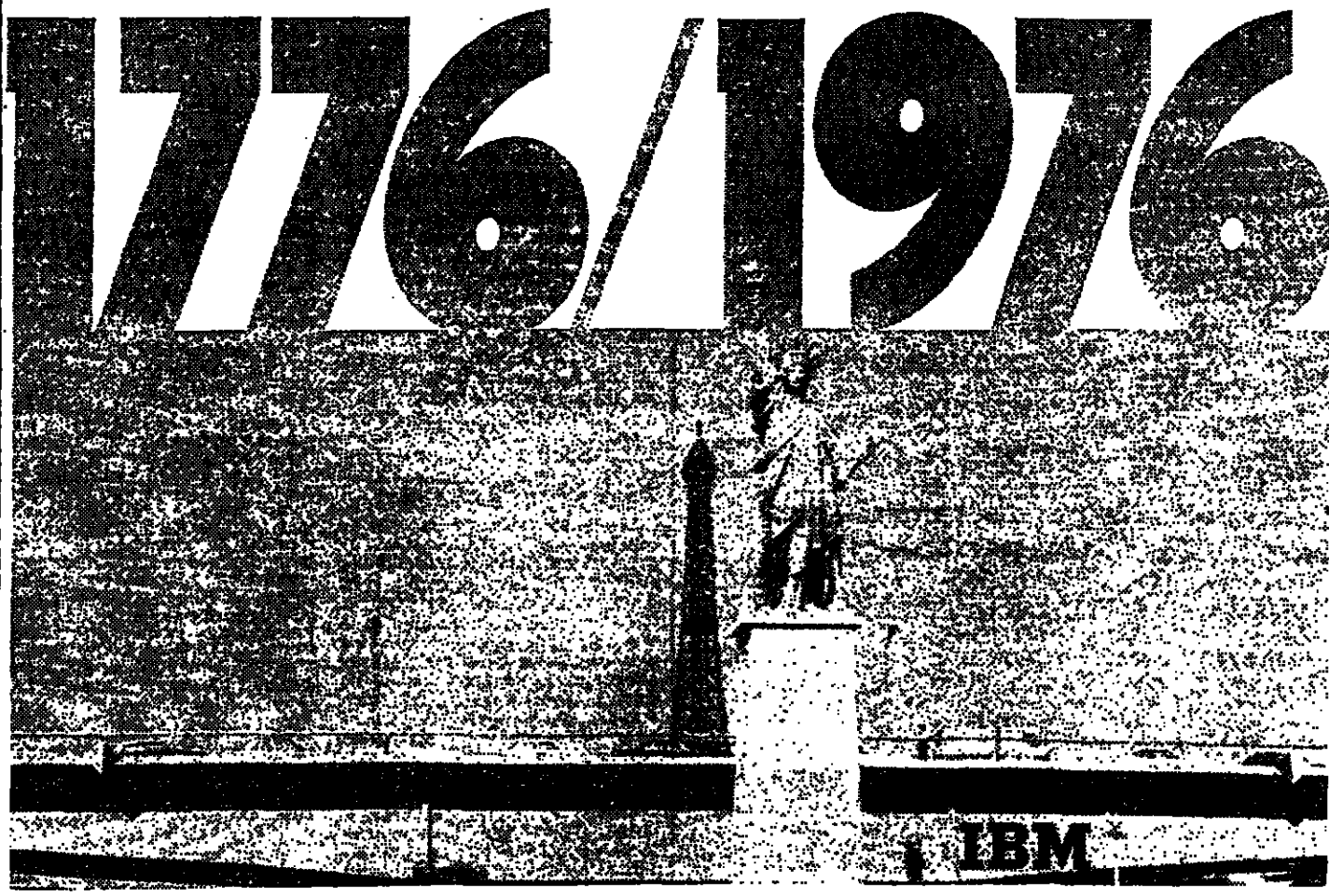
En Europe comme aux USA, les plus grandes industries font confiance à la Bretonne de Fonderie pour la qualité de sa production (spécialité de fonte à graphite sphéroïdal contrôlée de fabrication à 100 %).

BRETONNE DE FONDERIE

Zone Industrielle de Kerpoint
56600 Caudan-Lanester (France)
Tél. (01) 76-13-34
Télex Brefond-Cauda 550032
B.P. 103 - 56103 LORIENT

Dana
Chrysler
Ford
Rockwell International
International Harvester
Renault Malbranque
Peugeot SOMA
ISNR SEP
Saviem Berliet
Rockwell International
DAF
Magirus-Deutz, Z.F.
Clark

Bicentenaire de la fondation des États-Unis et de l'amitié franco-américaine.



Pour passionner son auditoire mieux vaut ne pas lui tourner le dos.

Quand vous faites un exposé, vous passez malheureusement plus de temps face à votre tableau noir que face à vos élèves. Il existe aujourd'hui une autre solution : le rétroprojecteur 3M. Cet astucieux appareil projette des transparents derrière vous, tandis que vous vous adressez, de face, à votre auditoire. Sur ces transparents, préparés à l'avance, vous pouvez illustrer votre argumentation de mille façons : dessins, schémas en couleur, écriture manuscrite ou dactylographiée, etc. Au fur et à mesure que vous parlez, vous soulignez un mot, vous entourez un chiffre... sans quitter vos interlocuteurs des yeux. Avec le rétroprojecteur 3M, vous gardez votre auditoire sous le charme, et votre exposé gagne en rapidité et en efficacité.



Rétroprojecteur 3M : aujourd'hui, la persuasion est une technique.

Division Information et Communications graphiques
Département Audio-Visuel 3, rue des Chênes Tourpures
93001 Cergy - Tél. 030.31.55

notre g
de la comp
nous a
traverser l

FECHINEY UGINE
des Français et leur
à travers le m

5027 م.الاحمد

LE POUVOIR DES MOTS

(Suite de la page 13.)

Bien sûr, avec le temps, les États-Unis sont devenus une nation héritière, comme les autres. Mais ils n'oublient pas qu'ils ont été aussi, et à un degré que nulle autre n'a atteint, sauf, toutes proportions gardées, Israël, une nation choisie. Choisie pour son mode de vie et sa conception de la société, portée par conséquent au messianisme et vouée *facto* à se mesurer quelque jour avec les autres nations messianiques. Aussi bien Tocqueville n'a-t-il pas été le seul, au siècle dernier, à annoncer la rencontre russo-américaine. Napoléon à Sainte-Hélène ne prédisait-il pas que le monde serait bientôt « républicain américain ou monarchie universelle russe » ?

Le retour des États-Unis à l'isolationnisme, entre les deux guerres, allait masquer pour un temps encore cette évidence. Mais la rupture entre l'isolationnisme et l'interventionnisme aura été moins brutale qu'un regard superficiel ne pousse à le croire. Dans le même message d'adieu où il mettait en garde ses compatriotes contre l'entêtement, Washington mentionnait déjà la possibilité de « miser en toute sécurité sur des alliances temporaires pour faire face à des circonstances extraordinaires ». Sans l'alliance française, de toute façon, les États-Unis auraient-ils accédé à l'indépendance ?

Cette alliance, on ne le sait pas assez, était « perpétuelle ». Elle dura, en fait, cinq ans : les États-Unis n'allèrent pas jusqu'à épouser le parti de la France lorsque celle-ci, en 1793, entra en guerre avec la Grande-Bretagne. En 1800, le traité d'alliance fut officiellement annulé avec l'accord de Bonaparte. En 1802, la restitution de la Louisiane à la France par l'Espagne et le débarquement des Français à Saint-Domingue amenèrent Jefferson, le successeur de Washington à la tête de l'Union, à écrire à son ministre à Paris : « Le jour où la France prendra possession de la Nouvelle-Orléans... il nous faudra nous marier avec la flotte britannique (1) ».

On trouve déjà là l'essence de la « doctrine » qui, vingt et un ans plus tard, immortalisera le nom du président Monroe. On connaît le libellé de son passage

essentiel : « Nous devons à la sincérité et aux relations amicales existant entre les États-Unis et ces puissances (européennes) de déclarer que nous considérons toute tentative de leur part pour étendre leur système à quelque partie que ce soit de cet hémisphère comme dangereuse pour notre paix et notre sécurité ».

Il s'agissait alors de protéger les républiques latino-américaines, tout juste émancipées, contre un retour offensif des Bourbons de Madrid auxquels le tsar, qui lognait lui-même sur la Californie, envisageait de prêter main-forte. Mais ce n'était pas tout. À l'air et Washington, dont la flotte était insignifiante, n'avait pas été assuré de l'appui des navires de Sa Majesté britannique, maîtres absolus des mers depuis Trafalgar. Une alliance de fait existe depuis lors entre les deux grandes nations de langue anglaise. Une seule fois, en un siècle, la Grande-Bretagne a contrecarré les volontés de l'Amérique devenue, avec le temps, sa protectrice : lors de l'expédition de Suez, en 1956. Le rappel à l'ordre ne s'est pas fait attendre. Il devait être immédiatement suivi d'effet.

Entre une Angleterre vieillissante et sa fille américaine dans tout l'éclat de sa vigueur, il s'est, en effet, produit un phénomène de transfert assez semblable à ce qui se passe bien souvent dans les familles. Un jour vient où, des parents, l'autorité, les responsabilités, passent aux enfants. Le gendarme de l'univers qui assurait la liberté des mers et faisait échec aux entreprises hégémoniques sur le continent, c'était traditionnellement la Grande-Bretagne. Au fur et à mesure que son déclin l'a empêchée d'assumer seule cette double mission, elle a transmis les relais aux États-Unis. Il en a été ainsi en 1917, en 1941 et, une troisième fois encore, en 1947, lorsque le gouvernement Attlee, incapable de protéger seul la monarchie grecque face à la guerre civile, a « passé le bébé » à Truman : de l'acceptation du président des États-Unis date la véritable point de départ de la guerre froide et du pacte atlantique.

Depuis lors, et quitte à subir bien des déboires, les Américains n'ont cessé, sous cinq présidents, de revendiquer ce titre et d'exercer ce magistère. Ils ont, dans ce but, constitué la plus formidable force militaire de

tous les temps, installé des bases sur toute la terre, participé à des guerres sanglantes en Corée et au Vietnam, joué avec les Soviétiques un nombre impressionnant de « parties au bord du gouffre », demandé à leurs alliés une fidélité sans restriction, et recouru à leurs méthodes directement inspirées de celles de leurs adversaires. Aux idéalistes d'hier ont succédé des « réalistes », dont un Richard Nixon, un Henry Kissinger, constituent, chacun à sa manière, le prototype.

Mêlés désormais étroitement aux affaires du Vieux Monde, les États-Unis y ont laissé beaucoup de leur vertu. La réaction populaire au scandale du Watergate comme le succès de la campagne électorale d'un Jimmy Carter, qui mise sur le retour aux valeurs traditionnelles, montrent, cependant, que celles-ci continuent d'avoir sur le peuple américain un attrait que la plupart des Européens, trop habitués à croire que politique et morale sont deux notions séparées, ont bien du mal à admettre et en tout cas à comprendre. Là encore, toutefois, ce serait se laisser aller à de grandes simplifications que de s'imaginer que la politique américaine est soudain passée du blanc au noir, de l'altéisme à l'esprit de domination et à tous les excès que celui-ci est susceptible d'engendrer.

L'imperialisme, qui n'est pas seulement appétit de possession mais aussi volonté de commander, n'est pas une nouveauté dans l'histoire américaine. C'est dès 1845 que John O'Sullivan lança le slogan de la « Manifest Destiny » dont il faut bien admettre qu'il n'est pas sans parenté avec celui de l'« espace vital ». « Notre destinée manifeste », écrivait-il, est de nous étendre sur ce continent que la Providence nous a alloué pour le libre développement de nos millions d'habitants qui se multiplient chaque année (1). Cinquante ans plus tard, les États-Unis, désormais bien installés de l'Atlantique au Pacifique, accomplissent grâce à la guerre avec l'Espagne, qui leur permet d'annexer Porto-Rico, les Philippines et provisoirement Cuba, ce qu'un des chantres de l'expansionnisme, l'amiral Mahan, va appeler « le plus vaste gain dans l'espace de l'extension nationale ». Les présidents Theodore Roosevelt et McKinley célébreront tour à tour en termes lyriques leur accession au rang de puissance mondiale. Truman leur fera écho lorsqu'il soir d'Hiroshima il saluera dans son pays « la nation la plus puissante de la terre, et peut-être de l'histoire ». L'orgueil d'être fort a toujours créé de bien dange-

reuses tentations. Mais celles-ci sont présentes dès le début de l'histoire des États-Unis qui, pour repousser la « frontière » de leur territoire, ne se sont pas contentés d'acheter pour une bouchée de pain la Loupiane ou l'Alaska. Ils ont massacré des nations entières d'indiens, auxquelles bien souvent pourtant ils avaient donné leur parole de les laisser vivre en paix. Ils ont fait, en vain, la guerre à l'Angleterre, de 1812 à 1815, pour essayer de lui prendre le Canada. Ils ont arraché au Mexique, par les armes et la menace, des territoires équivalant à la moitié de sa superficie actuelle. En bien des points du globe et notamment en Amérique centrale et dans les Caraïbes — la défense des intérêts américains, au sens précis des intérêts économiques, a bien souvent conduit à l'emploi de la force.

Sortie de la deuxième guerre mondiale plus forte, plus riche, que n'importe qui, les Américains n'ont pas assez vite compris que leur fantastique prospérité ne résultait pas seulement de la valeur de leurs institutions mais aussi du fait que leur impunité territoriale avait fait d'eux l'arsenal et le banquier de la coalition antihitlérienne. Ils ont cru que la défense d'un *status quo* mondial dont ils étaient les principaux bénéficiaires, puisque à eux seuls ils consomment la moitié de la production de la planète, alors qu'ils ne représentent que 5,5 % de sa population, rencontrait une adhésion unanime. Ils ont droit à notre reconnaissance pour nous avoir, avec les Anglais et les Soviétiques, débarrassés du nazisme et pour nous avoir préservés du stalinisme, quitta à s'être résignés au passage sous sa coupe de populations entières. Mais c'est trop nous demander que de nous en remettre complètement à eux du soin de décider du genre d'Europe dont nous avons besoin, de la manière dont elle doit ou non être défendue, et d'identifier en tout état de cause l'intérêt général à celui des États-Unis.

On ne met, à la dire, nulle acrimonie. Toute puissance qui assure une protection à tendance à la transformer en protectorat. Toute grande puissance est tentée par l'hégémonisme. « Tout peuple », disait Romain Rolland, « a plus ou moins son impérialisme ». Celui des plus grands n'est pas nécessairement le moins ambitieux, même s'il arrive aux mirages de l'idéalisme de le dissimuler à leurs propres yeux.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Cité par E. Lacour-Gayet dans son *Histoire des États-Unis* (Payot).

LES FILS DE LA NUIT DES TEMPS

(Suite de la page 13.)

Sept ans — chiffre emblématique — n'auront pas été trop pour forcer au départ les dissidents de l'orthodoxie montante, ces loyalistes rétifs à la réputation de la patrie-mère : ce sont peut-être, par leur mentalité, les « bourgeois » de l'époque, hommes de parole et d'habitudes, qui descendent la scène américaine sans réussir à reprendre racine pour de bon ailleurs qu'au Canada, de l'autre côté de la frontière.

L'expatriation ne crée pas seulement un vide : elle préserve le non-retour sur elle-même de l'histoire américaine, embarquée sur son courant unilatéral. Que serait déjà pour nous 1789 si nous en

étions restés à la prise de la Bastille ? L'épopée napoléonienne, la Restauration et les sursauts suivants interposés entre « fils » successifs entre cet événement inaugural et la vision que nous en avons. L'émancipation des loyalistes, volontaire ou contrainte, supprime pour longtemps la distance que suppose le recul de la contemplation historique. Passé et présent font bloc : ni intervalle ni fissure. Il en est encore ainsi dans le cadre scolaire du primaire et du secondaire : il n'y a pas deux versions de l'histoire américaine mais une seule, linéaire, à laquelle selon les pressions et les goûts du moment, on s'élève ou « réincorpore » tantôt les Noirs, tantôt les femmes, tantôt les Indiens.

Dans le supérieur, au contraire, le « dégel » de cette banquise est plus qu'amorçé. L'historiographie « coloniale » connaît un essor qui eût été imprévisible avant la dernière guerre. Elle ne traite plus la révolution comme un phénomène naturel, ou surnaturel, une sorte de seconde incarnation d'un « verbe » providentiel, mais comme processus demandant des interprétations complémentaires toujours plus fouillées. Le « domaine de l'intelligence » tocouvillien récupère, décape et revise sans cesse les actes de naissance. Aussi n'est-il pas surprenant qu'aucun « grand livre » ne soit sorti aux États-Unis à l'approche du bicentenaire, même si celui-ci fait fleurir colloques et numéros spéciaux de revues spécialisées. Des dizaines d'ouvrages importants n'ont pas attendu 1976. Des études de valeur sont en chantier, qui verront le jour à leur heure. L'histoire des historiens n'est plus celle qui est vécue et remémorée par un public toujours avide de « pageant » (défilé en

costume d'époque), de « re-enactment » (reconstitution de scènes historiques) et de « rededication », ce renouvellement du serment fédéral prêté sur l'autel invisible des grands ancêtres.

Toute cette emphase peut paraître aussi lourde et laborieuse à sa manière que l'éloquence officielle d'un Soviet suprême. N'abusons pas du parallèle entre les États-Unis et la Russie. La disparité frappe davantage. Peuple de la redite, car il s'est institué, depuis bien plus de deux siècles, dépositaire de la « parole », même académisée, le peuple américain n'a pas de pendant. L'avance qu'il a prise sur tous les autres, y compris le peuple russe, dont on a séculairement engagé le message profond, il la doit à ses mérites et à ses vertus, mais très au-delà, au fait qu'il est à jamais indissociable, seul de son espèce, de ce « nouveau monde » dont le mystère est enfoui dans la nuit des temps.

ALAIN CLÉMENT.



holding industriel
d'un ensemble international

Quatre sociétés principales et leurs filiales industrielles et commerciales
implantées sur les cinq continents

PENARROYA

Plomb - Zinc - Argent - Germanium - Cadmium - métaux connexes

LE NICKEL - SLN

Ferro-nickels - nickel affiné et dérivés

MOKTA

Uranium - Fer - Manganèse - Produits divers non métalliques

COPPERWELD (U.S.A.)

Tubes spéciaux - fils bimétalliques - aciers alliés

*

Deux filiales scientifiques et techniques

MINEMET RECHERCHE

Recherche minéralurgique et métallurgique

TECMINEMET

Ingénierie

IMETAL 1, boulevard de Vaugirard 75751 PARIS CEDEX 15 Tél. 538.52.33 Telex 200 926

Ouvrir le passé au présent

ROMPRE les barrières psychologiques qui jusqu'aujourd'hui défendaient aux non-initiés l'accès aux documents enorgés au cours des âges et des régimes par les différents services ministériels, balayer et baliser les chemins de la recherche, tel apparaît le grand et noble dessein qui inspire une série de guides des Archives nationales dont les premiers volumes sont mis en vente ces jours-ci.

Des instruments de travail traditionnels, ils gardent la rigueur classificatrice. Mais, présentés avec agrément, pourvus de notations analytiques aussi vivantes que savantes, ils est à peine exagéré de dire qu'ils se lisent comme des romans. Ils donnent envie, en tout cas, de se reporter à ces « vieux papiers » pour y vérifier ce que nous avons cru savoir ou retrouver, simplement, la palpitation qui, plus souvent qu'on ne l'imagine, les a dictés. Comme tous ont rapport à l'histoire nord-américaine, la plupart prolongent même une collaboration franco-américaine de longue date, ce n'est que justice de les inscrire au tableau d'honneur du bicentenaire. Ils s'intitulent :

— GUIDE DES SOURCES DE L'HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS DANS LES ARCHIVES FRANÇAISES, œuvre collective dirigée par M. Etienne Taillemite, conservateur en chef aux Archives nationales, préface de M. Jean Favier, directeur général de cette institution, avec le concours, entre autres, de

M^{me} Ulane Bonnel, déléguée en France de la Bibliothèque du Congrès, Editions France Expansion, 336, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}), 160 F.

— INVENTAIRE DES ARCHIVES COLONIALES, CORRESPONDANCE A L'ARRIVÉE EN PROVENANCE DE LOUISIANE, tome I (1678-1753), dressé par M^{me} Marie-Annette Manier et M. Etienne Taillemite, avec le concours de Gilbert de Forges. Diffusé par la Documentation française. (Sortie prévue en librairie début juillet.)

— LA FAYETTE, CATALOGUE DES DOCUMENTS CONSERVÉS EN FRANCE, établi par M. Chantal de Tourville-Bonazzi, conservateur aux Archives nationales, tome I, diffusion la Documentation française, 150 F.

— JOURNAL DE MON VOYAGE EN AMÉRIQUE, 1796-1798, par Louis-Philippe d'Orléans (le futur « roi-citoyen »), publication in extenso du manuscrit original conservé à la Fondation Saint-Louis, texte établi et annoté par M^{me} Suzanne d'Huart, conservateur aux Archives nationales. Illustrations choisies et commentées par M. Jean-Pierre Babelon. Editions Flammarion (sortie en librairie début juin, 50 F.).

Enfin, mention s'impose du catalogue de l'exposition du musée de Rennes « LES FRANÇAIS DANS LA GUERRE D'INDÉPENDANCE », merveilleuse réussite d'érudition et d'élégance, 60 F.

Voyage aux U.S.A.

« Les U.S.A. et les Américains ».

2 formules originales pour visiter les U.S.A. et rencontrer des Américains.

4 semaines en AOUT = 3.200 F. et 4.500 F.

RENCONTRE et VOYAGE U.S.A. 2, place de Vendôme, 75013 PARIS.

Téléphone 583-24-97. L.C. 73054

Publiété

ROUND UP

Information Western

Au sommaire :

- Le lasso
- La selle
- Rodéo
- Equitation américaine
- Indian Arts and Crafts

Abonnements : 1 an - Quatre numéros : France : 30 F. - Etranger : 30 F.

حسب ما في الأصل

RADIO-TELEVISION

Samedi 15 mai

CHAINE I : TF1

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Annie Cordy) ; 21 h. 30. Série : Regan ; 22 h. 30. Variétés : Les comiques associés.

CHAINE II : A2

20 h. 25. Dramatique policière : Les cinq dernières minutes (Le fil conducteur), de J. Chatenet, avec J. Deburay, M. Eyraud.

Un directeur d'usine est retrouvé assassiné, avec deux décharges de fusil dans la poche, et des morceaux de fil sous les ongles.

Dimanche 16 mai

CHAINE I : TF1

9 h. 15 (C.). Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 15 (C.). L'homme qui n'en savait rien ; 13 h. 20 (C.). L'homme qui n'en savait rien ; 14 h. 5. Les rendez-vous du dimanche ; 14 h. 45. Sports ; 15 h. 10. La une ; 17 h. 15. La soirée américaine de M. Anfrat et R. A. Larrieu ; 17 h. 15. Emissions pour les enfants ; 17 h. 5. Série : La barbe à papa ; 18 h. 10. Téléfilm : La poursuite infernale ; 19 h. 35. Journal télévisé à l'américaine ; 20 h. 30 (R.). Film : « Buffalo Bill », de W. Wellman (1944), avec J. McCrea, M. O'Hara, T. Mitchell, E. Buchanan.

Le me d'un chasseur de primes dont le rôle dans les guerres indiennes des années 1880 fit un personnage mythique.

A 22 h. 50. Variétés : Show Tom Jones ; A 0 h. 15 (R.). Film : « La Maison des sept péchés », de T. Carroli (1940), avec M. Dietrich, J. Wayne, B. Crawford, M. Auer (v.o. sous-titrée).

Une chanteuse de boulevard apporte le scandale dans une base navale américaine.

Lundi 17 mai

CHAINE I : TF1

12 h. 15 (C.). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (C.). Midi première ; 13 h. 35 (C.). Rester donc avec nous ; 15 h. 5. Série : La légende des Strauss ; 17 h. 5. Emissions pour les enfants ; 18 h. 35. A la bonne heure ; 19 h. 5. Feuilleton : Château d'Espérance, de G. Sire et G. Bordenave, réal. P. Gauthier, avec L. Shenna, M. Youssif, S. Ben Malek.

Les difficultés d'adaptation, en France, d'un couple de Magnolins. Ce feuilleton est patronné par le secrétariat d'Etat aux immigrés.

A 20 h. 30 (R.). La caméra du lundi : « Niagara », de H. Hathaway (1953), avec M. Monroa, J. Cotten, J. Peters, C. Adams.

Du côté des chutes du Niagara, une fille sans scrupules monte une comédie pour se débarrasser de son mari par un crime parfait.

Mardi 18 mai

CHAINE I : TF1

12 h. 15 (C.). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (C.). Midi première ; 13 h. 35 (C.). Rester donc avec nous ; 15 h. 5. Série : La légende des Strauss ; 17 h. 5. Emissions pour les enfants ; 18 h. 35. A la bonne heure ; 19 h. 5. Feuilleton : Château d'Espérance, de G. Sire et G. Bordenave, réal. P. Gauthier, avec L. Shenna, M. Youssif, S. Ben Malek.

A 20 h. 30. Variétés : Le grand dico de la chanson française, de M. Dumay et C. Félix, réal. R. Grumbach.

A 22 h. 25. Documentaire : Tziganes sans frontières (Les Manouches), de A. Bourin et P. Sipirot, réal. B. Laroche.

Après MM. Pierre Schoendier (Le Crabe tambour) et Jean Maitre, de l'Académie française (Le Bon Pêcheur), Jean d'Ormesson de l'Académie française (Le feu et le mer) et Jean-Louis Curtis (L'Étape noble), et Mme Suzanne Prou (Le miroir d'Edmée).

LA FAYETTE, de M. C. Blais, réal. J. Faucher, avec P. Dupuis, P. Nolin, L. Aubert, M. Girard.

Un certain meurtre en laissant en héritage sa femme, à sa fille et à ses deux fils, une maison au bord de l'océan, et l'espérance de ses droits d'auteur. C'est la guerre dans la famille : un « naufrage de vipères » filmé au Québec pour la télévision canadienne.

A 22 h. 50. Essai scientifique : A la poursuite des étoiles (Mars, la planète où la vie existe peut-être), de R. Clarke et N. Sirotsky, réal. M. Gineux.

Mieux comprendre la planète Mars, au moment de l'arrivée de la sonde spatiale américaine « Viking » : des astronomes (M. Dollfus, P. Kessler, R. Roach, de Roissy) commentent, pour les enfants de Champigny, un reportage réalisé dans un observatoire.

CHAINE II : A2

14 h. 15. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; 15 h. 30 (R.). Série : Bonanza ; 16 h. 20. Sur cinq ; 18 h. 45. Les chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Y'a un truc ; 20 h. 30. Série : L'homme de fer ; 21 h. 30. Magazine d'actualité : C'est-à-dire, prés. J.-M. Cavada.

L'actualité de la semaine vue par la rédaction d'Antenne 2.

CHAINE III : FR3

18 h. 10. Emission du conservatoire national des Arts et Métiers : Points de repère ; 18 h. 45. Pour les jeunes : « Trois contre X » ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Comité international romanchet de France ;

CHAINE III : FR3

18 h. 45. Pour les jeunes : Entrez dans la danse ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Un festival, un événement : Spécial Festival de Cannes.

20 h. Magazine : Le Festival de Cannes. Réal. Jean Manceau.

Proposé par Maurice Leroux et Jean-Louis Bove, avec la collaboration d'Anne Andreu, une émission qui fera les synthèses hebdomadaires du Festival de Cannes.

22 h. 5. Variétés : Dix de der, de Ph. Bouvard.

20 h. 30 (R.). Répertoire : « Le Sagouin », d'après le roman de F. Mauriac, adaptation F. Verry et S. Moati (première diffusion le 27 janvier 1972 sur la deuxième chaîne).

La solitude d'un enfant dans le monde clos d'une famille aristocratique et provinciale sans amour. Une œuvre désespérée de François Mauriac, traitée avec un poignant retentissement par S. Moati.

17 h. 30 (R.). Pour mémoire : hommage à Jean Grenier, par Olivier Gervais-Thomé, réalisateurs G. Gravier ; 19 h. 15. Communauté radiophonique ; 19 h. 45. Disques ;

Le vieux Paul, de D. Vigne, et « Fil et funambules », de M. Delville (1972), avec M. Piccoli, L. Massari, M. Aumont, S. Simon.

Un quadrangulaire comble sacrifié son bonheur à la recherche d'une femme vêtue de bleu, fantôme qui lui est apparu dans la rue.

17 h. 2. Poésie ; 7 h. 7. La tenture ouverte ; 7 h. 40. Chasseurs de sons ; 8 h. 5. Emissions philo-sophiques et religieuses ; 11 h. 15. Regards sur la musique : « Les Notes de Pigeon » (Mozart) ; 12 h. 15. Alléluia. Divertissement de J. Chouquet ; 12 h. 45. Musique de chambre ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 5. La Comédie-Française présente « Henri III et sa cour », d'Alexandre Dumas ; 16 h. 5. Témoinages autour de Darius Milhaud : « Service sacré », office du samedi matin, avec le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, direction M. Rosenthal et J.-P. Kreder ; 17 h. 30. Rencontre avec Simone de Beauvoir ; 18 h. 30. Ma non troppo ; 19 h. 10 (C.). Le cinéma des cinéastes ; 20 h. 10. Poésie ; 20 h. 40 (C.). Atelier de création radiophonique ; 21 h. 15. Poésie ; 21 h. 40. Les chemins de la connaissance ; 22 h. 15. Les temps difficiles ; 22 h. 45. Les temps difficiles ; 23 h. 15. Les temps difficiles ; 23 h. 45. Les temps difficiles ; 24 h. 15. Les temps difficiles ; 24 h. 45. Les temps difficiles ; 25 h. 15. Les temps difficiles ; 25 h. 45. Les temps difficiles ; 26 h. 15. Les temps difficiles ; 26 h. 45. Les temps difficiles ; 27 h. 15. Les temps difficiles ; 27 h. 45. Les temps difficiles ; 28 h. 15. Les temps difficiles ; 28 h. 45. Les temps difficiles ; 29 h. 15. Les temps difficiles ; 29 h. 45. Les temps difficiles ; 30 h. 15. Les temps difficiles ; 30 h. 45. Les temps difficiles ; 31 h. 15. Les temps difficiles ; 31 h. 45. Les temps difficiles ; 32 h. 15. Les temps difficiles ; 32 h. 45. Les temps difficiles ; 33 h. 15. Les temps difficiles ; 33 h. 45. Les temps difficiles ; 34 h. 15. Les temps difficiles ; 34 h. 45. Les temps difficiles ; 35 h. 15. Les temps difficiles ; 35 h. 45. Les temps difficiles ; 36 h. 15. Les temps difficiles ; 36 h. 45. Les temps difficiles ; 37 h. 15. Les temps difficiles ; 37 h. 45. Les temps difficiles ; 38 h. 15. Les temps difficiles ; 38 h. 45. Les temps difficiles ; 39 h. 15. Les temps difficiles ; 39 h. 45. Les temps difficiles ; 40 h. 15. Les temps difficiles ; 40 h. 45. Les temps difficiles ; 41 h. 15. Les temps difficiles ; 41 h. 45. Les temps difficiles ; 42 h. 15. Les temps difficiles ; 42 h. 45. Les temps difficiles ; 43 h. 15. Les temps difficiles ; 43 h. 45. Les temps difficiles ; 44 h. 15. Les temps difficiles ; 44 h. 45. Les temps difficiles ; 45 h. 15. Les temps difficiles ; 45 h. 45. Les temps difficiles ; 46 h. 15. Les temps difficiles ; 46 h. 45. Les temps difficiles ; 47 h. 15. Les temps difficiles ; 47 h. 45. Les temps difficiles ; 48 h. 15. Les temps difficiles ; 48 h. 45. Les temps difficiles ; 49 h. 15. Les temps difficiles ; 49 h. 45. Les temps difficiles ; 50 h. 15. Les temps difficiles ; 50 h. 45. Les temps difficiles ; 51 h. 15. Les temps difficiles ; 51 h. 45. Les temps difficiles ; 52 h. 15. Les temps difficiles ; 52 h. 45. Les temps difficiles ; 53 h. 15. Les temps difficiles ; 53 h. 45. Les temps difficiles ; 54 h. 15. Les temps difficiles ; 54 h. 45. Les temps difficiles ; 55 h. 15. Les temps difficiles ; 55 h. 45. Les temps difficiles ; 56 h. 15. Les temps difficiles ; 56 h. 45. Les temps difficiles ; 57 h. 15. Les temps difficiles ; 57 h. 45. Les temps difficiles ; 58 h. 15. Les temps difficiles ; 58 h. 45. Les temps difficiles ; 59 h. 15. Les temps difficiles ; 59 h. 45. Les temps difficiles ; 60 h. 15. Les temps difficiles ; 60 h. 45. Les temps difficiles ; 61 h. 15. Les temps difficiles ; 61 h. 45. Les temps difficiles ; 62 h. 15. Les temps difficiles ; 62 h. 45. Les temps difficiles ; 63 h. 15. Les temps difficiles ; 63 h. 45. Les temps difficiles ; 64 h. 15. Les temps difficiles ; 64 h. 45. Les temps difficiles ; 65 h. 15. Les temps difficiles ; 65 h. 45. Les temps difficiles ; 66 h. 15. Les temps difficiles ; 66 h. 45. Les temps difficiles ; 67 h. 15. Les temps difficiles ; 67 h. 45. Les temps difficiles ; 68 h. 15. Les temps difficiles ; 68 h. 45. Les temps difficiles ; 69 h. 15. Les temps difficiles ; 69 h. 45. Les temps difficiles ; 70 h. 15. Les temps difficiles ; 70 h. 45. Les temps difficiles ; 71 h. 15. Les temps difficiles ; 71 h. 45. Les temps difficiles ; 72 h. 15. Les temps difficiles ; 72 h. 45. Les temps difficiles ; 73 h. 15. Les temps difficiles ; 73 h. 45. Les temps difficiles ; 74 h. 15. Les temps difficiles ; 74 h. 45. Les temps difficiles ; 75 h. 15. Les temps difficiles ; 75 h. 45. Les temps difficiles ; 76 h. 15. Les temps difficiles ; 76 h. 45. Les temps difficiles ; 77 h. 15. Les temps difficiles ; 77 h. 45. Les temps difficiles ; 78 h. 15. Les temps difficiles ; 78 h. 45. Les temps difficiles ; 79 h. 15. Les temps difficiles ; 79 h. 45. Les temps difficiles ; 80 h. 15. Les temps difficiles ; 80 h. 45. Les temps difficiles ; 81 h. 15. Les temps difficiles ; 81 h. 45. Les temps difficiles ; 82 h. 15. Les temps difficiles ; 82 h. 45. Les temps difficiles ; 83 h. 15. Les temps difficiles ; 83 h. 45. Les temps difficiles ; 84 h. 15. Les temps difficiles ; 84 h. 45. Les temps difficiles ; 85 h. 15. Les temps difficiles ; 85 h. 45. Les temps difficiles ; 86 h. 15. Les temps difficiles ; 86 h. 45. Les temps difficiles ; 87 h. 15. Les temps difficiles ; 87 h. 45. Les temps difficiles ; 88 h. 15. Les temps difficiles ; 88 h. 45. Les temps difficiles ; 89 h. 15. Les temps difficiles ; 89 h. 45. Les temps difficiles ; 90 h. 15. Les temps difficiles ; 90 h. 45. Les temps difficiles ; 91 h. 15. Les temps difficiles ; 91 h. 45. Les temps difficiles ; 92 h. 15. Les temps difficiles ; 92 h. 45. Les temps difficiles ; 93 h. 15. Les temps difficiles ; 93 h. 45. Les temps difficiles ; 94 h. 15. Les temps difficiles ; 94 h. 45. Les temps difficiles ; 95 h. 15. Les temps difficiles ; 95 h. 45. Les temps difficiles ; 96 h. 15. Les temps difficiles ; 96 h. 45. Les temps difficiles ; 97 h. 15. Les temps difficiles ; 97 h. 45. Les temps difficiles ; 98 h. 15. Les temps difficiles ; 98 h. 45. Les temps difficiles ; 99 h. 15. Les temps difficiles ; 99 h. 45. Les temps difficiles ; 100 h. 15. Les temps difficiles ; 100 h. 45. Les temps difficiles ; 101 h. 15. Les temps difficiles ; 101 h. 45. Les temps difficiles ; 102 h. 15. Les temps difficiles ; 102 h. 45. Les temps difficiles ; 103 h. 15. Les temps difficiles ; 103 h. 45. Les temps difficiles ; 104 h. 15. Les temps difficiles ; 104 h. 45. Les temps difficiles ; 105 h. 15. Les temps difficiles ; 105 h. 45. Les temps difficiles ; 106 h. 15. Les temps difficiles ; 106 h. 45. Les temps difficiles ; 107 h. 15. Les temps difficiles ; 107 h. 45. Les temps difficiles ; 108 h. 15. Les temps difficiles ; 108 h. 45. Les temps difficiles ; 109 h. 15. Les temps difficiles ; 109 h. 45. Les temps difficiles ; 110 h. 15. Les temps difficiles ; 110 h. 45. Les temps difficiles ; 111 h. 15. Les temps difficiles ; 111 h. 45. Les temps difficiles ; 112 h. 15. Les temps difficiles ; 112 h. 45. Les temps difficiles ; 113 h. 15. Les temps difficiles ; 113 h. 45. Les temps difficiles ; 114 h. 15. Les temps difficiles ; 114 h. 45. Les temps difficiles ; 115 h. 15. Les temps difficiles ; 115 h. 45. Les temps difficiles ; 116 h. 15. Les temps difficiles ; 116 h. 45. Les temps difficiles ; 117 h. 15. Les temps difficiles ; 117 h. 45. Les temps difficiles ; 118 h. 15. Les temps difficiles ; 118 h. 45. Les temps difficiles ; 119 h. 15. Les temps difficiles ; 119 h. 45. Les temps difficiles ; 120 h. 15. Les temps difficiles ; 120 h. 45. Les temps difficiles ; 121 h. 15. Les temps difficiles ; 121 h. 45. Les temps difficiles ; 122 h. 15. Les temps difficiles ; 122 h. 45. Les temps difficiles ; 123 h. 15. Les temps difficiles ; 123 h. 45. Les temps difficiles ; 124 h. 15. Les temps difficiles ; 124 h. 45. Les temps difficiles ; 125 h. 15. Les temps difficiles ; 125 h. 45. Les temps difficiles ; 126 h. 15. Les temps difficiles ; 126 h. 45. Les temps difficiles ; 127 h. 15. Les temps difficiles ; 127 h. 45. Les temps difficiles ; 128 h. 15. Les temps difficiles ; 128 h. 45. Les temps difficiles ; 129 h. 15. Les temps difficiles ; 129 h. 45. Les temps difficiles ; 130 h. 15. Les temps difficiles ; 130 h. 45. Les temps difficiles ; 131 h. 15. Les temps difficiles ; 131 h. 45. Les temps difficiles ; 132 h. 15. Les temps difficiles ; 132 h. 45. Les temps difficiles ; 133 h. 15. Les temps difficiles ; 133 h. 45. Les temps difficiles ; 134 h. 15. Les temps difficiles ; 134 h. 45. Les temps difficiles ; 135 h. 15. Les temps difficiles ; 135 h. 45. Les temps difficiles ; 136 h. 15. Les temps difficiles ; 136 h. 45. Les temps difficiles ; 137 h. 15. Les temps difficiles ; 137 h. 45. Les temps difficiles ; 138 h. 15. Les temps difficiles ; 138 h. 45. Les temps difficiles ; 139 h. 15. Les temps difficiles ; 139 h. 45. Les temps difficiles ; 140 h. 15. Les temps difficiles ; 140 h. 45. Les temps difficiles ; 141 h. 15. Les temps difficiles ; 141 h. 45. Les temps difficiles ; 142 h. 15. Les temps difficiles ; 142 h. 45. Les temps difficiles ; 143 h. 15. Les temps difficiles ; 143 h. 45. Les temps difficiles ; 144 h. 15. Les temps difficiles ; 144 h. 45. Les temps difficiles ; 145 h. 15. Les temps difficiles ; 145 h. 45. Les temps difficiles ; 146 h. 15. Les temps difficiles ; 146 h. 45. Les temps difficiles ; 147 h. 15. Les temps difficiles ; 147 h. 45. Les temps difficiles ; 148 h. 15. Les temps difficiles ; 148 h. 45. Les temps difficiles ; 149 h. 15. Les temps difficiles ; 149 h. 45. Les temps difficiles ; 150 h. 15. Les temps difficiles ; 150 h. 45. Les temps difficiles ; 151 h. 15. Les temps difficiles ; 151 h. 45. Les temps difficiles ; 152 h. 15. Les temps difficiles ; 152 h. 45. Les temps difficiles ; 153 h. 15. Les temps difficiles ; 153 h. 45. Les temps difficiles ; 154 h. 15. Les temps difficiles ; 154 h. 45. Les temps difficiles ; 155 h. 15. Les temps difficiles ; 155 h. 45. Les temps difficiles ; 156 h. 15. Les temps difficiles ; 156 h. 45. Les temps difficiles ; 157 h. 15. Les temps difficiles ; 157 h. 45. Les temps difficiles ; 158 h. 15. Les temps difficiles ; 158 h. 45. Les temps difficiles ; 159 h. 15. Les temps difficiles ; 159 h. 45. Les temps difficiles ; 160 h. 15. Les temps difficiles ; 160 h. 45. Les temps difficiles ; 161 h. 15. Les temps difficiles ; 161 h. 45. Les temps difficiles ; 162 h. 15. Les temps difficiles ; 162 h. 45. Les temps difficiles ; 163 h. 15. Les temps difficiles ; 163 h. 45. Les temps difficiles ; 164 h. 15. Les temps difficiles ; 164 h. 45. Les temps difficiles ; 165 h. 15. Les temps difficiles ; 165 h. 45. Les temps difficiles ; 166 h. 15. Les temps difficiles ; 166 h. 45. Les temps difficiles ; 167 h. 15. Les temps difficiles ; 167 h. 45. Les temps difficiles ; 168 h. 15. Les temps difficiles ; 168 h. 45. Les temps difficiles ; 169 h. 15. Les temps difficiles ; 169 h. 45. Les temps difficiles ; 170 h. 15. Les temps difficiles ; 170 h. 45. Les temps difficiles ; 171 h. 15. Les temps difficiles ; 171 h. 45. Les temps difficiles ; 172 h. 15. Les temps difficiles ; 172 h. 45. Les temps difficiles ; 173 h. 15. Les temps difficiles ; 173 h. 45. Les temps difficiles ; 174 h. 15. Les temps difficiles ; 174 h. 45. Les temps difficiles ; 175 h. 15. Les temps difficiles ; 175 h. 45. Les temps difficiles ; 176 h. 15. Les temps difficiles ; 176 h. 45. Les temps difficiles ; 177 h. 15. Les temps difficiles ; 177 h. 45. Les temps difficiles ; 178 h. 15. Les temps difficiles ; 178 h. 45. Les temps difficiles ; 179 h. 15. Les temps difficiles ; 179 h. 45. Les temps difficiles ; 180 h. 15. Les temps difficiles ; 180 h. 45. Les temps difficiles ; 181 h. 15. Les temps difficiles ; 181 h. 45. Les temps difficiles ; 182 h. 15. Les temps difficiles ; 182 h. 45. Les temps difficiles ; 183 h. 15. Les temps difficiles ; 183 h. 45. Les temps difficiles ; 184 h. 15. Les temps difficiles ; 184 h. 45. Les temps difficiles ; 185 h. 15. Les temps difficiles ; 185 h. 45. Les temps difficiles ; 186 h. 15. Les temps difficiles ; 186 h. 45. Les temps difficiles ; 187 h. 15. Les temps difficiles ; 187 h. 45. Les temps difficiles ; 188 h. 15. Les temps difficiles ; 188 h. 45. Les temps difficiles ; 189 h. 15. Les temps difficiles ; 189 h. 45. Les temps difficiles ; 190 h. 15. Les temps difficiles ; 190 h. 45. Les temps difficiles ; 191 h. 15. Les temps difficiles ; 191 h. 45. Les temps difficiles ; 192 h. 15. Les temps difficiles ; 192 h. 45. Les temps difficiles ; 193 h. 15. Les temps difficiles ; 193 h. 45. Les temps difficiles ; 194 h. 15. Les temps difficiles ; 194 h. 45. Les temps difficiles ; 195 h. 15. Les temps difficiles ; 195 h. 45. Les temps difficiles ; 196 h. 15. Les temps difficiles ; 196 h. 45. Les temps difficiles ; 197 h. 15. Les temps difficiles ; 197 h. 45. Les temps difficiles ; 198 h. 15. Les temps difficiles ; 198 h. 45. Les temps difficiles ; 199 h. 15. Les temps difficiles ; 199 h. 45. Les temps difficiles ; 200 h. 15. Les temps difficiles ; 200 h. 45. Les temps difficiles ; 201 h. 15. Les temps difficiles ; 201 h. 45. Les temps difficiles ; 202 h. 15. Les temps difficiles ; 202 h. 45. Les temps difficiles ; 203 h. 15. Les temps difficiles ; 203 h. 45. Les temps difficiles ; 204 h. 15. Les temps difficiles ; 204 h. 45. Les temps difficiles ; 205 h. 15. Les temps difficiles ; 205 h. 45. Les temps difficiles ; 206 h. 15. Les temps difficiles ; 206 h. 45. Les temps difficiles ; 207 h. 15. Les temps difficiles ; 207 h. 45. Les temps difficiles ; 208 h. 15. Les temps difficiles ; 208 h. 45. Les temps difficiles ; 209 h. 15. Les temps difficiles ; 209 h. 45. Les temps difficiles ; 210 h. 15. Les temps difficiles ; 210 h. 45. Les temps difficiles ; 211 h. 15. Les temps difficiles ; 211 h. 45. Les temps difficiles ; 212 h. 15. Les temps difficiles ; 212 h. 45. Les temps difficiles ; 213 h. 15. Les temps difficiles ; 213 h. 45. Les temps difficiles ; 214 h. 15. Les temps difficiles ; 214 h. 45. Les temps difficiles ; 215 h. 15. Les temps difficiles ; 215 h. 45. Les temps difficiles ; 216 h. 15. Les temps difficiles ; 216 h. 45. Les temps difficiles ; 217 h. 15. Les temps difficiles ; 217 h. 45. Les temps difficiles ; 218 h. 15. Les temps difficiles ; 218 h. 45. Les temps difficiles ; 219 h. 15. Les temps difficiles ; 219 h. 45. Les temps difficiles ; 220 h. 15. Les temps difficiles ; 220 h. 45. Les temps difficiles ; 221 h. 15. Les temps difficiles ; 221 h. 45. Les temps difficiles ; 222 h. 15. Les temps difficiles ; 222 h. 45. Les temps difficiles ; 223 h. 15. Les temps difficiles ; 223 h. 45. Les temps difficiles ; 224 h. 15. Les temps difficiles ; 224 h. 45. Les temps difficiles ; 225 h. 15. Les temps difficiles ; 225 h. 45. Les temps difficiles ; 226 h. 15. Les temps difficiles ; 226 h. 45. Les temps difficiles ; 227 h. 15. Les temps difficiles ; 227 h. 45. Les temps difficiles ; 228 h. 15. Les temps difficiles ; 228 h. 45. Les temps difficiles ; 229 h. 15. Les temps difficiles ; 229 h. 45. Les temps difficiles ; 230 h. 15. Les temps difficiles ; 230 h. 45. Les temps difficiles ; 231 h. 15. Les temps difficiles ; 231 h. 45. Les temps difficiles ; 232 h. 15. Les temps difficiles ; 232 h. 45. Les temps difficiles ; 233 h. 15. Les temps difficiles ; 233 h. 45. Les temps difficiles ; 234 h. 15. Les temps difficiles ; 234 h. 45. Les temps difficiles ; 235 h. 15. Les temps difficiles ; 235 h. 45. Les temps difficiles ; 236 h. 15. Les temps difficiles ; 236 h. 45. Les temps difficiles ; 237 h. 15. Les temps difficiles ; 237 h. 45. Les temps difficiles ; 238 h. 15. Les temps difficiles ; 238 h. 45. Les temps difficiles ; 239 h. 15. Les temps difficiles ; 239 h. 45. Les temps difficiles ; 240 h. 15. Les temps difficiles ; 240 h. 45. Les temps difficiles ; 241 h. 15. Les temps difficiles ; 241 h. 45. Les temps difficiles ; 242 h. 15. Les temps difficiles ; 242 h. 45. Les temps difficiles ; 243 h. 15. Les temps difficiles ; 243 h. 45. Les temps difficiles ; 244 h. 15. Les temps difficiles ; 244 h. 45. Les temps difficiles ; 245 h. 15. Les temps difficiles ; 245 h. 45. Les temps difficiles ; 246 h. 15. Les temps difficiles ; 246 h. 45. Les temps difficiles ; 247 h. 15. Les temps difficiles ; 247 h. 45. Les temps difficiles ; 248 h. 15. Les temps difficiles ; 248 h. 45. Les temps difficiles ; 249 h. 15. Les temps difficiles ; 249 h. 45. Les temps difficiles ; 250 h. 15. Les temps difficiles ; 250 h. 45. Les temps difficiles ; 251 h. 15. Les temps difficiles ; 251 h. 45. Les temps difficiles ; 252 h. 15. Les temps difficiles ; 252 h. 45. Les temps difficiles ; 253 h. 15. Les temps difficiles ; 253 h. 45. Les temps difficiles ; 254 h. 15. Les temps difficiles ; 254 h. 45. Les temps difficiles ; 255 h. 15. Les temps difficiles ; 255 h. 45. Les temps difficiles ; 256 h. 15. Les temps difficiles ; 256 h. 45. Les temps difficiles ; 257 h. 15. Les temps difficiles ; 257 h. 45. Les temps difficiles ; 258 h. 15. Les temps difficiles ; 258 h. 45. Les temps difficiles ; 259 h. 15. Les temps difficiles ; 259 h. 45. Les temps difficiles ; 260 h. 15. Les temps difficiles ; 260 h. 45. Les temps difficiles ; 261 h. 15. Les temps difficiles ; 261 h. 45. Les temps difficiles ; 262 h. 15. Les temps difficiles ; 262 h. 45. Les temps difficiles ; 263 h. 15. Les temps difficiles ; 263 h. 45. Les temps difficiles ; 264 h. 15. Les temps difficiles ; 264 h. 45. Les temps difficiles ; 265 h. 15. Les temps difficiles ; 265 h. 45. Les temps difficiles ; 266 h. 15. Les temps difficiles ; 266 h. 45. Les temps difficiles ; 267 h. 15. Les temps difficiles ; 267 h. 45. Les temps difficiles ; 268 h. 15. Les temps difficiles ; 268 h. 45. Les temps difficiles ; 269 h. 15. Les temps difficiles ; 269 h. 45. Les temps difficiles ; 270 h. 15. Les temps difficiles ; 270 h. 45. Les temps difficiles ; 271 h. 15. Les temps difficiles ; 271 h. 45. Les temps difficiles ; 272 h. 15. Les temps difficiles ; 272 h. 45. Les temps difficiles ; 273 h. 15. Les temps difficiles ; 273 h. 45. Les temps difficiles ; 274 h. 15. Les temps difficiles ; 274 h. 45. Les temps difficiles ; 275 h. 15. Les temps difficiles ; 275 h. 45. Les temps difficiles ; 276 h. 15. Les temps difficiles ; 276 h. 45. Les temps difficiles ; 277 h. 15. Les temps difficiles ; 277 h. 45. Les temps difficiles ; 278 h. 15. Les temps difficiles ; 278 h. 45. Les temps difficiles ; 279 h. 15. Les temps difficiles ; 279 h. 45. Les temps difficiles ; 280 h. 15. Les temps difficiles ; 280 h. 45. Les temps difficiles ; 281 h. 15. Les temps difficiles ; 281 h. 45. Les temps difficiles ; 282 h. 15. Les temps difficiles ; 282 h. 45. Les temps difficiles ; 283 h. 15. Les temps difficiles ; 283 h. 45. Les temps difficiles ; 284 h. 15. Les temps difficiles ; 284 h. 45. Les temps difficiles ; 285 h. 15. Les temps difficiles ; 285 h. 45. Les temps difficiles ; 286 h. 15. Les temps difficiles ; 286 h. 45. Les temps difficiles ; 287 h. 15. Les temps difficiles ; 287 h. 45. Les temps difficiles ; 288 h. 15. Les temps difficiles ; 288 h. 45. Les temps difficiles ; 289 h. 15. Les temps difficiles ; 289 h. 45. Les temps difficiles ; 290 h. 15. Les temps difficiles ; 290 h. 45. Les temps difficiles ; 291 h. 15. Les temps difficiles ; 291 h. 45. Les temps difficiles ; 292 h. 15. Les temps difficiles ; 292 h. 45. Les temps difficiles ; 293 h. 15. Les temps difficiles ; 293 h. 45. Les temps difficiles ; 294 h. 15. Les temps difficiles ; 294 h. 45. Les temps difficiles ; 295 h. 15. Les temps difficiles ; 295 h. 45. Les temps difficiles ; 296 h. 15. Les temps difficiles ; 296 h. 45. Les temps difficiles ; 297 h. 15. Les temps difficiles ; 297 h. 45. Les temps difficiles ; 298 h. 15. Les temps difficiles ; 298 h. 45. Les temps difficiles ; 299 h. 15. Les temps difficiles ; 299 h. 45. Les temps difficiles ; 300 h. 15. Les temps difficiles ; 300 h. 45. Les temps difficiles ; 301 h. 15. Les temps difficiles ; 301 h. 45. Les temps difficiles ; 302 h. 15. Les temps difficiles ; 302 h. 45. Les temps difficiles ; 303 h. 15. Les temps difficiles ; 303 h. 45. Les temps difficiles ; 304 h. 15. Les temps difficiles ; 304 h. 45. Les temps difficiles ; 305 h. 15. Les temps difficiles ; 305 h. 45. Les temps difficiles ; 306 h. 15. Les temps difficiles ; 306 h. 45. Les temps difficiles ; 307 h. 15. Les temps difficiles ; 307 h. 45. Les temps difficiles ; 308 h. 15. Les temps difficiles ; 308 h. 45. Les temps difficiles ; 309 h. 15. Les temps difficiles ; 309 h. 45. Les temps difficiles ; 310 h. 15. Les temps difficiles ; 310 h. 45. Les temps difficiles ; 311 h. 15. Les temps difficiles ; 311 h. 45. Les temps difficiles ; 312 h. 15. Les temps difficiles ; 312 h. 45. Les temps difficiles ; 313 h. 15. Les temps difficiles ; 313 h. 45. Les temps difficiles ; 314 h. 15. Les temps difficiles ; 314 h. 45. Les temps difficiles ; 315 h. 15. Les temps difficiles ; 315 h. 45. Les temps difficiles ; 316 h. 15. Les temps difficiles ; 316 h. 45. Les temps difficiles ; 317 h. 15. Les temps difficiles ; 317 h. 45. Les temps difficiles ; 318 h. 15. Les temps difficiles ; 318 h. 45. Les temps difficiles ; 319 h. 15. Les temps difficiles ; 319 h. 45. Les temps difficiles ; 320 h. 15. Les temps difficiles ; 320 h. 45. Les temps difficiles ; 321 h. 15. Les temps difficiles ; 321 h. 45. Les temps difficiles ; 322 h. 15. Les temps difficiles ; 322 h. 45. Les temps difficiles ; 323 h. 15. Les temps difficiles ; 323 h. 45. Les temps difficiles ; 324 h. 15. Les temps difficiles ; 324 h. 45. Les temps difficiles ; 325 h. 15. Les temps difficiles ; 325 h. 45. Les temps difficiles ; 326 h. 15. Les temps difficiles ; 326 h. 45. Les temps difficiles ; 327 h. 15. Les temps difficiles ; 327 h. 45. Les temps difficiles ; 328 h. 15. Les temps difficiles ; 328 h. 45. Les temps difficiles ; 329 h. 15. Les temps difficiles ; 329 h. 45. Les temps difficiles ; 330 h. 15. Les temps difficiles ; 33

هكذا من الامم

LE MONDE

AUJOURD'HUI

LE MONDE — 16-17 mai 1976 — Page 25

IDEES

LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

Louis Althusser

PROFESSEUR de philosophie et inscrit au parti communiste depuis sa trentième année, en 1948, Althusser a approfondi, dans sa philosophie, une discipline scientifique qui détermine les mystifications idéologiques au même temps que, sur le plan politique, il était de plus en plus passionné par l'instinct, l'intelligence, le courage révolutionnaires de la classe ouvrière. C'est notamment cette dualité qui fait comprendre, de l'intérieur, l'ouvrage qu'il publie aujourd'hui et qui est composé d'articles datés, depuis Freud et Lacan (1964) jusqu'à son exposé lors de sa soutenance de thèse, à Amiens (juin 1975). C'est surtout l'espérance et la méthode de cet itinéraire althusserien que je voudrais tenter de dégager, en renvoyant à ses diverses études pour l'analyse des problèmes particuliers.

Pour lire Marx en vérité, il faut avoir dégagé la clé, si l'on peut dire, qui ouvre son œuvre, c'est-à-dire découvrir l'idée directrice qui éclaire tout et fait l'unité de l'œuvre. Cette idée fondamentale est celle qui a dirigé la vie d'Althusser depuis sa trentième année : « La lutte des classes est le centre de la pensée marxiste en même temps que de la vie ouvrière. » Ce qui explique que le mouvement ouvrier, qui existait avant Marx, ait pu se reconnaître dans le *Capital*. Toutefois, ce que le prolétaire sait d'instinct, l'intellectuel, même communiste, a les plus grandes difficultés à le comprendre. L'intellectuel, en effet, a naturellement une mentalité de petit-bourgeois : même quand il devient marxiste, sa pensée risque toujours de rester plus ou moins « idéologique ». D'où ce combat sans cesse repris contre les idéologies — des autres sans doute — mais aussi contre les tentations mêmes d'Althusser. Pour être marxiste, il faut être marxiste au plus profond de soi par ce sentiment et cette idée que l'union du marxisme et du mouvement ouvrier résulte nécessaire de ce point commun central qu'est la lutte des classes. « Elle était au cœur de la pratique quotidienne du mouvement ouvrier. Elle est au cœur du *Capital*, au cœur de la théorie marxiste. Marx a rendu en théorie scientifique au mouvement ouvrier ce qu'il avait reçu de lui en « expérience politique ».

Cette union du philosophique et du politique est, de plus en plus, tout Althusser. La science, d'abord, a paru l'emporter. Si la philosophie est essentiellement rigoureuse, c'est qu'elle est toujours une réflexion postérieure sur les découvertes scientifiques. Avant Marx, deux grands continents avaient été ouverts à la science : le continent mathématique, par les Grecs, le continent physique, par Galilée. La philosophie est née chez Platon d'une réflexion sur le premier ; elle a été transformée par Descartes après l'ouverture du second. Mais le cas de Marx est bien différent. Il fonde à la fois une nouvelle science, l'histoire, qui repose sur le matérialisme historique et une nouvelle philosophie, née de la réflexion sur cette science.

C'est cet aspect scientifique qui a d'abord frappé Althusser. Mais bientôt il voit mieux que la nouvelle philosophie, qui se caractérise par le matérialisme dialectique, ne peut d'aucune manière être comparée aux précédentes : à la différence des mathématiques ou de la physique, elle est directement politique, elle s'explique par la lutte des classes. C'est donc de l'intérieur que la philosophie marxiste ajoute à son caractère scientifique un caractère politique. Tout s'éclaire après Marx.

Il y a une classe dominante, qui dirige tout au moyen de l'Etat. En d'autres termes, l'Etat n'est jamais arbitre : il est l'instrument de la dictature d'une classe. L'Etat bourgeois, c'est le régime de la dictature de la bourgeoisie. Le terme a pris aujourd'hui, après les régimes fascistes, un sens totalement péjoratif, qui évoque par exemple tortures et camps de concentration. Tel n'est pas exactement le sens du mot chez Marx : il signifie instrument au service d'une classe, cet instrument pouvant être utilisé de manières fort diverses. Analysant cette conception de l'Etat, dans un chapitre remarquable, Althusser montre que ce régime capitaliste n'y a pas seulement les appareils répressifs de l'Etat (gouvernement, administration, police, armée, etc.), mais aussi les appareils idéologiques (religion, famille, sur-tout l'école, etc.), ces derniers souvent privés, mais participant à la lutte des classes et exerçant un pouvoir d'oppression. « Savoir-faire » dans des formes qui assurent l'assujettissement de tous à l'idéologie dominante.

On ne se délivre pas d'un seul coup de sa formation de jeunesse. Après ces dates, si Marx a voulu exprimer sa vraie pensée, il n'a pu se détacher entièrement des formules ou termes antérieurs : la rupture épistémologique est continue, elle a duré jusqu'à sa mort.

On ne se délivre pas d'un seul coup de sa formation de jeunesse. Après ces dates, si Marx a voulu exprimer sa vraie pensée, il n'a pu se détacher entièrement des formules ou termes antérieurs : la rupture épistémologique est continue, elle a duré jusqu'à sa mort.

Ainsi débouche-t-on sur un problème actuel, qui est au centre des discussions communistes. Tant qu'il y a des classes,

Qu'en serait-il en régime communiste ? Suivant Marx, la révolution s'opère, en quelque sorte, en deux temps. Le prolétariat doit d'abord s'emparer du pouvoir de l'Etat pour détruire l'appareil d'Etat bourgeois. Dans une deuxième phase, il y aura donc une dictature révolutionnaire du prolétariat, dans une seconde phase, l'Etat prolétarien se détruira lui-même, puisque son but est de supprimer la distinction et l'opposition des classes et qu'il s'écroule de lui-même lorsqu'il n'y a plus de classe dirigeante. La question aujourd'hui discutée est celle de la nécessité du passage par la dictature du prolétariat. Le parti communiste français la rejette tandis qu'Althusser la maintient. Il ne nous apparaît certes pas de trancher le débat ! Tout au plus voudrions-nous suggérer qu'il y a peut-être plus loin qu'il ne semble et qu'il devrait être précisé et approfondi.

ne trouve plus guère dans les manuels de termes ouvertement racistes, et certains mots ont été remplacés par d'autres. Indigène a été substitué à barbare, mais cela revient presque au même : n'est-ce pas aussi un vocabulaire particulier, utilisé pour désigner les non-Européens ? L'utilisation des adjectifs « seulement », « encore », « toujours » et « déjà » confirme la croyance en un système évolutionniste : « Le muet est encore le seul moyen de transport... » Beaucoup de Français étaient déjà constructeurs de villes. Les sociétés « avancées » inéluctablement vers un certain modèle, et ce modèle est celui de l'Occident.

PRÉSENCE

Jean Lorrain, insupportable, indispensable

« PAR Jean Lorrain, l'année 1900 est à jamais fixée dans nos esprits », nous dit un jour Paul Morand. De son temps, il fut, en effet, le témoin le plus vivant, le plus remuant, le plus perspicace comme le plus subit. Mais enfin, il était là — par tout, voyant tout, disant tout, comprenant bien ou mal, sentant à tous les vents des Poussières de Paris pour épater le bourgeois lecteur de la « grande presse » qui l'employait. Il définissait les modes, les rites, les mœurs, les gens en place, en trouvant toujours le moyen de venir à point de qualité et méconnu après avoir éraillé une thèse ou une lous les paroles d'une cocotte. Il goûtait la soupe III^e République avec des grimaces, préférait les débordements aux émaux froids de la famille, courait les mondanités pour mieux aller les décrire à longueur de colonnes, aussi sévère pour les parvenus qu'indulgent pour les « paumés ».

Insupportable Jean Lorrain et irrécusable, mais combien indispensable : aux femmes du monde à qui il enseignait l'esthétique de l'heure ou le charme des fraises à fêter, comme à l'homme de la rue à qui ses merveilleuses indications apportaient les troubles récents du monde, vrai ou faux, grand et demi. On méprisait le personnage, mais Goncourt le trouvait distrayant, Guy de Maupassant, Barbey d'Aurevilly lui témoignait de l'amitié. On vomissait le chroniqueur ou l'adorateur, selon le jour, selon son humeur, mais les jeunes poètes symbolistes lui savaient gré de les faire connaître.

Cet inclassable bonhomme restait, sous ses masques et ses rires, un doux mélancolique, ce Parisien tapageur un robuste Normand, ce bruyant journaliste un désenchanté, un acrobate qui cachait par l'esbroufe et un esprit d'estraade une sensibilité trilleuse et blessée. Aujourd'hui que la fin de siècle nous requiert, on le redécouvre. On célèbre Proust ? Le voici qui surgit, peu amène, au demeurant, pour le mondain auteur des *Plaisirs* et des *Jours* avec qui il se battit en duel. Une rétrospective de la peinture symboliste ? Comment ne pas citer Lorrain qui a si bien parlé d'Odilon Redon, de Burne-Jones, de Félicien Rops, de Rochegrosse, etc. ? Une exposition Sarah Bernhardt ? La voilà : n'est-elle pas l'âme incarnée, la fille de Gustave Moreau, tout en se brouillant avec elle parce qu'elle préférait jouer Victorien Sardou que les poètes qu'elle chérissait ? On annonce les Mémoires de Liège de Pougy, la plus belle des « irrégulières » ? Il faudra bien parler de son « flancé » pour rire en qui elle reconnaissait son « maître » — sa littérature. Après une si longue période d'oubli, l'œuvre de Jean Lorrain re-

HISTOIRE

Les illusions d'optique

« L'AMÉRIQUE a été découverte en 1492 par Christophe Colomb. » Cette phrase banale annonçant par des millions d'écoliers, qui songeront à la mettre en question ? En attendant, avant de relater un fait, cette phrase constitue un jugement de valeur. C'est, du moins, ce qu'affirment aujourd'hui deux chercheurs de l'Institut de hautes études internationales (de Genève), Roy Prinslow et Dominique Perrot, dans leur livre *Ethnocentrisme et Histoire*, récemment paru (1). Jugement de valeur à plusieurs niveaux, car l'Amérique n'était nouvelle que par rapport à l'expérience précédente de l'Europe. Elle n'était certes pas nouvelle pour les peuples qui l'habitaient depuis des siècles.

De plus, ce type d'affirmation, courant dans les manuels d'histoire, méconnaît les expéditions antérieures à celle de Colomb, en particulier celle des peuplades non européennes. Pour ces derniers, l'Amérique n'était pas découverte : c'est un concept historique sujet à caution, qui sert le plus souvent de valorisation à une vision occidentale du monde.

Cat « ethnocentrisme » (ou encore : « Vue des choses selon laquelle son propre groupe est le centre du tout, et tous les autres sont pesés par rapport à lui ») a été analysé par les auteurs dans trente manuels d'histoire, provenant de cinq pays occidentaux (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Suisse et Portugal), d'Afrique francophone et du Nigeria, ainsi que d'Union soviétique, ce qui permet des comparaisons intéressantes. Les Etats-Unis ont été exclus de l'étude, car ils sont, disant les auteurs, déjà sensibilisés aux problèmes des minorités. Il aurait pourtant été intéressant de voir comment les manuels américains ont été affectés par l'émergence, dans ce pays, d'une histoire minoritaire (les *Black Studies* en particulier).

La non-histoire des non-Blancs

Si l'UNESCO s'est penchée sur le problème de la déformation nationale des ouvrages d'histoire, aucune enquête systématique n'avait encore été menée pour connaître la présence de l'histoire des peuples d'Afrique, d'Amérique indienne et d'Asie dans les manuels occidentaux. De ce livre tout, qui n'évite pas les répétitions, en même temps que quelques erreurs, nous héritons, dit le livre, la vision que les Occidentaux se font des autres, mais aussi celle qu'ils se font d'eux-mêmes.

Le « Tu-Fu de l'Angleterre »

Mais, dira-t-on, chaque culture ne produit-elle pas sa vision du monde ? N'est-ce pas indispensable à l'identité culturelle ? Ne faudrait-il pas, pour être équitable, étudier aussi la vision que les autres cultures ont de l'Occident ?

« Encore » et « déjà »

Le vocabulaire est révélateur du parti pris occidental. Car si la Chine « s'éveille » ou « s'ouvre » aux Occidentaux au début du vingtième siècle, on dira plus tard qu'elle « bascule » dans le camp communiste, ce terme étant évidemment péjoratif. On

Relativiser l'histoire pour la rendre plus réellement universelle, c'est ce que demandent Roy Prinslow et Dominique Perrot aux auteurs de manuels occidentaux. Car si le poète chinois Tu-Fu était, selon l'expression d'un manuel, le « Shakespeare de la Chine », pour les Chinois, Shakespeare est sans doute le « Tu-Fu de l'Angleterre ».

KATIE BREEN.

(1) Editions Anthropos.

Le printemps des perdrix

(Suite de la page 9.)

De temps à autre, le mâle caressait du bec le cou de la femelle, prêle à un rigoureux et nouveau accouplement. La saison des parades est longue, elle n'ajoutait pas le désir constant des coqs toujours en sur-nombre, cause de rivalités incessantes. Lorsqu'un mâle robuste croit recueillir en paix les fruits de sa victoire, l'écrit se tient à l'affût, essayant de profiter d'un écartement momentané de son heureux rival pour tenter de couvrir la femelle, même en période de ponte. Les combats peuvent durer tout l'été, faisant ainsi « manquer » une couvée.

Le vieux coq n'eût à affirmer sa prééminence qu'à de rares occasions. Quelques éboulées tentèrent de le supplanter, lui furent vite mis hors de combat et la châtiment de leur témérité se fit sans être trop importun. Elle l'établissait à l'avance d'un jour dont les branches les plus étendues, au feuillage maintenant fourni, protégeait le sol de la pluie. Cherchant des herbes marissantes, filamenteuses, qui ne risquaient pas de fermenter et maintiendraient cependant la chaleur maternelle, elle les superposait d'une façon rudimentaire, y mêlant des plumes fines, des débris récoltés, ici et là, au pied des arbres où des oiseaux batisaient, eux aussi, leurs berceaux. Le sien

fut terminé un après-midi d'avril. La journée était éclatante, le soleil tournait dans le ciel d'un bleu de sole fondant sur la campagne, faisant alterner sur la terre des ombres et des lumières mouvantes, caressait la frondaison naissante d'un vert blond des chênes, celle plus avancée, vert ambré, des hêtres, des charmes, vert ar-gente des bouleaux, émeraude claire des châtaigniers. Des églantiers épars étaient piquetés d'innombrables corolles en étioles blanches et roses.

La poule-perdrix pondait quinze œufs chamois clair semés de points noirs, tous d'une égale grosseur, 38 mm dans leur grand diamètre, et 30 mm seulement dans le petit. L'incubation dura trois semaines. Aplatie sur ses œufs, elle les couvrait ardemment, qu'il lui vint des idées par four pour se surprendre, à braver à la hâte, inquiète d'être aux coques d'une perte de chaleur. Revenue au pondoir, elle les ramenait sous elle, du bec et des pattes, s'ils avaient roulé quelque peu à son lever, avec d'infinies précautions, pour les recouvrir de son ventre, de ses ailes rabattues, afin de leur maintenir une température égale.

Aussitôt nés, les jeunes, au d'œuf touffu, subirent leur mère, apprenant à picorer des œufs de journal, de menus grains, d'imperceptibles insectes et des brins d'herbes molles qui facilitaient leur digestion. Au

Service de fondation de l'ORTF

Le service de fondation de l'ORTF... (Texte continué sur plusieurs colonnes, partiellement illisible)

PARIS

LES « DAMES »

L'heure d'été au bois

« Dis, papa, qu'est-ce qu'il a fait, la dame ? »

La première fois, j'ai pu répondre. Une explication peu satisfaisante, mais, à sept ans, certains détails vous échappent. « Des photos de mode, peut-être ? Les tenues d'été sont toujours présentées l'hiver. »

« La dame » ne portait que des culottes et un short rose (avec des dentelles). Et une écharpe de cachemire : il fait froid, à 9 h., le soir, avenue de la Belle-Gabrielle à Nogent-sur-Marne, juste à la sortie du bois de Vincennes.

Quinze jours plus tard, avenue des Minimes, près du carrefour des Sabotiers. La nuit vient de tomber. Quelques voitures s'agglutinent au milieu de la route.

« Dis, papa, qu'est-ce qu'il a fait, la dame ? »

Je ne sais pas. Essole de dormir, nous ne sommes pas arrivés. « C'est-à-dire » s'agit sur le bas-côté, au milieu de quatre automobiles tous feux allumés. Ils sont rassemblés autour d'une danseuse de tournée qui, visiblement échauffée, n'a gardé qu'un boléro en léopard et ses culottes.

La circulation est arrêtée. Devant nous une famille essole de se dégager en faisant du slalom à travers les orbes. Des injures

fusent en direction des voyeurs. Un conducteur ouvre sa portière et lance :

« Allez faire ça plus loin. Tout le monde passe par ici ! »

C'est un fait : pour éviter l'agglomération de Vincennes, il faut emprunter l'avenue des Minimes pour aller de Nogent-sur-Marne à Paris. Des milliers de voitures y passent chaque soir.

Avec l'heure d'été, les journées sont plus longues. Tout se déroule maintenant au grand jour. La crise aidant, la concurrence est acharnée. On ne recule plus devant les outages, pourvu qu'ils rapportent.

Il y a trois ans déjà, à l'angle de la route des Minimes et de la route circulaire, à 7 h., un soir de semaine, une sorte d'apprentie-pompiste ralentissait le flot des voitures en essayant les parabrisse avec ses seins, tandis qu'une de ses compagnes, ébahie, en avait exhibé sa jupe.

Ma fille n'avait que quatre ans. Elle avait trouvé cela plutôt « drôle ».

Aujourd'hui, je redoute ses questions. Les provocations de cette espèce sont de plus en plus fréquentes et prennent souvent l'aspect d'un mauvais « blue poem » de quartier. Mais nous ne sommes pas au cinéma. Foudroyé-t-il interdite le bois de Vincennes aux moins de dix-huit ans ?

M. E.

LA RUE

Un piéton qui ne « marche » pas

Le Conseil de Paris envisage de créer douze zones piétonnières... d'ici dix ans. Membre de l'association Les droits du piéton, je sens en moi quelque chose qui se déchaîne à l'ap-proche. D'ici dix ans ! On ne saurait le dire plus simplement. Une « ceinture verte » ne devrait-elle pas prendre aussi la place des fortifications rasées en 1907 ? J'ai mes doutes quant à la fiabilité des études. Mais peut-être ai-je mauvais esprit.

J'admets faire à jamais partie d'un monde à part. Je ne fume pas. Je ne bois pas. Je ne regarde jamais la télévision. Je ne joue pas au tir. Et pour consacrer la force... je n'ai pas de voiture ! En un mot, je ne « marche » pas dans cette combine qu'est la société. Non-conformiste, social, marginal, tout ce qu'on voudra, je ne joue pas le jeu des névroses nationales. Et quand je me promène à Paris, je vais à pied.

Véhicule de la « longue marche » des cyclistes sauvages qui effectuèrent, en 1972, la dernière traversée de Paris, de Dauphine à Vincennes, à travers barrières et mairies, j'ai renoncé au vélo. On a voulu me le voler. On a tenté plusieurs fois de m'écarter le long des trottoirs. Mais je n'ai pas renoncé à mes jambes. Entre l'auto et moi, la guerre est ouverte. Comme un archer d'Asie, je me défends mieux à pied.

Progresser le long des trottoirs est la première entreprise du piéton de Paris. Ça vaut le parcours du combattant, en moins franc. On peut s'imaginer par là les colonies de cloportes monstrueux qui les encombrant de leur ferraille. Mais on ne peut pas tout éviter. Quand passent les prétendus amis des bêtes, très par leur esclavage à quatre pattes, il en reste toujours quelque chose. Et les salons malodorants sont les pires. Périphérie. On ne risque que de se casser la jambe alors que c'est au péril de sa vie qu'on traverse parfois la chaussée.

Essayez donc de gagner à pied le terre-plein de la Concorde ! Certes, légalement, c'est possible. Un passage protégé existe, censé vous mener des Tuileries aux Champs-Élysées. Mais la prétendue « priorité aux piétons » n'existe à Paris que dans le code. Place de la Concorde, les voitures, pressées d'aller nulle part, ne s'arrêtent jamais. On a mille fois, analysé l'égoïste bestial du col-de-jatte à quatre roues qui, castré par la vie courante, veut compenser ses manques dans l'auto à laquelle il s'identifie. Si comme certains touristes bonnes poires, vous attendez, bête de terre, que ce grotesque motorisé vous laisse donc passer, vous pouvez rester une heure dans le flot des vapeurs d'essence.

Or pour passer il y a un « truc ». Simple comme phrase musicale. Il vous suffit de traverser d'une traite la chaussée, mais, attention : sans ralentir ni accélérer, d'un pas ferme, égal, inextinguible, les yeux plantés dans ceux de

l'automobiliste de tête, y en aurait-il mille derrière lui. La brute la plus prétentieuse comprend alors que, fort de votre droit, vous ne cédez pas. Elle obéit. En freinant à mort, s'il le faut. Mais il y a un piège. Si elle ne s'arrête pas, elle a l'air de vous voir hésiter, lâche comme une souris, elle n'hésite pas, elle, à forcer le passage au risque de votre vie. Un « truc » que j'ai expérimenté cent fois avec des amis étrangers. Bloqués au milieu de la chaussée par la raideur automobiliste, ils se voyaient dans une situation inconue. Vous allez connaître un grand moment, leur disais-je. Ils me croyaient aussi plein de ressources que le Chat Botté.

Nous sommes, ainsi, encore quelques-uns à avoir un dégoût particulier pour tout ce qui, dans ces conditions, pollue, rouille et nous empêche d'avancer. Nous voulons, piétons, dire, par tous les moyens, non à l'auto, partie prenante de cette laideur mortelle qui éclaboussait, dans nos villes et dans nos rapports. Et parce que c'est lâche de lâcher, nous prétendons que les villes ne sont pas seulement faites pour circuler ou stationner, mais aussi pour y vivre.

Y vivre ? Le dernier degré de l'escalade qui nous oppose, piétons, à la voiture, oblige à poser la question. Les homicides sur la chaussée ne sont plus toujours involontaires. Maintenant, les écorseurs ne s'arrêtent même plus. On se souvient de la mort de M. R. Rigoulet, avenue Léna, à Saint-Denis. Écrasé par une auto, il fut projeté 23 mètres plus loin contre une autre venant en sens inverse. Puis deux autres voitures lui passèrent sur le corps sans s'arrêter. Or, s'arrêter, elles le pouvaient, la circulation, dense, n'était pas rapide. Et l'homme n'était pas encore mort ? Simplement dans l'ignorance ? Quelques semaines plus tôt, à Claye-Souilly, des dizaines de « braves gens » avaient eux aussi roulé sur un corps qui fut laminé au point qu'on ne put l'identifier. « Tous les pilotes se sont rendus compte de la nature de l'obstacle », devait dire un gendarme.

Sans doute un jour viendra où totalement immobilisés par la mobilité, les villes s'apèseront que la voiture individuelle est incompatible avec la vie urbaine contemporaine puisque aucun « quatre roues » n'y pourra plus y circuler du tout.

Quand leur train-train aura défilé, les municipalités comprendront que les choses contre-nature, la nature les fait payer. Alors peut-être les métaux du lobby automobile seront-ils jugés ce qu'ils sont : une insulte à la nature et à l'homme.

En attendant, parce que, piétons, nous prétendons posséder cette chose des plus rares, le bon sens, nous continuerons à marcher dans la ville sauteuse et contre tout s'il le faut. Nous sommes les hommes du contre-pied.

PIERRE LEULLIETTE.

LA FÊTE

TOURNEZ, TOURNEZ, MANÈGES

C'EST le dimanche, surtout, que la fête bat son plein. Tournées, tournées manèges. Sensations fortes, têtes à l'envers et corps dans les nuages.

Une fois de plus fidèle à son rendez-vous, la foire du Trône a installé ses machines et ses stands à la porte de Pigres, dite porte Dorée, près du bois de Vincennes (voir le Monde du 20 avril 1976).

Les chevaux de bois de papa appartenant à l'histoire ancienne, les prix de papa aussi : pour être secoué comme une feuille de salade dans un panier il en coûte 4 F les deux minutes et demie. Bien entendu, c'est le secoué qui paie, puisque, comme le dit le forain dans son miroir, « cela fait drôle et cela fait du bien ».

Son voisin, certainement un cousin, vante ses avions volants : « Venez rire sur l'attraction volante. Quatre places disponibles pour un voyage dans les hauteurs. Ne me dites pas que vous avez des maladies de cœur, des maladies de foie... »

Les chalandes hésitent longtemps avant de s'engager dans l'aventure. Deux avions, genre planeur, fixés sur un balancier oscillent à toute allure entre ciel et terre, lorsque le speaker, sur un ton à la Louis Jovet, déclare : « Les sensations sont le piment de la vie. Ici, vous avez une sensation inédite. Il ne faut pas attendre la retraite », on veut bien le croire. Au-delà d'un certain âge, on risquerait fort d'y laisser la vie.

Il vaut mieux se contenter, c'est moins dangereux, de la « barbe à papa » de Zoumou, pour 250 F ; ou bien, pour quatre fois cette somme, s'offrir un instant d'espoir à la loterie voisine. « Le feu est régulier, facile et loyal pour tout le monde », affirme Popol. « Tout le monde gagne. Pas de perdant », dit-il en accomplissant la rite de la chance. Suspense d'une minute : un coup de cloche annonce le couleur gagnant. Le gros lot est « un couvre-tête recommandé aux femmes riches. Avec lui, tu te couches à deux, tu te lèves à deux ». Pas de perdant. Pas de panique. De l'humour. Un souvenir. Ainsi, pour 10 F, vous « gagnez » un verre, pour 20 F, un quarante-quatre, pour 30 F, un saladier. Dans cette affaire, c'est le jeu qui compte, pas le gain.

Aux voitures tamponneuses, le choc est roi. Cette attraction connaît un succès. Les adeptes se disputent les places au « Hot Rod Happy ». Blue-jeans, blousons de cuir, chapeau « Bor-salino » et boots aux semelles compensées pour les garçons ; poudres aux yeux, toujours blême et abondante, rouge à lèvres écarlate, machine sur l'œil et chaîne d'argent pour leurs compagnes.

Ici, c'est le rendez-vous des copains. Le retour à l'âge d'or des Elvis Presley, Vince Taylor et James Dean. En un mot, la fureur de vivre à « la mode rétro ». 2 francs les trois minutes, ce qui met la secousse à 40 centimes environ, l'heure de collision à 60 francs. Reins solides et bourses pleines, attention au départ ! En voiture ! En voiture !

Certains préfèrent le choc psychologique au choc physique. Le château hanté à toujours autant de succès. Après avoir été soufflé « en-dessous », aspiré « au-dessus », trappés par un marteau de mousse, attaqués par un faux gorille, trôlés par une araignée géante en plastique, les enfants rient jaune, les filles agacent, se recroquent et les garçons haussent les épaules : « Tu parles ! »

« Rita en personne et en bonne santé »

Pour se consoler, ils vont admirer le tour de taille de Rita, plus de 1 mètre. Les hanches de Rita, 1,50 mètre. Les genoux de Rita, 1 mètre. Rita en personne, bien dessinée et en bonne santé, dit son manager. Véritable bête de cirque, Rita ne pèse pas moins de 200 kilos. Le spectateur commence par sourire. Mais, en croisant le regard de la femme, il n'a plus le cœur à rire. « Pour la photographie, vous donnez ce qui vous voulez », précise le présentateur. Personne n'ose le faire.

Le stand voisin exhibe un Hill-pulver. Ficht, celui-là. Fictive également la « sirène des mers profondes de Kéop ». Ficht l'homme le plus long du monde. « Y'a un truc » murmure la foule. « Non », répond l'illusionniste Caryson, sol-disant « célèbre à la radio et à la télévision ». « Je vais vous montrer la femme-crocodile. Elle a dix-huit ans. Elle vous parle. Si vous l'interrogez, vous savez qu'elle est plus intelligente que le bon bras s'enroule le reptile Edouard. Pauvre Edouard, il a l'air bien fatigué ! Qu'importe, il sert d'appât au client. C'est tout ce qu'on lui demande. Un enfant tire un rideau jaune. La « femme-crocodile » apparaît. Il s'agit d'une tête d'homme perruquée, maquillée, installée sur un foulard de soie rose ? Dans son prolongement, un corps de crocodile. Véritable plastique. Le tout posé sur une table de bois.

La jeune fille près de moi dit : « C'est incroyable ». Elle est une habituée des « phénomènes ». Elle a déjà vu la femme invisible : « C'est vrai. J'étais à 1 mètre d'elle ». Elle ajoute : « La femme invisible à l'air triste. Elle n'a que la tête. Pas les jambes. Il faut la voir pour la croire ». Certainement.

Un coup de sifflet strident annonce le départ du « célèbre grand champion timoustin, professeur des écoles de motards. Passionnés de la moto, apprentis, coureurs et acrobates, laissez-vous tenter. Vous verrez une extraordinaire performance ». L'événement est aussi bref qu'extraordinaire. Debout, bras en croix sur une moto qui tourne à plus de 50 kilomètres à l'heure sur une piste circulaire « un homme risque sa vie ». Pour trembler pour lui, il vous en coûte « 5 F seulement ». Si vous n'avez pas eu le grand frisson, le vampire de la Guyane et la vipère des Indes y pourvoient : « Cette vipère capable de donner la mort en quelques minutes est manipulée sans aucune précaution par notre dompteur », annonce le patron. « Venez voir le vampire. Il suce le sang de sa victime endormie ». La curiosité et l'innocence mènent le monde. Toutes les cinq minutes, une centaine de personnes passent à la caisse. Malheureusement, la vipère dort et

le vampire aussi. Sage comme une image.

Une voix s'élève : « En voiture, en voiture, pour un tour infernal. Ça c'est du sport. Ça c'est un tour de manège. C'est le bon moment. C'est l'instant, prenez vos places. » Jeunes et moins jeunes se précipitent sur « Everest » la grande roue. Sans vertige et sans tournoi, là-haut les gens s'amuse.

Cela, c'est le présent. Pour l'avenir, Sarah, Radji et Sonia, « les plus célèbres voyantes du monde » s'occupent. La fourchette des prix est large, selon le client : de 20 F à 200 F.

Un dimanche à la Foire, c'est cher. Mais on en sort l'appétit coupé après l'épisode « tête à l'envers et pieds dans les nuages » : économie de repas. De toute façon, la foire du Trône est interdite aux grincheux et aux mauvais caniches. Ils n'apprécient pas les beignets chauds, la barbe à papa, les pommes d'amour, les pralines, ni tout le reste.

CHRISTIANE CHAMBENOIS.

LA TÊTE

Sors beau, sors bon, Sorbonne

On croit savoir ce que c'est que la Sorbonne, comme tout le monde, même si l'on y a mis peu ou prou les pieds — et puis non, on s'aperçoit qu'on est encore à côté. On ouvre par hasard le dictionnaire... (Paranthèse : quelle merveille, le dictionnaire, on y trouve ce qu'on veut, c'est à se demander pourquoi tant de gens éprouvent le besoin d'imposer à leurs enfants de si longues et si coûteuses études qui ne mènent à rien, alors que tout, tout ce qu'on a profité et plaisir à savoir, et bien davantage, est dans le dictionnaire. C'est ce que répétait avec raison l'excellent, le matos, le fouteux bon maître Anatole France, lequel — parenthèse dans la parenthèse — mériterait bien un petit regain de mode. N'est-ce pas lui qui a écrit : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels. »)

On ouvre donc le dictionnaire, et on lit que la sorbonne, en réalité, c'est : premièrement, « un fourneau à faire chauffer la colle » ; deuxièmement, « un sucrant pour donner de l'air à l'intérieur d'un atelier » ; troisièmement, la « tête », d'où Eugène Sue a tiré le verbe sorbonner = raisonner. Cela

est écrit là noir sur blanc, cela est imprimé, par conséquent vrai, et si vous ne me croyez pas, regardez vous-même.

Voilà. Eh, bien, quand on a appris ça, on a le sentiment de n'avoir pas perdu sa journée ! Et tout s'éclaircit. En mai 1968, quand on entendait crier : « Il faut mettre le feu à la Sorbonne », cela signifiait donc simplement : « Faites chauffer la colle », plaisanterie inusitée dans la bistroiserie chaque fois qu'il y a du dépôt. « Ouvrez-vous la Sorbonne » ne veut rien dire d'autre que : « Donnez-nous donc un peu d'air », et « Vous me cassez la Sorbonne », c'est tout bonnement façon d'annoncer : « Vous m'assommez ». N'est-ce pas plus lumineux ainsi ?

Quant au nommé Robert de Sorbon, on ne serait pas étonné de croire que ce personnage mythique n'a, étymologiquement parlant, jamais existé. Tenez, on apprendrait, par la prochaine édition du dictionnaire (on l'espère, on l'attend), qu'un Parisien est une sorte de gigantesque monde à gaudres, et un Parisien quelconque compresser survoit, qu'on n'en serait pas autrement surpris.

JEAN GUICHARD-MEILL.

LES OISEAUX

Une réserve qu'on ose dire naturelle

NOUS nous en doutions, les auteurs l'ont confirmé, Paris est la ville la plus polluée de France. Les citadins le savent qui, profitant de toute trêve, s'en vont respirer les effluves vivifiants des bouchons routiers.

D'autres habitants s'accrochent au ciel en attendant que les rats et les cafards, qui ne sont pas de bonne compagnie : songeons aux pigeons, ils pullulent dans les villes, au point qu'on a tenté de les déporter en masse à la campagne : rien à faire, ils ne s'y sont pas plu. Les moineaux, par leur taille, leur tenue discrète, l'insignifiance de leurs postures, leur nombre même, se font oublier : ils sont entrés dans le décor. Mais on écoute le merle qui siffle un peu partout dès la fin de janvier. Les hirondelles, quelques farvettes, une mésange, un rossignol des murs, font leur partie.

Les oiseaux ! Que cherchent-ils dans notre air empué ? Négligence des rats et des cafards, qui ne sont pas de bonne compagnie : songeons aux pigeons, ils pullulent dans les villes, au point qu'on a tenté de les déporter en masse à la campagne : rien à faire, ils ne s'y sont pas plu. Les moineaux, par leur taille, leur tenue discrète, l'insignifiance de leurs postures, leur nombre même, se font oublier : ils sont entrés dans le décor. Mais on écoute le merle qui siffle un peu partout dès la fin de janvier. Les hirondelles, quelques farvettes, une mésange, un rossignol des murs, font leur partie.

Peu après, un vol de pigeons s'abat, une merlette brune semble surgir de terre, les passereaux commencent à pépiter. Ils n'étaient pas partis bien loin. L'hélioptère qui dépose dans le cœur d'un hôpital voisins les blessés du dimanche les avait égalisés. Le saule : l'aurais pu intervenir, recommander la patience. Je n'ai pas osé ; ce n'est pas ma présence qu'on attendait.

ALICE PLANCHE.

LE BISTROT

Un après-midi comme les autres

Il est assis tout près de la vitre qui donne sur la rue. Il regarde les voitures, les passants, les arbres qui perdent leurs feuilles. Devant lui, sur une table, un demi de bière se refroidit lentement. Il a gardé sa casquette sur la tête, et, malgré la température clémente, il est chapeauté habillé : chandail à col roulé et veste de laine marron. Le temps et les gens... passent.

De l'autre côté du zinc, une jeune femme jette le monnaie des pourboires du matin. Il n'y a pas grand monde à cette heure : il est vrai que c'est le début de l'après-midi, la pratique habituelle est au travail. Un livreur passe, avalé le contenu d'une chope à toute vitesse et disparaît encore plus rapidement.

L'homme n'a accordé aucune attention à cette intrusion fugace. Il regarde ailleurs, tout près et très loin. Son âge ? Beaucoup plus de soixante-dix ans, certainement. Et ses mains déformées indiquent qu'il a derrière lui quelque chose de « vie » laborieuse avant la retraite. La retraite enfin ! Et maintenant, à quoi sert-il ?

Dans ce café quasi vide, un homme jeune accoudé au bar en est à son deuxième verre. Pantalon de flanelle gris, chandail blanc, regards hureteurs et vides en même temps, parce que, au fond, il n'a rien de grand-chose à regarder. S'il est là sans rien faire à cette heure où la « population active » produit, c'est que peut-être il est en congé ou en chômage.

Derrière le comptoir, un serveur est accroché au mur, une forte phrase y est inscrite rouge sur blanc : « Pour garder ses amis, la maison ne fait pas de crédit ». Dessous, collé à même le paroi, un gros titre

découpé dans un journal : « Le client n'est plus roi. Enfin, un avis rappelle que le pourboire (15 %) n'est pas compris et que l'usage du téléphone est uniquement réservé aux consommateurs. Buvez d'abord, vous téléphonerez ensuite. French hospitality ! »

L'information désolante, les rogues règlements ne semblent choquer personne. Le vieux paraît perdu dans le vide, le jeune dans ses supputations.

Le hasard ne les a pas fait sortir en même temps. Brusquement, le consommateur du bar est parti : le monde n'attend pas, il faut être un « battant » aujourd'hui, se collecter avec la vie, faire son chemin dans la société, ne pas rester le coq.

Le vieux est resté devant sa bière et tout son temps. Pour lui, s'il est jamais passé, le « coq » ne passera plus.

Soudain, la porte du bistrot s'est ouverte, laissant le passage à une petite fille brune aux cheveux courts, vêtue d'un tablier bleu clair avec des carreaux blancs, et portant un certain nombre d'objets, l'enfant s'arrête quelques instants sur le seuil et jette un regard intéressé vers l'imposant étagère de bouteilles multicolores destinées à alimenter la pratique. Ensuite, elle se dirige résolument vers le vieux. Celui-ci sort de son rêve, sourit, carresse les cheveux de la gamine, se lève très droit et jette quelques pièces sur le guéridon.

Tous deux quittent ce séjour sans joie, la main dans la main, avec l'air radieux qu'engendrent les confidences secrètes, les commodes silencieuses, l'intelligence avec cœur qu'on aime.

R. GUINIER DU VIGNAUD.

LA MARCHE NOIRE DE LA...
à manquer de...
par le...

SOCIÉTÉ

PARIS

LE MONDE AUJOURD'HUI

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : Nana, ballet (sam., 19 h. 30); Quatuor instrumental de Paris (Vila-Lobos, Mozart, Debussy, Weber) (dim., 18 h. 30).
Comédie-Française : La Nuit des rois (sam., 14 h. 30); Le Verre d'eau (sam., 20 h. 30; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Châtelet : Le triangle (sam., 20 h. 30; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Odéon : L'Événement du printemps (sam., 20 h. 30; dim., 14 h. 30).
TNP : Dans la nuit (sam., 20 h. 30).
Petit TNP : Travail à domicile (sam., 20 h. 30).
Opéra-Studio : Atelier chorégraphique de Serge Keuten (sam., 20 h. 30).

Les salles municipales

Nouvelles Carré : Cirque Grus (sam., 15 h. 30 et 20 h. 30; dim., 15 h. 30); Grand Ballet d'Afrique noire (sam., 21 h.; dim., 18 h.); Projection-débat : La Bande des délinquants (sam., 18 h. 30); Salle Papin : L'Amie Kozé (sam., 20 h.); Variétés : J.-P. Masse et Cécilia (sam., 21 h.).
Châtelet : Le Parc du sourire (sam., 20 h.; dim., 14 h. 30).
Théâtre de la Ville : Pierre Vassiliu (sam., 18 h. 30).

Les autres salles

Antoine : Le Tube (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Atelier : Monsieur Chasse (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Athénée : Godelup (sam., 17 h. et 21 h.; dim., 15 h.).
Bouffes-Parisiens : Les Serceuses d'orange (sam., 20 h. 30).
Bouffes du Nord : La Grosse (sam., 20 h. 30).
Cartouches : Théâtre de la Tempête : Patrique (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Centre culturel de la République : La Nuit des tribunes (sam., 20 h. 30, dernière).
Centre culturel du 17 : Entre dans ma tête (sam., 20 h. 30).
Comédie Caumartin : Boasting-Boeing (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 21 h.).
Comédie des Champs-Élysées : A vos souhaits (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).
Compte-Chou : Je n'imagine pas ma vie demain (sam., 20 h. 30).
Cour des Miracles : La Famille (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Ecole normale supérieure : Pour Gyt (sam., 20 h. 30, dernière).
Gallie-Montparnasse : Ne ris jamais d'une femme qui tombe (sam., 21 h.).
Gymnase-Marie-Bell : Vieux chez moi, l'habille, chère copine (sam., 21 h.; dim., 17 h.).
Huchette : La Chantatrice chavre; la Leçon (sam., 20 h. 45).
Journées de Saint-Germain-des-Près : Le Jugement de Don Juan (sam., 21 h.); Parle de l'église : Comme à la Foire de Saint-Germain-des-Près (sam., 21 h.).
La Bruyère : Ben Zimet (sam., 21 h.; dim., 17 h.).
Lacenaire : Madame Patale (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Maison de la Famille : M. Mookipoli (sam., 20 h. 30, dernière).
Maison du Porteur : Guilliver's comeback (sam., 21 h. et 20 h.).
Maison du Poète : Le Journal d'un fou (sam., 22 h.).
Matignon : Rosemarie et Guillidennou pour morte (sam., 21 h.; dim., 17 h.).
Montparnasse : Même heure, même année (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 21 h.).
Mouffetard : Concert théâtral (sam., 20 h. 30, dernière).
Nouveautés : Les Deux Vieux (sam., 21 h.; dim., 16 h.).
Opéra : M. de la Fayette et Rosalie (sam., 21 h. dernière).
Palace : Tient le coup jusqu'à la retraite (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Palais-Royal : La Cage aux folles (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).
F. L. A. : L'Approche (sam., 20 h. 30).
Poches-Montparnasse : Les Moutons de la nuit (sam., 20 h. 30 et 22 h.).
Porte-Saint-Martin : Mayflower (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Studio des Champs-Élysées : La Frouse (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).

Théâtre Campagne-Primettes : le Sarcus de la haine (sam., 20 h. 30); l'Orchestre (sam., 21 h.).
Théâtre de la Cité internationale : la Galerie : Lucelle (sam., 21 h.).
La Ressource : Boesman et Lena (sam., 21 h.).
Grand Théâtre : Christiana Dente (sam., 21 h., dernière).
Théâtre d'Edgar : la Chose (sam., 18 h.).
Théâtre Esalon : les Enfants gâtés (sam., 20 h. 30 et 22 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la République : Les Enfants de la République (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre du Minotaur : Dom Juan (sam., 20 h. 30).
Théâtre d'Orsay, petite salle : Portrait de Dora (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).
Théâtre Paris-Nord : les Faux Bonshommes (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).
Théâtre Présent : la Vie vide (sam., 20 h. 30).
Théâtre Treize : Macbeth (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la République : Les Enfants de la République (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la République : Les Enfants de la République (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Théâtre de la République : Les Enfants de la République (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).

Théâtres de banlieue

Asnières-sur-Seine, abbaye de Boyarmont : l'Opéra de New-York (sam., 19 h.); J.-E. Pommeroy, piano; 21 h. dernière; A Boris Vian (dim., 21 h.).
Milles Croix : l'Abbat (sam., 22 h.).
Variétés : l'Autre Valse (sam., 20 h. 30; dim., 17 h.).
Asnières-sur-Seine, abbaye de Boyarmont : l'Opéra de New-York (sam., 19 h.); J.-E. Pommeroy, piano; 21 h. dernière; A Boris Vian (dim., 21 h.).
Milles Croix : l'Abbat (sam., 22 h.).
Variétés : l'Autre Valse (sam., 20 h. 30; dim., 17 h.).

Chansonniers

Caveau de la République : et au bout du tunnel (sam., 21 h.; dim., 15 h. 30 et 21 h.).
Derniers : Sere-via compère (sam., 21 h.; dim., 15 h. 30 et 21 h.).
Dix-Neufes : Vally, Françoise, Georges et les autres (sam., 22 h.).
Journées de Saint-Germain-des-Près : Le Jugement de Don Juan (sam., 21 h.); Parle de l'église : Comme à la Foire de Saint-Germain-des-Près (sam., 21 h.).
La Bruyère : Ben Zimet (sam., 21 h.; dim., 17 h.).
Lacenaire : Madame Patale (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Maison de la Famille : M. Mookipoli (sam., 20 h. 30, dernière).
Maison du Porteur : Guilliver's comeback (sam., 21 h. et 20 h.).
Maison du Poète : Le Journal d'un fou (sam., 22 h.).
Matignon : Rosemarie et Guillidennou pour morte (sam., 21 h.; dim., 17 h.).
Montparnasse : Même heure, même année (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 21 h.).
Mouffetard : Concert théâtral (sam., 20 h. 30, dernière).
Nouveautés : Les Deux Vieux (sam., 21 h.; dim., 16 h.).
Opéra : M. de la Fayette et Rosalie (sam., 21 h. dernière).
Palace : Tient le coup jusqu'à la retraite (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Palais-Royal : La Cage aux folles (sam., 20 h. 30; dim., 15 h. et 20 h. 30).
F. L. A. : L'Approche (sam., 20 h. 30).
Poches-Montparnasse : Les Moutons de la nuit (sam., 20 h. 30 et 22 h.).
Porte-Saint-Martin : Mayflower (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Studio des Champs-Élysées : La Frouse (sam., 20 h. 45; dim., 15 h.).

La Fête 76

Jardin des Tuilleries, Cirque Boulogne : Jean Richard (sam., 15 h. et 20 h. 30; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Théâtre : Bay 30 (sam., 21 h.; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Théâtre d'Orsay (marionnettes) : la Mort blanche (sam., 20 h. 30); Une messe pour Barbe-Bleue (sam., 22 h.).

La cinémathèque

Châtelet, sam., 15 h. : Calcutta, de L. Malle; 16 h. 30 : Sidiyous, de G. Bouché; 20 h. 30 : Serpico, de S. Lumet; 22 h. 30 : De l'influence des rayons gamma sur le comportement des marguerites, de P. Newman; 0 h. 30 : Les Travaux d'Hercule, de P. Francisci; 11 h. 30 : Nana, de J. Renoir; 18 h. 30 : Venz d'est, de J.-L. Godard; 20 h. 30 : Tristana, de L. Buñuel; 22 h. 30 : Absalom, de G. Roy Hill; 0 h. 30 : Hercule défit Spartacus, de D. Paoletti.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 15 - Dimanche 16 mai

La Fête de Paris

Halle de la Ville, scène centrale, sam., 14 h. 15 : le Coup de roupe; 14 h. 35 : Albert Mercœur; 15 h. 15 : Conception; 15 h. 35 : Au Bouheur des dames; 16 h. 10 : Michel Jonasz; 16 h. 45 : François Beranger; 20 h. : Catherine Ribeiro & Alpo; 21 h. 10 : Les Femmes - Dim.; 15 h. 30 : Concert de jazz (François Guin et les Swingers); 14 h. : Fanfare; 14 h. 10 : Sébastien Reggiani; 14 h. 35 : Pia Colombo; 15 h. 10 : Francis Lemaire; 15 h. 45 : Quilapayun; 17 h. 35 : Yves Lecoq; 18 h. 10 : Nicoletta; 20 h. : Marc Ogereau; 20 h. 45 : Ballet-Théâtre Joseph Roussillo; 21 h. 30 : Françoise Solleville; 22 h. 10 : Mouloudji.

Les concerts

Voir Opéra et Nouveau Carré.
Nelson de la radio : Quatuor Parrain (Honegger, Schoenberg) (sam., 18 h. 30).
Espace Tribunes : G. Cristoforo et J. Ernandes (sam., 17 h.).
Chapelle de la manufacture des Gobelins : R. Jacob, haute-contre, et W. Christie, clavier (musique italienne du dix-septième siècle) (sam., 17 h.).
Théâtre de la Madeleine : Quatuor Bartholdy (Mendelssohn, Debussy, Schubert) (sam., 17 h.).
L'Œuvre musicale de Montmartre : J.-M. Darré, piano (franç. Chausson) (sam., 17 h.).
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière : le Confronto Sarganhaman et la Chorale Cantel de Paris (Missa Croix) (sam., 20 h. 45; dim., 18 h.).
Théâtre de la Cité internationale, le Jardin : Diaphonie (variations audiovisuelles sur Bartok et Stravinski) (sam., 21 h.).
Bataillon-Monclère : Cl. Bernard et R. des Graviers, violons (musique du dix-neuvième siècle) (dim., 18 h.).
Eglise Notre-Dame : J. Guillo, orgue (J. Guillo) (dim., 17 h. 45).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin : A. Bedola, orgue (œuvres du Moyen Âge et du Baroque) (dim., 17 h. 45).

Vidéo

Vidéothèque, de 13 h. 30 à 1 h. 30 : Festival d'Orange 75.

Jazz pop et folk

Coupe-Chou : Jazz show (sam., 20 h. 30).
Théâtre Montferrat : Denis Gassier, folk celtique (sam., 22 h.).
Aubert : Jazz show (sam., 21 h.).
Parade : New Orleans Dance Parade (sam., 22 h.).
Bourgeois : Salle municipale : M. Bouché, jazz (sam., 21 h.).
Crédit : Maison des arts : le Groupe Centaure (dim., 15 h.).
Crépuscule : Théâtre : Lionel Hampton (dim., 21 h. et 23 h.).

Ballets

Voir Opéra, Opéra-Studio, Nouveau Carré.
Théâtre de la Plaine : Animation et Recherche chorégraphique (sam., 20 h. 30; dim., 17 h.).
O.R.P.A. : Ballet-Théâtre Alain Leduc (sam., 20 h. 30).

Les exclusivités

ADRIEN MAJOLLA (A. v.o.) : U.G.C.-Odéon, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
A NOUS LES PETITES ANGLAISSES (A. v.o.) : Montparnasse-Pathe, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).

LES FILMS NOUVEAUX

MEAN STREETS, film américain de M. Scorsese (v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
LES MAGiciens, film français de J. G. Cocteau (v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
VISA DE CENSURE, film français de J. G. Cocteau (v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
LE G.A.C.V., film américain de J. G. Cocteau (v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
VINCENT MIT L'ANE DANS UN PAYS, film américain de J. G. Cocteau (v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
L'ENLEVEMENT, film américain de J. G. Cocteau (v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
LE SÉCRETE DE LA VIE (A. v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
LA SURPRISE DU CHEF (A. v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
TOUT, TOUT DE SUITE (A. v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
LE SÉCRETE DE LA VIE (A. v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
LA SURPRISE DU CHEF (A. v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
TOUT, TOUT DE SUITE (A. v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
LE SÉCRETE DE LA VIE (A. v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
LA SURPRISE DU CHEF (A. v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
TOUT, TOUT DE SUITE (A. v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-71-08); Gaumont-Gambetta, 20° (325-71-08).
LE SÉCRETE DE LA VIE (A. v.o.) : Studio Média, 8° (325-71-08); Biarritz, 8° (325-71-08); V.F. : Gaumont-Richelieu, 14° (325-71-08); Montparnasse-Pathe, 14° (325-71-08); Gaumont-Opéra, 14° (325-71-08); Les Nations, 13° (325-71-08); U.G.C.-Gobelins, 13° (325-71-08); Studio des Champs-Élysées, 13° (325-71-08); Gaumont-Bud., 14° (325-71-08); Clignancy-Pathe, 14° (325-71-08); L'Alpaca, 14° (325-71-08); Breizh, 6° (325-71-08); Normandie, 6° (325-71-08); Libération, 12° (325-71-08); Bataillon-Monclère, 12° (325-71-08); Victor-Reno, 10° (325-71-08); P. Linder, 18° (325-

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LOGEMENT

**Au congrès des promoteurs-constructeurs
M. Galley annonce que l'aide à la pierre
ne sera pas abandonnée, mais simplement réduite**

M. Robert Galley, ministre de l'équipement, a prononcé vendredi 14 mai, à Deauville, le discours de clôture du congrès de la Fédération nationale des promoteurs-constructeurs. Il s'est tout d'abord félicité que la F.N.P.C. ait choisi comme thème central de son congrès le « logement social ».

« A l'heure où nous travaillons d'arrache-pied à la préparation de la réforme de la politique du logement, a déclaré le ministre, l'appréciation que les promoteurs-constructeurs ont donnée sur les conclusions du rapport Barro... Il a cependant regretté qu'ils n'aient pas accompli le même travail sur le rapport Nora et la réhabilitation de l'habitat ancien. « Je ne vous demande pas de parler des H.L.M. et de leur mission, ce serait aller trop loin », a précisé M. Galley avec quelque humour.

Après avoir tenté, provoquant quelques protestations, de convaincre son auditoire que la nouvelle loi foncière « n'est ni un échec ni un remède miracle » mais constitue une « réforme raisonnable pour mettre un frein aux excès » qui fera à terme baisser le coût des terrains, M. Galley a esquissé le schéma général de la réforme du financement de la construction, qui sera arrêté par le gouvernement avant les vacances. « Ce schéma repose d'abord sur un nouvel équilibre, un nouveau dosage entre une aide à la pierre, moins forte que par le passé, et une aide personnalisée plus efficace permettant notamment de solliciter les ménages aux revenus les plus modestes.

« Il est, en effet, apparu au gouvernement qu'une suppression trop brutale de l'aide à la pierre risquait d'être trop durement ressentie par tous ceux qui, comme vous, travaillent depuis longtemps avec cet instrument sans doute un peu lourd mais qui a le mérite d'une bonne continuité et d'une bonne stabilité économique. Ce système sera, par ailleurs, perfectionné pour mieux encourager l'amélioration de la qualité des logements. »

« Notre thème majeur », poursuivit M. Galley, est de faire une analyse sans concession pour regarder que les Français sont mal logés et centrer sur eux notre effort financier. C'est de cette analyse que doit sor-

tir la nouvelle politique du logement.

Pour sa part, l'aide à la personne ouvre de larges perspectives sociales, mais il ne s'agit nullement de mettre en place un système d'appariement à une sorte de sécurité sociale du logement : la nouvelle aide personnalisée tiendra étonnamment compte des revenus des ménages, de leur situation familiale, de leur champ d'application ne s'étendra qu'à la condition du respect d'une stricte discipline appliquée notamment aux loyers. (...) »

« Je ne vous étonnerai pas, a ajouté le ministre, en vous disant que le développement de l'accèsion à la propriété figure également parmi [nos] objectifs prioritaires. Ce mécanisme connaît un succès considérable depuis quelques années, car il donne à de nombreux Français aux revenus modestes ou moyens la possibilité de devenir propriétaires d'un logement, de préférence individuel, répondant à leurs aspirations les plus pressantes. Pour son financement, l'accèsion à la propriété continuera pour une part de bénéficier de l'affectation de sources d'épargne privilégiées. Mais il m'apparaît de plus en plus que cette réforme, qui doit être fondamentale, ne peut se réaliser sans une amélioration des circuits financiers de droit commun, autrement dit sans la mobilisation d'une épargne plus stable au profit d'un aménagement du logement — à moyen ou à long terme — sans aussi une réduction dans certains cas des marges bancaires prélevées sur le crédit au logement ; sans enfin une meilleure transparence de ce marché.

Troisième objectif de M. Galley : le développement de la réhabilitation de l'habitat ancien. Il est prioritaire « tant du point de vue de l'urbanisme — c'est bien souvent la réhabilitation des centres-villes qui est en jeu — que de l'économiste : un nouveau marché va progressivement s'ouvrir aux professionnels, soutenu par un dispositif financier réglementaire. Cette action — qui sera accélérée dès l'année prochaine — est d'abord sociale : les logements réhabilités ne seront éligibles à la nouvelle aide personnalisée qu'à la condition que les loyers demeurent à des niveaux modestes tenant seulement compte du coût de la réhabilitation et excluant des marges spéculatives trop souvent constatées aujourd'hui.

LÉGISLATION

**LES IMPORTATEURS
DE CIGARETTES S'OPPOSENT
AU PROJET DE LOI
SUR LE TABAC**

« Les industriels du tabac veulent la liberté de se faire concurrence », ont déclaré, vendredi 14 mai, au cours d'une conférence de presse, les responsables de l'Association des fournisseurs communautaires de cigarettes, marquant ainsi leur opposition au « projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme » déposé par Mme Simone Veil, ministre de la Santé, et qui devrait être discuté au cours de l'actuelle session parlementaire.

Ils ont notamment estimé que ce projet de loi, qui vise à limiter considérablement la publicité en faveur du tabac et à « figer » les surfaces publicitaires dans les journaux à leur niveau moyen de 1974 ou 1975 donnerait une « rente de situation » au SEITA, qui est actuellement le plus gros annonceur. Ils pensent que ce texte empêchera « l'information du public » sur les nouveaux produits qui peuvent présenter de réels avantages, comme de nouveaux filtres ou des tabacs moins nocifs. Surtout, ils font valoir que ce n'est pas en limitant la publicité qu'on fera baisser la consommation de tabac, mais plus sûrement en procédant à des hausses de prix.

Le ministre de l'équipement a conclu sur la nécessité pour la F.N.P.C. de « rechercher la rigueur dans l'appréciation des besoins réels des Français » et d'assurer par l'autodiscipline une meilleure protection du consommateur. « Je considère que tout acquiesceur de logement a droit à la connaissance de la composition du prix de revient et du prix de vente de son logement, faisant notamment apparaître le prix réel de chaque prestation ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'AIR LIQUIDE

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui avait été convoquée pour le mercredi 19 mai 1976 ne pourra valablement délibérer à cette date faute de quorum. Elle sera à nouveau convoquée pour le mercredi 9 juin 1976 avec le même ordre du jour au Théâtre des Champs-Élysées, 18, avenue Montaigne, Paris-8^e, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle convoquée pour cette même date, à 15 heures.

SOFICOMI

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 14 mai 1976, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 1975. Les produits de l'exercice, après déduction des charges, s'élèvent à 61 420 896,79 F. Les résultats d'exploitation de l'exercice ont résorbé un solde antérieur de 25 615 269,50 F, après affectation de 9 327 654,31 F aux comptes d'amortissements, et de 4 457 778 F aux comptes de provisions. Quant au bénéfice de l'exercice, il s'élève à 311 282,46 F, en augmentation de plus de 23 % par rapport à celui de l'exercice précédent. L'assemblée a décidé de répartir aux actionnaires une somme globale de 32 300 000 F. Cette répartition correspond à la distribution d'un dividende de 14,80 F par action aux 1 800 000 actions constituant le capital social, contre 12,50 F pour l'exercice précédent. Ce dividende qui, compte tenu du statut de la société, ne donne pas droit à l'avoir fiscal, sera mis en paiement à compter du 15 juillet 1976.

CODETEL

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de CODETEL, réunie à l'effet d'approuver les comptes de l'exercice 1975, s'est tenue le 11 mai 1976 sous la présidence de M. Jean GILBERT, président du conseil d'administration. Le bénéfice net de l'exercice ressort à 82 574 488,88 F contre 74 757 589,61 F pour l'exercice 1974. L'assemblée générale a décidé de distribuer un dividende de 10,50 F à chaque titre de 1 000 000 d'actions constituant le capital social. Le conseil d'administration a décidé de mettre en paiement ce dividende à partir du 30 mai 1976 contre remise du coupon n° 5. L'assemblée générale a renouvelé les mandats d'administrateurs de M. Jean GILBERT, de M. Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, et de M. Jean-Louis LAFITE, directeur de la Banque nationale de Paris et du Crédit industriel et commercial. Elle a par ailleurs autorisé le conseil d'administration à émettre un ou plusieurs emprunts obligataires pour 1 000 millions en complément des autorisations antérieurement données.

VEUVE CLICQUOT PONSARDIN

Maison fondée en 1772

Le conseil d'administration, réuni le 30 avril 1976 sous la présidence de M. Alain de Vogüé, a arrêté les comptes de l'exercice 1975. Le résultat brut d'exploitation s'élève à 12 457 000 F. Compte tenu, entre autres, de 3 500 000 F d'amortissements, de la constitution de 9 040 000 F de provisions pour hausses des prix venant compenser une plus-value d'évaluation sur électricité d'actif de 7 040 000 F et d'un accroissement de 6 millions de francs de la provision pour dépréciation des titres de participation en raison des pertes de la filiale Vieux Moustier, dont la participation a été réévaluée, le résultat net se traduit par un déficit de 1 389 000 F. Cependant, le mouvement de reprises des ventes qui s'est amorcé durant le second semestre 1975 se confirme et s'amplifie (à fin mars 1976, les ventes sont en hausse de 91 % par rapport au premier trimestre 1975). Le conseil propose, lors de l'assemblée du 29 juin 1976, la distribution d'un dividende de 8,50 F par action, identique à celui de l'an dernier, par prélèvement sur la réserve statutaire.



L'usine SOLAR/UDINE, fabricant de Télé-Indicateurs et Horloges à chiffres sautants, informe ses nombreux clients et amis qu'elle déplore la mort de trois ouvrières dans son usine d'ARTEGNA.

La totalité du personnel d'UDINE est bien portant, à l'exception de quelques blessés. L'usine d'UDINE a repris ses activités le Mercredi 12 Mai. Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser au représentant exclusif : les Ets C.E.V.M.I. - 15, avenue Paul-Doumer, 75016 PARIS.

(AVIS FINANCIER)

All these securities having been sold, this announcement appears as a matter of record only.

New Issues

\$175,000,000
European Coal and Steel Community

\$75,000,000
8 5/8% Notes, Due May 1, 1984

\$100,000,000
9% Bonds, Due May 1, 1996

Kuhn, Loeb & Co.

The First Boston Corporation

Lazard Frères & Co.

Warburg Paribas Becker Inc.

Bache Halsey Stuart Inc.

Blyth Eastman Dillon & Co.

Dillon, Read & Co. Inc.

Drexel Burnham & Co.

Goldman, Sachs & Co.

Hornblower & Weeks-Hemphill, Noyes

E. F. Hutton & Company Inc.

Kidder, Peabody & Co.

Lehman Brothers

Loeb, Rhoades & Co.

Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith

Paine, Webber, Jackson & Curtis

Reynolds Securities Inc.

Salomon Brothers

Smith Barney, Harris Upham & Co.

Wertheim & Co., Inc.

White, Weld & Co.

Dean Witter & Co.

ABD Securities Corporation

Banca Commerciale Italiana

Banca Nazionale del Lavoro

Banque Générale du Luxembourg S.A.

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Basle Securities Corporation

Daiwa Securities America Inc.

EuroPartners Securities Corporation

Kredietbank S.A. Luxembourgeoise

Lazard Frères et Cie

New Court Securities Corporation

SoGen-Swiss International Corporation

UBS-DB Corporation

May 14, 1976

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda
et des Périmètres Publics Irrigués
(O.M.V.V.M. et P.P.I.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Acquisition d'engins lourds et matériel nécessaires au fonctionnement des services d'exploitation et de maintenance du réseau d'irrigation desservant le périmètre de la Bosse Vallée de la Medjerda.

L'Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda et des Périmètres Publics Irrigués (O.M.V.V.M. et P.P.I.), dont le siège social est sis au Bardo — Cité Bouchoucha — Tunisie, lance, dans le cadre du projet de réhabilitation du périmètre de la Bosse Vallée de la Medjerda, un appel d'offres international pour l'acquisition d'engins lourds et matériel nécessaires au fonctionnement des services d'exploitation et de maintenance du réseau d'irrigation desservant le périmètre précité.

Ces fournitures sont financées partiellement à partir d'un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.).

QUALIFICATION DU FOURNISSEUR

Seuls sont autorisés à participer à cet appel d'offres les fournisseurs des pays membres de la B.I.R.D. et de la Suisse.

OUVERTURE DES PLIS

La date de remise des offres et d'ouverture des plis de l'appel d'offres est fixée au 1^{er} juillet 1976, à 11 heures.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Tous les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'O.M.V.V.M. et P.P.I.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être acquis contre paiement à l'O.M.V.V.M. et P.P.I. de 5 dinars tunisiens.

MIQUE

Accords franco-iraniens atteignent 10 milliards de francs en 1976

Les accords franco-iraniens terminés le 14 mai, à Paris, ses travaux ont été dirigés par M. Hassan Ansari, ministre iranien de l'Équipement, et M. Jean-Pierre Fourcade, ministre français de l'Équipement. La première réunion s'est tenue à Paris le 14 mai. La seconde à Téhéran en mai 1975. Les accords ont porté sur les deux pays, qui à l'issue de l'année 1975 ont atteint 4,6 milliards de francs. M. Ansari, dépasser les 10 milliards.

Le premier accord, signé le 14 mai, porte sur la construction d'une ligne ferroviaire de 10 km pour le marché iranien. Les travaux de construction de la ligne seront réalisés par la Société d'Équipement de la Région de Téhéran. Le second accord, signé le 14 mai, porte sur la construction d'une ligne ferroviaire de 10 km pour le marché iranien. Les travaux de construction de la ligne seront réalisés par la Société d'Équipement de la Région de Téhéran. Le troisième accord, signé le 14 mai, porte sur la construction d'une ligne ferroviaire de 10 km pour le marché iranien. Les travaux de construction de la ligne seront réalisés par la Société d'Équipement de la Région de Téhéran.

RECHERCHES

Les recherches effectuées par les équipes de la Banque de France ont permis de constater que les entreprises de la région de Téhéran ont réalisé une production de 10 milliards de francs en 1975. Les recherches effectuées par les équipes de la Banque de France ont permis de constater que les entreprises de la région de Téhéran ont réalisé une production de 10 milliards de francs en 1975.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

ALAIN HERBOMANN

CONFLITS

IRÉT DE LA PRODUCTION DU 5-7 DE LACQ MÉRIQUE LA REGION

Les conflits de production ont été résolus par les équipes de la Banque de France. Les conflits de production ont été résolus par les équipes de la Banque de France. Les conflits de production ont été résolus par les équipes de la Banque de France.

Les conflits de production ont été résolus par les équipes de la Banque de France. Les conflits de production ont été résolus par les équipes de la Banque de France. Les conflits de production ont été résolus par les équipes de la Banque de France.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
2. AFRIQUE
2. EUROPE
3. DIPLOMATIE
3. AMÉRIQUES
- 4-5. POLITIQUE
6. DÉFENSE
6. ÉDUCATION
8. JUSTICE

LE MONDE AUJOURD'HUI

Pages 9 à 13 et 23 à 26
— La vie aux champs : Le printemps des poètes, par Jean Tullie.
— Au fil de la semaine : Dix, vingt, trente ans, par Pierre Vasson-Ponté.
— Lettres de Kawasaki, par Robert Guillaud.
— RADIO-TELEVISION : Un entretien avec Paul Séban à propos de « La Limousine », par Yvonne Baby ; Aperçus autour par les médias, par Anne Boy ; L'unification de l'audiovisuel commence en Afrique, par Jean-Paul Cassagnac.

27. SPORTS
27. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 28-29. ARTS ET SPECTACLES
- 30-31. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- 32-33. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION
(11-12 et 23-24)
Annonces classées (33) : Aujourd'hui (7) ; Cauter (7) ; Journal officiel (7) ; Médiologie (7) ; Mots croisés (7).

BÈGUES

Depuis 1938, les découvertes d'un Ancien Bègue, rééditant le béganisme à tout âge. Écr. Pr. M. Boudet, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

SUR MESURE OU DEMI-MESURE

Chemises les

Belles

à votre mesure, à votre goût, à votre style.

à votre longueur de manche, à votre largeur de poitrine.

à votre couleur de peau, à votre âge, à votre état d'esprit.

à votre personnalité, à votre caractère, à votre humeur.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

à votre époque, à votre mode, à votre tendance.

à votre goût, à votre style, à votre personnalité.

à votre situation, à votre profession, à votre milieu.

A LA SUITE DU SUICIDE D'UN COMMERÇANT PARISIEN

MM. Fourcade et Nicoud semblent durcir leurs positions à propos des contrôles fiscaux

M. Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a demandé au directeur général des impôts de lui faire un rapport sur les conditions dans lesquelles se situent la vérification de comptabilité entreprise chez M. Voisin, commerçant dans le vingtième arrondissement, qui a mis fin à ses jours le 13 mai.

Ce suicide a provoqué une vive émotion dans le quartier, où cent cinquante commerçants ont décidé de baisser leur rideau une demi-journée en signe de protestation. En outre, le 14 mai, un groupe de personnes se réclamant du CID-UNATI a pénétré dans une perception du vingtième arrondissement et molesté un fonctionnaire des impôts. M. Fourcade a répondu dans un communiqué que « des votes de fait ayant été perpétrés sur la personne d'un agent de l'administration fiscale qui avait participé à ce début de vérification, [il] a fait déposer une plainte à l'encontre des auteurs de ces violences » (lire page 30 la réaction des agents C.F.D.T. du fisc aux accusations dont ils sont l'objet).

Le CID-UNATI ne semble pas près de désarmer, bien au contraire. Le mouvement de M. Gérard Nicoud, qui reconnaît la mise à sac de la perception, a publié, avec le Rassemblement usagers-contribuables (RUC), un communiqué dans lequel il demande à M. Fourcade que « tous les contrôles fiscaux soient immédiatement suspendus, tant qu'il n'aura pas été donné les

instructions préservant le droit de la personne humaine ». Les deux mouvements déclarent qu'« en moins de deux mois deux de leurs adhérents connus parisiens se sont suicidés à la suite d'un contrôle fiscal qui a été mené dans des conditions scandaleuses ».

Le 13 mai, à 19 heures, M. Gérard Nicoud avait nous signalé notre correspondant, violemment dénoncé les méthodes des brigades de contrôle fiscal. « Ils ont tous les droits, à-t-il affirmé. Ils emportent votre comptabilité pour la vérifier hors de votre présence, puis ils pratiquent le racket et le chantage en vous présentant leurs propositions (...). Il y en a parmi nous qui, alors, se suicident. Les brigades ont ainsi assassiné plus de dix personnes (...). Ce sont des méthodes de gangsters, répétés sur la personne d'un commerçant en brigades secrètes et organisées si nous perdons un ami qui n'aura pas résisté aux contrôles des brigades (...). Il y a pas de raison que le sang coule toujours du côté du plus faible ».

Les « contributions » des pétroliers

UN DÉMENTI DE M. JEAN MÉO

Mis en cause dans les articles de l'« Humanité » (le Monde des 14 et 15 mai) traitant des « contributions financières » de compagnies pétrolières aux partis politiques, M. Jean Méo, directeur général de l'Agence Havas, a publié, vendredi soir, le communiqué suivant : « Les auteurs de ces colonnes ont écrit, à tort, que j'étais reconnu dans leurs écrits comme n'ayant aucune preuve quelconque de leurs affirmations, j'aurais décidé de ne pas répondre à des propos aussi méprisables. Mais, l'« Humanité » ayant réitéré ces mêmes attaques en tirant argument de mon silence, je tiens à faire savoir de la manière la plus catégorique que ces accusations sont fausses et que les auteurs de quelles qualifications leurs auteurs ».

NOUVELLES BRÈVES

● En Irlande du Nord, trois policiers ont été tués et un quatrième grièvement blessé samedi matin 15 mai dans l'attaque d'un commissariat de police à Belcoo, dans le comté de Fermanagh, au sud-ouest de l'Ulster. — (A.F.P.)

● Le conseil de l'ordre des médecins de la région Rhône-Alpes a voté, le 14 mai, la décision de le 11 avril dernier par M. Bouchet, défenseur du docteur Michel Debout, visant à conférer aux débats devant les instances de cette juridiction un caractère public et contradictoire.

Le docteur Michel Debout, qui est poursuivi pour avoir refusé de payer sa cotisation à l'Assemblée nationale, estimant que la procédure de la juridiction professionnelle est en contradiction avec la Déclaration des droits de l'homme. — (Corresp.)

● La revue et la collection « Les lettres nouvelles », dirigées par Maurice Nadeau sont menacées de disparition. Dénoué, éditeur de cette revue et de cette collection, a décidé d'en interrompre la parution dans les mois à venir.

L'ASSASSINAT DE M. JACQUES CHAÎNE

Les policiers recherchent le mobile du meurtre dans la personnalité de Jean Bilski

C'est en cherchant la personnalité de Jean Bilski que les policiers de la brigade criminelle espèrent pouvoir déterminer le mobile qui l'a poussé à tuer, le 14 mai, M. Jacques Chaîne, président-directeur général du Crédit lyonnais, et à blesser l'épouse de ce dernier, avant de se donner la mort devant le siège de la banque, boulevard des Italiens à Paris (le Monde du 15 mai).

Les enquêteurs ont notamment interrogé plusieurs parents du meurtrier, parmi lesquels un cousin qui l'hébergeait fréquemment dans son logement de M. Franconville (Val-d'Oise) depuis son arrivée en région parisienne.

Né le 17 avril 1954 à Auch (Gers), Jean Bilski, enfant naturel reconnu par son père nourricier — un Polonais naturalisé Français, avec qui sa mère, Mme Suzanne Radolow, s'était mariée à Paris en 1953 — fait montre très jeune de manifestations d'indépendance, favorisées par la fragilité de la cellule familiale. À l'âge de onze ans, il suit sa famille à Cassin (Var). Cinq ans plus tard, après quelques escapades, une fugue lui vaut d'être placé dans un foyer de mineurs de Draguignan. D'où il s'évade quelques mois plus tard. Repris, il est envoyé, par un juge des enfants dans un foyer d'action éducative, boulevard de la Roseraie à Toulon.

Il s'en évade en février 1971. Au moment où les gendarmes le retrouvent, sur la route de Toulon à Draguignan, il est porteur d'un coup de poing américain, d'un couteau Blackford et de cartouches de chasse. Interrogé, il avoue de quoi il est condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis. Quelques mois plus tard, il fait l'objet d'une nouvelle condamnation à deux mois d'emprisonnement avec sursis pour outrages à agent. En 1972, il est à nouveau arrêté pour un vol de cyclomoteur et condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis.

De mai à juillet 1973, il est élève-soldat aux Chantiers navals de la Méditerranée à La Clotat. Il y reviendra d'avril à décembre 1974. Il habite alors un grand appartement, 65, boulevard Staline à La Seyne, qu'il partage avec deux camarades. Les locataires de l'immeuble ne se souviennent pas de lui en particulier, mais se rappellent qu'un groupe de jeunes gens menaient une existence assez tapageuse dans l'appartement du troisième étage. Il démissionne ensuite pour vivre quelques mois à Toulon avant de venir, il y a un an environ, dans la région parisienne.

DEUX FONDERIES DE L'ORNE sont en grève

La grève qui paralyse depuis le début de la semaine la Société des fonderies et ateliers de Rondonnai (S.F.A.R.), dans l'Orne, s'est étendue, ce samedi 15 mai, aux fonderies de Pontchardon, situées dans le même département et qui dépendent de la même direction, animée par M. André Métra, soixante-huit ans, maire de Rondonnai. À l'appel de la C.G.T., les trois cent cinquante ouvriers de Pontchardon n'ont pas repris le travail, ce samedi, pour soutenir le mouvement déclenché à la S.F.A.R. Les travailleurs étrangers, 40 % de l'effectif, se plaignent de leurs conditions de logement et de travail.

Dès son adolescence, chacun s'accorde à reconnaître que Jean Bilski est un « marginal » doté d'une forte personnalité. Interrogé par les gendarmes qui l'ont arrêté en février 1971, il déclare appartenir à un groupe anarchiste. L'année précédente, on l'avait vu distribuer des tracts anarchistes aux abords du lycée Dumont d'Urville à Toulon. En novembre 1972, il avait trouvé momentanément un emploi d'O.S. dans une entreprise de La Seyne dont il avait été licencié un mois plus tard. Un de ceux qui l'ont connu à cette époque dira : « Il paraît de faire sauter les ateliers ». Pendant ses passages aux chantiers navals, il avait selon certains témoignages, déployé une importante activité militante. Dans l'appartement du boulevard Staline, on tirait des tracts à la ronéo, et les locataires allaient souvent la nuit coller des affiches.

Notre correspondant à Toulon a retrouvé, sur la colline de Gassin, le beau-père de Jean Bilski, qui mène là-bas une existence d'ermite. « Jean, lui a-t-il déclaré, est né d'un accident de jeunesse

après qu'on eut abusé de sa mère dans un bal dans le Gers. Il y avait dans sa nature un comportement de révolte. Il souffrait de n'avoir pas de père et recevait peu d'affection de sa mère, qui ne l'aurait en fait jamais élevé. Je craignais beaucoup pour Jean, ajouta-t-il. Il est, en effet, de caractère très « plutonien », ce qui le pousse à l'autodestruction ou à la créativité. Comme il est incapable de créer, il a choisi l'éclat négatif ».

Le beau-père de Jean Bilski, qui avait, en fait, perdu tout contact avec son fils adoptif depuis six ans, devait dire à un journaliste de R.T.L. : « C'était une nature très renfermée. Il a cultivé en lui une espèce de révolte intérieure. Il a cherché tout jeune dans une certaine forme d'études anarchistes. Je pensais que cela allait lui passer, mais sa mère m'interdisait de m'occuper de lui ».

À la question : « Pensez-vous qu'il était capable de tuer un homme ? », M. Bilski a répondu : « Il pouvait aller à des extrêmes ».

L'information et la peur

Le corps de l'assassin est resté plus d'une heure sur le trottoir. Aubeine pour les voyeurs et les photographes amateurs. Avant qu'il soit enlevé, les hypothèses et les fantasmes se donnent libre cours.

Le Crédit lyonnais constate avec soulagement et proclame que l'assassin n'a jamais appartenu à son personnel. Le bon renom de la banque est préservé. A quel prix ? L'A.F.P., à 11 h 12, diffuse l'opinion des « collaborateurs du P.-D.G. ». Quels collaborateurs ? « Il s'agit, avant tout, d'une affaire personnelle sur laquelle seuls les intimés de M. Chaîne pourraient apporter des éclaircissements ». La formule se veut ambiguë et ne l'est guère. Elle permettra le lendemain à Libération, vivement indigné que l'on ait écrit « un anarchiste d'extrême gauche » : « S'agit-il d'une affaire privée ? Certains parlent même d'une affaire de meurtre. Sur quels indices ? La peur se vend bien. La peur imprécise. France-Sol lance une édition spéciale, installe un petit stand face au lieu de crime où se vendront des centaines d'exemplaires. Titre : « Un jeune anarchiste abat le P.-D.G. du Crédit lyonnais. Sous-titre : Jean Bilski (vingt-deux ans) fiché par la police, appartenait au FRAP. Quelle preuve ? Et qu'est-ce que le FRAP ? Le Front révolutionnaire anti-fasciste et patriotique espagnol, dont la section installée en France a été dissoute le 15 mars, regroupait une dizaine d'organisations pour la plupart marxistes-léninistes et d'extrême gauche ».

Trois de ses membres ont été tués, le 27 septembre 1975, à

Madrid pour le meurtre, qu'ils ont nié jusqu'au bout, d'un membre de la police armée.

Le Parisien libéré se fait tout à fait sérieux et résume tout ses comptes : « Avec le « gauchisme » : « Le P.-D.G. du Crédit lyonnais assassiné, lui aussi en plein Paris, à 9 h 45 par un « gauchiste ». Et d'ajouter cette version purement imaginaire : « Cerné par la foule, l'assassin se tue pour ne pas parler ».

« Le marxisme et le collectivisme » : « Un mystérieux réseau télégraphique s'efforce de semer le désordre et la mort en notre pays, de déconstruire la France, de détruire une société après son rayonnement au profit d'un système marxiste et collectiviste. Quelle preuve ?

« La peur, suspect de libéralisme » : « Cela va-t-il continuer dans l'indifférence des pouvoirs publics ? » « La libéralisation » à la mode et le laxisme du pouvoir leur facilitent la tâche et les rendent de plus en plus audacieux. « Faut-il poursuivre M. Giscard d'Estaing ?

« Les syndicats, enfin » : « M. Chaîne est-il victime de cette pollution de la vie de l'entreprise recherchée par les deux-syndicats qui l'ont tué en correctionnelle ? » « Mais Jean Bilski est-il Jean Bilski ? (...) La chirurgie moderne facilite bien des choses. Alors, Carlos ?

Le meurtre est toujours odieux. L'exploitation qui en est faite l'est aussi. A travers l'effabulation, l'imputation sans preuve, l'amalgame, c'est un climat qui se crée : celui de la peur, de la panique, d'où peuvent surgir de nouveaux crimes. — J. P.

Les réactions

M. FOURCADE : des problèmes vont se poser pour le Crédit lyonnais.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a déclaré, à l'Institut médico-légal pour s'incliner devant la dépouille mortelle de M. Jacques Chaîne. Quelques heures plus tôt, apprenant la mort du président du Crédit lyonnais, M. Fourcade avait déclaré : « Je suis bouleversé, car c'est d'abord tragique pour sa famille, pour sa femme en particulier. D'autre part, des problèmes vont se poser pour le Crédit lyonnais. Cet attentat est lié à la vague de violences actuelles ».

Après la distribution d'un tract commun des sections syndicales C.G.T., C.F.D.T. et F.O. exigeant « que toute la lumière soit faite sur cette affaire » (nos dernières éditions), la C.F.T.C., qui s'élève devant ce geste gratuit et constate que « l'état de dégradation des mœurs que l'on connaît actuellement en France ne peut en rien rassurer la population », demande au personnel du Crédit lyonnais d'observer, à la mémoire de M. Chaîne, un arrêt de travail le jour de ses funérailles.

Le Syndicat national des cadres sociaux et employés de la banque (S.N.S.E.) réagit avec indignation à cet « acte criminel » et s'élève devant la personnalité d'un président Chaîne dont la disparition attente tragiquement le Crédit lyonnais ».

A Toulouse

DES INCONNUS S'EN PRENNENT A PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

(De notre correspondant régional.) Toulouse. Dans la soirée du jeudi 13 mai, la veille de l'assassinat de M. Jacques Chaîne, des inconnus ont lancé des poches en plastique contenant un produit liquide rouge sur les façades de plusieurs établissements bancaires de Toulouse : le Crédit lyonnais, la Société générale, la Société marseillaise de crédit, la banque Worms, la Banque de Paris et des Pays-Bas, ainsi que contre le siège du journal « la Dépêche du Midi ».

Quelques heures plus tard, une agence de la Société générale, place de Tel-Aviv, au Mirail, était sacrée l'après-midi, des slogans tels que « Mort aux P.-D.G. », « Les P.-D.G. à la porte, les chômeurs à leur place », « De la part des anarchistes », étaient peints sur les murs. Les auteurs de ces dégradations n'ont pas été identifiés. Il semble qu'ils entendaient protester contre les conditions de détention de Mlle Sylvie Porte, femme d'André Tovati, tué dans la nuit du 8 au 9 mars dernier en manipulant une bombe près d'une caserne de G.S.B. Ils ont aussi pu agir par solidarité avec M. Michel Camilleri, Mario Torres-Torres, Jean-Marie Roudin et Bernard Regat, membres ou anciens membres des GAB (Groupes d'action révolutionnaire internationaliste), actuellement détenus après une série d'attentats commis en 1974 et dont le dossier a été envoyé il y a quelques semaines (le Monde du 24-25 mars) de la Cour de sûreté de l'État au tribunal de grande instance de Paris.

Photo-cinéma : vient de paraître
LE PHOTORAMA 1976
Catalogue sélectionnant les meilleurs appareils et accessoires des plus grandes marques, dans tous les prix. « PHOTOMAT » chez votre Point Photo ou au siège : 36 rue Rivey, 92300 Levallois.

Sardaigne
Une île, du soleil, des plages sauvages
Vol direct 1 h 30 de Paris
du 1.6 au 28.9.76, une fois par semaine
DC9 Cie Alisarda
Offre spéciale : **800** F
Avion + 2 nuits d'hôtel
retour au choix.
(entre le 8.6 et le 28.9.76)
12 hôtels d'une étoile au grand luxe.
séjour en chambre et petit déjeuner, demi-pension
ou pension complète.
Avion + pension complète à partir de 1195 F
pour 8 jours.
Votre Agence de voyages ou Voyages GALLIA
12 rue Aubert, 75009 Paris - Tél. 266.07.24
Documentation sur demande

Le numéro du « Monde »
daté 15 mai 1976 a été tiré à
570 163 exemplaires.

au départ de Toulon
de Pâques à fin Septembre
LA SARDAIGNE
ligne régulière Toulon/Porto-Torres
en car-ferries confortables.
jusqu'à fin Juin, transport gratuit
de votre automobile.
Week-ends de printemps
Pâques, 1er Mai, Ascension, Pentecôte et week-end
en Juin, voyage A.R. Pension complète + transport
voiture gratuit 4 jours à partir de 385 F
Séjours de printemps et vacances d'été
Voyage et 7 jours en pension complète
Printemps à partir de 770 F. Été à partir de 950 F
Renseignements : toutes agences de voyages et
ferrytour
A TOULON : CM75
552 avenue de la République tél. (94) 4125.76
à PARIS : SWCA
6 bis, rue de Séze 75009 PARIS 14. (0) 742.30.10
61 Boulevard des Dames
13002 MARSEILLE
Tél. (91) 91.90.20 - Télax 440752
En collaboration avec ENT PARIS/NICE, EST CAGLIARI

123456789101112131415161718192021222324252627282930313233343536373839404142434445464748495051525354555657585960616263646566676869707172737475767778798081828384858687888990919293949596979899100